

Commune d'AMY



35 Grande Rue
60 310 AMY

PLAN LOCAL D'URBANISME

07U08

- rendu exécutoire -
à compter du



RAPPORT DE PRESENTATION

Date d'origine :
Avril 2012

1

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **10 juin 2010**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **22 mars 2012**

Urbanistes :

Mandataire :

ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3bis, Place de la République - 60800 CREPY en VALOIS
Téléphone: 03-44-94-72-16 Fax: 03-44-39-04-61
Courriel : Nicolas.Thimonier@Arval-Archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb), A.-C. Doisy (Urb-Eco)

Participation financière : Conseil Général de l'Oise



SOMMAIRE

PREAMBULE	p.2
-----------	-----

INTRODUCTION	p.3
--------------	-----

CHAPITRE 1 : DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE	p.5
---------------------------------------	-----

1. Amy dans son contexte intercommunal	p.6
2. Etat initial de l'environnement	p.12
3. Organisation du tissu urbain	p.25
4. Infrastructures et déplacements	p.31
5. Habitat (population et logement)	p.42
6. Activités économiques	p.50
7. Équipements et services	p.56
8. Bilan et enjeux (à l'échelle du territoire et du secteur aggloméré)	p.58

CHAPITRE 2 : LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	p.60
--	------

1. Le document soumis à concertation et le bilan de la concertation	p.61
2. Les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues	p.62
3. Evaluation des incidences de ces orientations sur l'environnement	p.83

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET JUSTIFICATION DU DECOUPAGE	p.91
--	------

1. La justification sur les dispositions réglementaires d'ordre général	p.92
2. La justification du découpage en zones	p.96
3. La mise en œuvre du PLU	p.107

PREAMBULE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est l'un des instruments de l'urbanisme issu de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains de décembre 2000. Il remplace le Plan d'Occupation des Sols (POS).

Le PLU est un document juridique qui définit de façon précise le droit des sols applicable à chaque terrain. Mais son objet est également d'exprimer le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune. Selon l'article L.110-1 du code de l'environnement, le développement durable vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

À cette fin, et selon l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, le PLU détermine les conditions permettant d'assurer :

- L'équilibre entre un développement urbain maîtrisé et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des espaces naturels et des paysages, en respectant les objectifs du développement durable.
- La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs (habitat, activités économiques, activités sportives ou culturelles, équipements publics), et en tenant compte de l'équilibre emploi-habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.
- Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et urbains, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, des milieux, sites et paysages, la réduction des nuisances sonores, la prévention des risques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune. Une délibération du conseil municipal prescrit l'élaboration du PLU et précise les modalités de concertation avec le public (article L.300-2 du code de l'urbanisme).

L'Etat, la Région, le Département et divers partenaires sont associés à l'élaboration du document à l'initiative du maire ou à leur demande, à la suite de la notification de la prescription d'élaboration du PLU.

Le PLU doit être compatible, s'il existe, avec le schéma de cohérence territoriale, un schéma de secteur, un schéma de mise en valeur de la mer, une charte de parc naturel régional, un plan de déplacements urbains, un programme local de l'habitat. Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation du PLU, les dispositions du plan local d'urbanisme sont applicables jusqu'à la révision de ce document, qui doit être achevé avant le terme d'un délai de trois ans.

Le PLU est opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, pour la création de lotissements et l'ouverture des installations classées appartenant aux catégories déterminées dans le plan. Le PLU est établi pour une perspective de développement et d'aménagement s'étendant sur environ huit à dix années. Il est adaptable à l'évolution de la commune ; ses dispositions peuvent être modifiées ou révisées, afin de prendre en compte les nouveaux objectifs communaux.

INTRODUCTION

Amy ne dispose pas de Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.). La commune a émis le souhait de prescrire un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) par délibération du conseil Municipal le 10 avril 2008. Monsieur le Préfet de l'Oise a porté à la connaissance de Monsieur le Maire les modalités d'association de l'Etat à l'élaboration du P.L.U. conformément aux termes de l'article R 121-1 du Code de l'Urbanisme.

Les études nécessaires à la réalisation du document ont été confiées à l'agence d'urbanisme **ARVAL** de Crépy-en-Valois (Oise).

La concertation a associé, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable a été présenté aux personnes publiques associées le 24 juin 2009. Il a l'objet d'un débat au sein du Conseil Municipal le 30 juin 2009 et a été présenté aux habitants lors de la réunion publique du 16 octobre 2009.

Le rapport de diagnostic a été tenu à disposition des habitants dans les locaux de la mairie à compter de mai 2009, le document PADD à compter de juin 2009. Des panneaux de présentation du PLU (procédure, diagnostic et PADD) ont été affichés en mairie de juin 2009 jusqu'à la phase arrêt du projet. Un registre permettant de recueillir les remarques des habitants a été ouvert en mairie au moment de la mise à disposition du public du rapport de diagnostic.

Le projet de PLU, après avoir été "arrêté" par délibérations du Conseil Municipal du 10 juin 2010 tirant également le bilan de la concertation avec le public, est transmis pour avis aux services de l'Etat et aux personnes publiques associées, ainsi qu'aux communes limitrophes ou aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale qui ont demandé à être consultés.

Le projet de PLU est ensuite soumis à enquête publique. Le projet est alors modifié pour prendre en considération les remarques émises lors de la consultation des services et lors de l'enquête publique. Le PLU est finalement approuvé par délibération du conseil municipal. Il est tenu à la disposition du public.

Le présent rapport de présentation concerne le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Amy.

Il constitue un élément du dossier de PLU qui comprend, en outre :

- Le projet d'aménagement et de développement durable et ses documents graphiques qui définissent les orientations générales d'aménagement retenues par la commune, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et l'environnement.
- Une orientation d'aménagement spécifique à un secteur à aménager afin de déterminer un cadre aux modalités d'urbanisation de ces terrains.

- Le règlement qui comprend un document écrit et des documents graphiques. Ils délimitent les zones urbaines, les zones à urbaniser, la zone agricole et la zone naturelle et forestière. Les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu, les espaces boisés classés, les emplacements réservés, les éléments de paysage à préserver, les secteurs à plan-masse, etc.

- Les documents techniques annexes concernant notamment :

- les annexes sanitaires
- les servitudes et informations jugées utiles

Le rapport de présentation expose le diagnostic en matière d'aménagement de l'espace, de développement économique, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Il explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, notamment au regard d'un équilibre entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels, de la recherche d'une plus grande diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale, d'une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et urbains, de la prise en compte des principaux objectifs de l'Etat, notamment en faveur des engagements en matière de politique environnementale.

Il expose les dispositions du règlement et justifie l'institution des secteurs des zones urbaines et des zones naturelles. Il évalue les incidences sur l'environnement des orientations d'aménagement retenues.

A cet effet, il comprend trois parties essentielles :

- 1** Le diagnostic de la commune
- 2** Les explications sur les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues et leur impact sur l'environnement
- 3** Les justifications sur les dispositions réglementaires et sur le découpage en zones

Les données générales sont issues des documents fournis par les personnes associées à l'élaboration du PLU (sources : Porter à Connaissance, INSEE, IGN, statistiques DDT, données CCIO, Projet de Territoire, etc....) ainsi que des différentes études et ouvrages réalisés sur la commune.

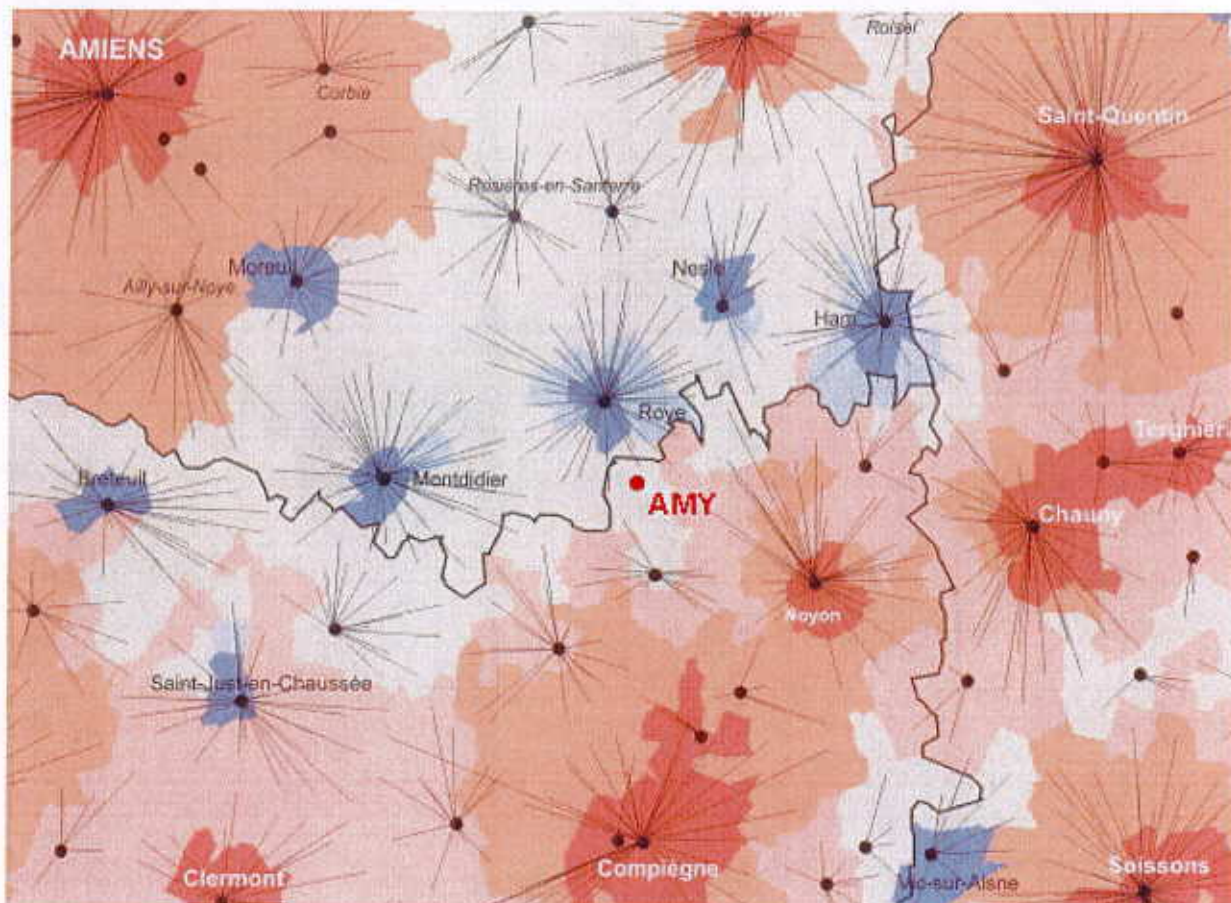
CHAPITRE 1

DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE

1.2 AMY : UNE COMMUNE RURALE SOUS INFLUENCE DE L'AUTOROUTE

Amy est une commune rurale comprenant 367 habitants selon l'enquête annuelle de l'INSEE réalisée en 2006.

Il s'agit d'une commune essentiellement tournée vers l'activité agricole. En effet, la majeure partie de son territoire est consacrée aux terres de culture et aux pâturages. Ces terres sont exploitées par des agriculteurs de la commune ou extérieurs à la commune.



Source : Insee-Scees- 2002

Organisation territoriale de l'emploi

Espace à dominante urbaine

Aires urbaines

- Pôles urbains** : unités urbaines (agglomérations) comptant 5 000 emplois ou plus
- Couronnes périurbaines** : communes (ou unités urbaines) dont 40% ou plus des actifs résidents travaillent hors de la commune (ou de l'unité urbaine) mais dans l'aire urbaine

Communes multipolarisées

- Communes (ou unités urbaines) dont 40% ou plus des actifs résidents travaillent dans plusieurs aires urbaines, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles

Espace à dominante rurale

Aires d'emploi de l'espace rural

- Pôles d'emploi de l'espace rural** : communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine comptant 1 500 à 5 000 emplois
- Couronnes des pôles d'emploi de l'espace rural** : communes (ou unités urbaines) n'appartenant pas à l'espace à dominante urbaine dont 40% ou plus des actifs résidents travaillent dans la reste de l'aire d'emploi de l'espace rural
- Autres communes de l'espace à dominante rurale** : communes (ou unités urbaines) n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine ni à une aire d'emploi de l'espace rural

Source : Insee, Recensement de la population 1999

Organisation territoriale des services

- Commune disposant d'un nombre étoffé de services appartenant à la gamme intermédiaire

Chaque commune qui ne dispose pas d'un certain nombre de services de la gamme intermédiaire est reliée par un trait au pôle de services fréquenté habituellement

Source : Insee - Scees, Inventaire communal de 1998

Les pôles de services intermédiaires

Communes possédant les 16 équipements de la gamme intermédiaire :

Commerces : chaussures, électroménager, vêtements, meubles, droguerie-quincaillerie, librairie, supermarchés

Services financiers : banque, notaire

Services locaux : pompiers, perception, collège, gendarmerie

Services de santé privés : ambulance, dentiste, kinésithérapeute vétérinaire.

Sur la carte sont également repérées les communes possédant plus de la moitié des 16 services de la gamme intermédiaire.

La commune d'Amy s'inscrit en partie nord du territoire du Noyonnais (Oise), au sud du Santerre (Somme) qui restent des entités dominées par la vocation agricole dans leur ensemble, même si au sud du Noyonnais (Compiègne, Paris) et au nord du Santerre (Saint Quentin, Amiens) les formes de développement récent montrent une tendance marquée à la rurbanisation.

Selon la nomenclature INSEE (inventaire communal de 1998 et recensement de la population de 1999), Amy est une commune de l'espace à dominante rurale, c'est-à-dire une commune n'appartenant ni à l'espace à dominante urbaine (la plus proche étant Noyon au sud), ni à un site d'emploi de l'espace rural comme Roye au nord.

Toutefois, la proximité de l'autoroute A1, accessible à Ressons sur Matz ou Roye et la poursuite de l'augmentation des prix du foncier au sud de l'Oise et sur le Compiègnais, sont des facteurs pouvant accroître l'attractivité résidentielle d'Amy dans les années à venir.

Amy est sous l'influence du pôle d'emploi de l'espace rural que constitue la ville de Roye sur le département de la Somme, située à moins de 6 km. Cette ville, ainsi que Noyon constituent les lieux les plus fréquentés pour accéder aux équipements et services de la gamme intermédiaire. Compiègne et Amiens sont aussi des pôles fréquentés pour l'accès aux grands équipements (hôpital, espace culturel, etc.)

Le Pays du Grand Noyonnais a pour objectif un développement touristique et culturel de son territoire. Les actions entreprises dans ce domaine sont donc le plus souvent portées à l'échelle des 3 communautés de communes.

En matière d'activité économique, la commune dans le cadre de son intercommunalité doit trouver un juste équilibre entre la possibilité de voir se maintenir et se développer les emplois existants, notamment pour les habitants du village, et le maintien d'un cadre de vie de qualité (peu de nuisances, respect des paysages, etc.) afin d'atteindre l'objectif souhaité en matière d'accueil de population résidente. Il conviendra de veiller à la réglementation d'urbanisme définie pour les activités existantes ou à créer.

Tendances en cours :

- Le Noyonnais pourrait continuer d'accueillir dans les prochaines années la pression résidentielle qui remonte du sud le long de la vallée de l'Oise (Compiègne) vers les vallées de l'Aronde et du Matz et le long de la RD932 entre Noyon et Guiscard. Amy fait partie des communes rurales nord, possédant des secteurs urbanisables non bâtis sur lesquels, le faible prix au m² devrait favoriser le développement résidentiel.

- Ressons sur Matz, bénéficiant d'un accès direct sur l'autoroute A1 est conforté comme le principal pôle de développement d'activités dans les années à venir avec un projet de 20 ha consacrés aux entreprises. Le Canal à grand gabarit Seine Nord Europe constituera un nouveau lieu d'implantation économique de la partie centrale du Noyonnais.

- L'activité agricole pourrait connaître une confirmation des mutations en cours : développement de la grande culture au détriment de la surface fourragère (prairies et cultures fourragères) et des cultures maraîchères ou fruitières qui marquent aujourd'hui un paysage mixte de grandes cultures, d'herbages et de vergers.

La commune se trouve donc dans un contexte géographique en mutation impliquant une tendance à la périurbanisation déjà subie par les villages plus directement desservis par l'A1. Il existe donc un potentiel de développement en habitat sur le secteur que la commune souhaite maîtriser par l'intermédiaire de son PLU.

1.3 LES STRUCTURES INTERCOMMUNALES ET LEURS ORIENTATIONS

Le territoire communal fait partie du Pays des Sources organisé en Communauté de Communes depuis 1997, qui regroupe 47 communes pour une population de 20 200 habitants (INSEE 2006) et une superficie d'environ 348 km². Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays des Sources est en cours d'élaboration. Le SCOT constitue un document supra-communal de planification urbaine envers lequel le P.L.U. de la commune devra être compatible. Le Pays des Sources est associé à la Communauté de Communes des 2 Vallées et du Noyonnais pour une réflexion commune dans le cadre de la mise en place du Pays Sources et Vallées dont les objectifs fondamentaux sont les suivants :

- Développer l'activité économique et les synergies entre les entreprises, adapter les formations et l'insertion par l'économie, et développer le tourisme comme une activité économique à part entière.
- Accompagner les évolutions démographiques par le développement du logement, des services à la population et des équipements structurants ; développer l'offre et la pratique culturelle et faciliter son accès pour tous.
- Préserver le patrimoine environnemental ; améliorer le dialogue avec les acteurs locaux ; améliorer la communication externe (image) et interne (appartenance).



Périmètre du SCOT du Pays des Sources



Périmètre du Pays « Sources et Vallées »

Par l'intermédiaire du Porter à Connaissance, l'Etat a communiqué un certain nombre d'informations et a présenté plusieurs enjeux liés à l'aménagement de la commune d'Amy. Les informations seront abordées dans les différents thèmes développés dans les chapitres ci-après. L'annexe n°6 du dossier P.L.U. rappellent également les servitudes d'utilité publique et les informations jugées utiles.

C'est en tenant compte de ces éléments supra-communaux qu'ont été menées les études relatives à l'élaboration du P.L.U. de Amy. L'histoire et les caractéristiques propres de la commune par rapport aux remontées de nappes ont nécessité une analyse particulière. Le diagnostic a ensuite porté sur la constitution du bâti et son rapport au site. Une étude socio-démographique a permis d'affiner les perspectives d'évolution de la commune.

Les orientations générales d'aménagement retenues par la commune et présentées dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) ont été élaborées sur cette base. Ce projet, proposé aux habitants, a alors permis de déterminer les dispositions réglementaires nécessaires à sa mise en œuvre. Ces dispositions (règlement et découpage en zones du territoire communal) sont justifiées dans la dernière partie de ce rapport de présentation.

2. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

La commune s'est développée à la limite de deux entités paysagères à l'échelle locale :

- au nord, le plateau du Santerre (Somme) au paysage ouvert de grande culture,
- au sud, le Bois de Crapeaumesnil et les prémices des collines du Noyonnais (Oise) au paysage semi fermé par les mont boisés (Bois d'Avricourt, Montagne de Lagny à l'est et Le Plémont au sud de Lassigny).

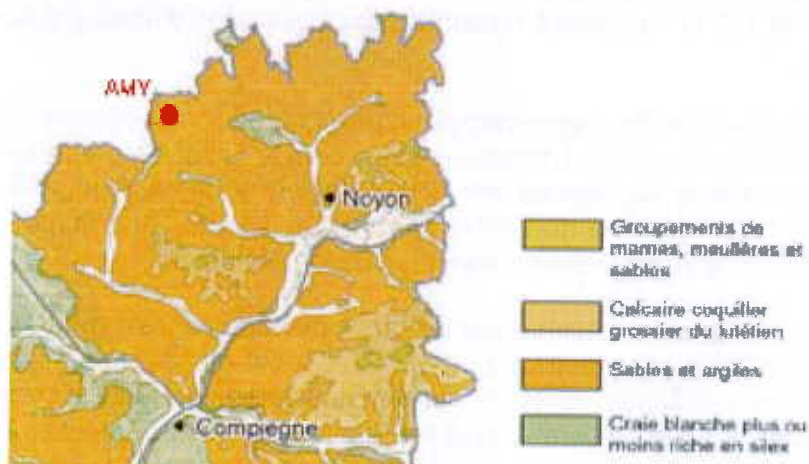
Le territoire communal s'étend sur 5 km du nord au sud et sur environ 3,5 km d'est en ouest. Il couvre une superficie de 12,6 Km² s'inscrivant en limite nord est de l'Oise. Il s'agit principalement et plus particulièrement pour sa partie urbanisée, d'un vaste plateau principalement voué à l'activité agricole et séparant le plateau du Santerre des collines du Noyonnais.

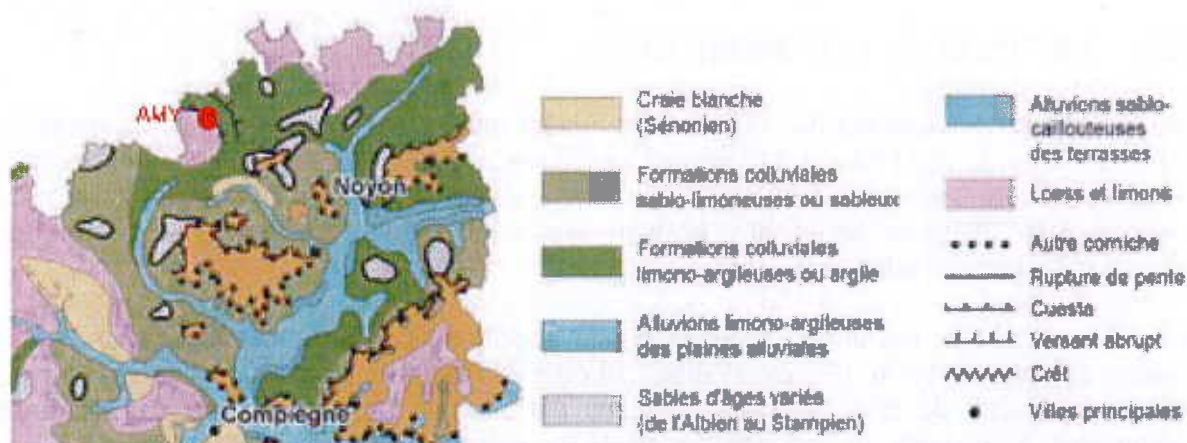
2.1 GEOLOGIE, GEOMORPHOLOGIE ET CLIMATOLOGIE

Le Noyonnais revêt une géologie complexe constituée de collines et de buttes témoins. L'extrémité nord-est du Noyonnais est insérée entre le pays de craie et le pays de calcaire et comporte presque toutes les assises géologiques du début du tertiaire (écocène). La géologie est très complexe et les sols varient sur de faibles distances, sables, argiles, marnes se succèdent et rendent délicate une caractérisation géologique d'ensemble de ces entités. Le territoire communal présente une dominance de sables et d'argiles.

On note aussi la présence de formations colluviales limono-argileuses ou argile. En partie ouest du territoire la présence de loess et limons est notable. Les colluvions résultent de l'érosion ou du déplacement de matière par le climat (gravité, vent).

Les espaces de vallées sont constitués de larges dépressions humides, aux versants dissymétriques, aux sols souvent gorgés d'eau, cernées de coteaux-abrupts, de cuestas ou de buttes témoins. Elles forment une vaste plaine collinéaire entre les plateaux de craie et de calcaire grossier.





Source : Atlas des Paysages de l'Oise

Concernant la climatologie, la moyenne des températures sur les 9 dernières années s'élève à 6,9 C° pour les minima et 15,3 C° pour les maxima avec une année 2008 particulièrement chaude et une année 2001 plus fraîche. La pluviométrie moyenne sur la période (99-08) et le secteur (moyenne stations de Beauvais et de Saint Quentin) est de 699 mm, soit en moyenne 119 jours de pluie. L'année 2000 fut particulièrement pluvieuse (886 mm pour 151 jours de pluie) et l'année de la canicule en 2003 (523 mm pour 92 jours de pluie) ainsi que 2005 (526 mm et 95 jours de pluie) les plus sèches. L'année 2003 a aussi été la plus ensoleillée avec 2049 heures d'ensoleillement comparativement à une moyenne de 1631 heures sur les 9 dernières années.

Depuis 12 mois (de novembre 2007 à octobre 2008), les températures les plus basses concernent le mois de décembre 07 et les plus hautes le mois de juillet. La pluviométrie a été la plus importante en mars avec 98 mm et 19 jours de pluie en moyenne. Le mois le plus ensoleillé avec 220 heures est le mois de mai.

	Températures moyennes		Pluviométrie		Ensoleillement
	<i>min.</i>	<i>max.</i>	<i>mm</i>	<i>jrs</i>	<i>h</i>
2008	7,3	16,4	527	96	1376
2007	6,7	15,3	772	127	1652
2006	6,8	15,4	751	128	1644
2005	6,5	15	526	95	1700
2004	6,5	14,8	577	110	1669
2003	6,4	15,8	523	92	2049
2002	7,2	15,4	730	120	1451
2001	6,8	14,7	864	143	1607
2000	7,3	14,9	886	151	1466
1999	7,3	15,3	837	129	1698
Moyennes	6,9	15,3	699	119	1631

Données moyennes calculées d'après les mesures des stations météo de Beauvais et de Saint Quentin

Source : Météo France

2.2 LE RELIEF ET L'HYDROGRAPHIE

Au sud d'Amy, les collines du Noyonnais peuvent atteindre jusqu'à 180 mètres d'altitude. A l'échelle large, le point haut à 112 mètres se trouve au lieu-dit les Longs Journaux au droit du Bois du Plessis Cacheleux sur le territoire communal de Dives et le point bas tout proche est associé à la Divette au lieu-dit Pré Wattaire sur la commune de Lassigny. Ici le versant est abrupt et le dénivelé important.

Le relief communal est quant à lui assez peu accidenté. Les deux points bas se situent au niveau des bras de l'Avre (Fonds de Bray : 78 mètres, Flaque à Brebis : 79 mètres) et les points hauts au niveau du Bois de Crapeaumesnil (94 mètres) et à l'extrémité sud du territoire communal à proximité du Bois des Courtillets (96 mètres). Les versants présentent une pente douce d'environ 1,5%.

La moitié sud du territoire est plus marquée par le relief que la tranche nord sous forme de plateau d'altitude autour de 80 mètres.

Dès lors, les vues lointaines sur le paysage sont nombreuses, plus particulièrement en espace ouvert de terres agricoles.

Le relief est assez peu marqué sur l'espace agricole et au niveau du village. Le village se situe autour de 81 mètres, il est orienté nord-est sur la vallée de l'Avre. La ferme Sébastopol à 85 mètres et l'écart Capron à 80 mètres sont orientés ouest et est sur la vallée de l'Avre. La ferme Haussu, orientée nord-est par rapport à la vallée culmine à 87 mètres.

L'Avre, rivière de faible débit 5,3 m³/s, fait partie du bassin versant de la Somme. Elle prend sa source sur le territoire communal dans le Bois de Crapeaumesnil et se jette dans la Somme au niveau de Longueau. La rivière tangente ensuite la commune d'est en ouest en partie sud puis s'éloigne vers l'est pour remonter vers la Somme. Deux bras de l'Avre concernent le territoire communal, un au lieu-dit la Flaque à Brebis, l'autre, moins marqué au lieu-dit Fonds de Bray au sud du secteur aggloméré.

L'Avre s'accompagne de zones à dominante humide, occupées par une végétation spontanée, par des pâtures ou des milieux marécageux. Les étangs et les mares sont nombreux sur la commune.

Au sud d'Amy, la Divette à l'Est (commune de Lassigny) et le Matz à l'ouest (commune de Canny sur Matz) représentent le réseau hydrographique secondaire de l'Oise. Le Matz et la Divette appartiennent quant à eux au bassin versant de l'Oise.

Amy est donc à l'intersection de deux bassins versants entre l'Oise et la Somme.

La commune a été récemment rattachée au bassin hydrographique de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, ce qui ne facilite pas la question de la gestion de l'eau sur le territoire avec l'intercommunalité pour l'essentiel rattachée à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Le régime d'écoulement des nappes est captif sur le territoire communal. En effet, les nappes souterraines sont prisonnières de couches géologiques imperméables (argiles). Elles laissent sur le territoire communal nombre d'empreintes directes (cours d'eau, marais ou sources à fort débit) qu'elles alimentent. Ainsi, l'ensemble du village est touché par des phénomènes de remontée de nappes, ayant impliqué la mise en place d'un système de drainage pour assécher les sols, réalisé en particulier au moment de l'occupation allemande pendant la seconde Guerre Mondiale.

2.3 PAYSAGE ET ENVIRONNEMENT

2.3.1 Le grand paysage et le paysage du secteur aggloméré

Le territoire communal s'inscrit dans la frange nord du Noyonnais sur le département de l'Oise, en limite avec le Santerre sur le département de la Somme.

Le Noyonnais est bordé par le département de la Somme au nord, le département de l'Aisne à l'est, le Plateau Picard à l'ouest et la vallée de l'Oise au sud. Son relief doux et omniprésent, combine des vallonnements et des collines dessinant des paysages variés. Essentiellement ruraux, ils sont composés de boisements, de grandes cultures, de polyculture, de bocages et d'herbages.

Le Santerre couvre la partie sud-est du département de la Somme sur un territoire cerné par les vallées de l'Avre et de la Somme. Il s'agit d'un paysage de plateaux limoneux, dont les horizons immenses, d'une altitude quasi constante de 100 mètres sont à peine incisés par les modestes vallées de l'Ingan et de la Luce. Une couche épaisse de limon favorise la grande culture.

Le territoire d'Amy à la frontière entre un paysage ouvert de plateau composé de grandes cultures au nord (Le Santerre) et un paysage semi-ouvert de petites vallées humides constitué de polyculture, de bocages et d'herbages au sud (Le Noyonnais) marque la transition entre ces deux entités.

Au sud du territoire communal, les collines du Noyonnais composées de petites vallées humides et sinueuses à fond plat et versants ouverts, alimentées par un dense chevelu de rûs présentent un paysage de fond de vallée humide et boisé. Le bocage est présent, il dessine des paysages de prairies ceinturées de haies et ponctuées d'arbres fruitiers. Une partie de la trame arborée est disséminée dans les champs et sur leurs pourtours, elle se raccroche également aux collines boisées, sans nécessairement prendre la forme de haies.

Les différentes hauteurs de haies, leur composition variable, la diversité des types de prairies (flore, conduite pastorale) et du maillage du parcellaire génèrent une grande diversité de milieux favorisant le maintien de la biodiversité.

Au nord, il s'inscrit un paysage de plaine cultivée avec poches herbagères légèrement vallonnées et d'espaces de grandes cultures à champs ouverts avec villages entourés d'herbages marqué par la présence de fermes isolées.

Le territoire communal présente une grande diversité. Sont représentées des zones agricoles hétérogènes, des terres arables, des prairies, des forêts et des zones humides.

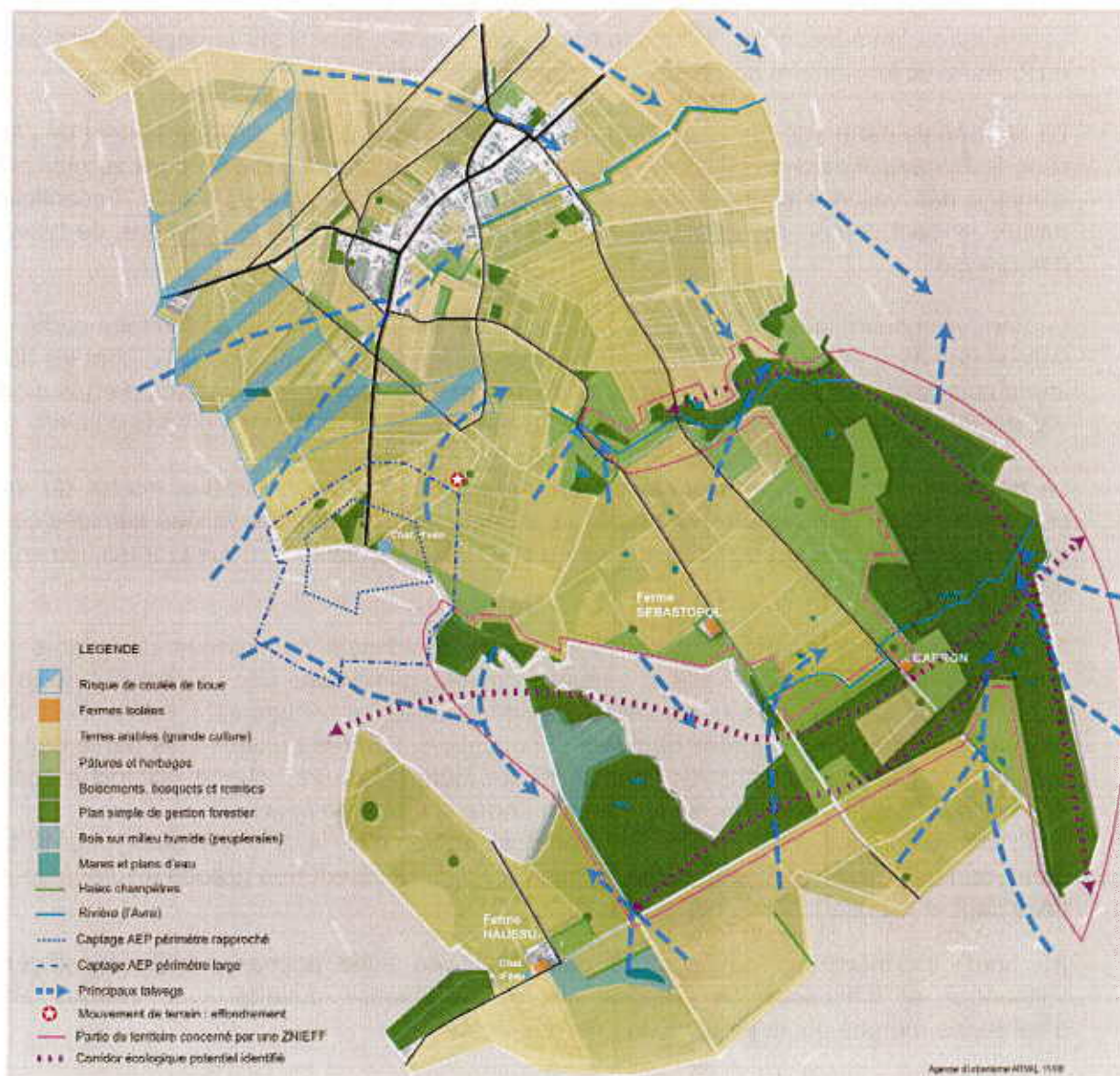
Ces différents milieux abritent une biodiversité à préserver.

Les mares très présentes sur la moitié sud du territoire communal depuis la Flaque à Brebis jusqu'à la Cendrière, jouent un rôle important pour la faune (notamment les batraciens) et la flore.

Cet ensemble présente ainsi un réel intérêt écologique inventorié par une inscription en Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type I (ZNIEFF "Massif forestier d'Avricourt / Regal et Montagne de Lagny").

Il s'agit de la bordure septentrionale du Noyonnais développé sur une butte tertiaire résiduelle aux caractéristiques géopédologiques particulières (calcaire lutétiens, sable de Cuise et argiles sparnaciennes).

Les milieux (sols sableux et milieux humides) de cette ZNIEFF de type I sont intéressants par la flore (boisements, espèces végétales rares) et la faune (espèces de rapaces rares, reproduction des batraciens) qu'ils accueillent.



Carte du grand paysage.

Le territoire d'Amy s'inscrit donc dans ce grand paysage en respectant les caractéristiques mises en évidence d'une part pour le plateau du Santerre, d'autre part pour les collines du Noyonnais. Il peut être divisé en deux parties bien distinctes du nord au sud :

- L'espace agricole largement ouvert de grandes cultures qui s'étend sur la moitié nord de part et d'autre du secteur urbanisé de la commune. La RD154 et la RD160 traversent cet espace d'est en ouest. A noter la présence d'un fossé au sud du secteur urbanisé de la commune au lieu-dit Fonds de Bray.



Paysage semi-fermé par les boisements des Bois d'Avricourt et de Crapeaumesnil au sud du territoire communal, en limite avec la partie nord des collines du Noyonnais vue depuis le chemin de Longpré.



Secteur où l'eau est affleurante au lieu-dit "La Flaque à Brebis" et Bois d'Avricourt masquant la frange sud du village depuis la ferme Sébastopol.

- Les boisements sur la moitié sud du territoire communal présente une topographie plus marquée annonçant les collines du Noyonnais plus au sud. Ce paysage semi ouvert est composé d'une partie du Bois de Crapeaumesnil et de celui d'Avricourt. Il est délimité au nord par un bras de l'Avre au lieu-dit Flaque à Brebis et marqué au centre par la rivière qui trouve sa source dans le Bois de Crapeaumesnil dont la dénomination confirme l'intérêt de ce secteur pour les populations batraciennes. La liaison entre les deux bois est assurée par un couvert végétal linéaire constitué de boisements, de pâtures et d'herbages. Ce secteur est de ce fait traversé par des corridors écologiques potentiels à prendre en compte.



Paysage ouvert sur le plateau agricole au nord du territoire communal. Plateau du Santerre et vue lointaine sur les collines du Noyonnais depuis la D221.

Le paysage d'Amy est aussi marqué par l'histoire avec un héritage Gallo- romain (voies, Noyon / Guiscard) et les tracés de la première guerre mondiale (front de 1914 à 1917) qui ont engendré une reconstruction du bâti villageois en brique et développé la présence de cimetières. La linéarité des chemins témoigne de l'ancienne présence de pistes d'aviations et des vestiges de constructions sont notables en plaine au sud du village.



Carte du paysage à l'échelle de la commune

2.3.2 Le diagnostic des boisements

Outre le tracé des rivières accompagné de boisements sur milieu humide, les bois du secteur sont majoritairement des boisements de sommets (pentes et crêtes des buttes).

Des peupleraies se sont développées dans les fonds de vallées humides de l'Avre, de la Divette et du Matz.



Pâtures et bosquets sur milieu humide au centre du territoire communal, au lieu dit "La Flaque à Brebis" à l'orée du Bois d'Avricourt.

Une multitude de bois caractérise les hauteurs des collines. Ces bois sont composés pour l'essentiel de feuillus : chênes, hêtres, frênes, charmes,... Ces bois de feuillus s'accompagnent d'une végétation arbustive plus spontanée.

Outre leur valeur productive, ces boisements ont un rôle écologique notamment pour le grand gibier.

La couverture végétale communale repose principalement sur le bois de Crapeaumesnil et le bois d'Avricourt. Ces bois, traversés par l'Avre occupent d'est en ouest, le centre du territoire communal.

Le sud du territoire communal boisé participe au continuum boisé reliant d'est en ouest le Bois de Crapeaumesnil au Bois d'Avricourt et du nord au sud le Bois de Regal au Bois d'Avricourt. Cet espace inscrit en ZNIEFF est traversé par 3 biocorridors inter-forestiers potentiels, un nord-sud et deux est-ouest, notamment pour la petite faune ou l'avifaune et la continuité écologique des espèces floristiques. Il forme un ensemble de plus de 4 hectares et est donc soumis à la législation forestière : le défrichement devra, au préalable, avoir fait l'objet d'une autorisation en application de l'article L.311-1 du code Forestier (pour les particuliers et les collectivités locales).

Il n'y a pas d'éléments boisés significatifs dans la vaste poche nord vouée à la grande culture si ce n'est des haies de rebord de talus résultant le plus souvent d'une végétation spontanée. A l'échelle du secteur aggloméré, les éléments boisés correspondent essentiellement aux arbres et haies des jardins privés. Le parc derrière l'église constitue un des espaces plantés les plus importants au sein du village.

2.3.3 Les entrées de village et franges du bâti

Les villages sont distants les uns des autres de plusieurs kilomètres créant donc des espaces naturels et agricoles de séparation où les paysages sont différents entre les secteurs de vallée (fermés) et boisés au sud et les secteurs de plateau (ouverts) au nord.

Ils existent des constructions isolées de type ferme et logements agricoles associés, en activité (ferme d'Haussu), proposant une activité équestre (ferme Sébastopol) ou laissés à l'abandon (écart Capron). Ces écarts sont situés au sud du territoire communal à proximité des boisements. La ferme Sébastopol et l'écart Capron sont accessibles via des chemins, respectivement la voie communale n°6 et le chemin rural de Longpré. La ferme d'Haussu est accessible par le réseau de voiries et de chemins de la commune de Fresnières.

La trame bâtie des communes du secteur diffère entre les villages de plateau répondant à une logique linéaire de développement (le long des voies principales) couplée à un épaississement dans les espaces résiduels, et les villages de vallée plus contraints dans leur possibilité de développement remontant le plus souvent sur les coteaux en se préservant des espaces les plus humides.

Amy appartient à la catégorie des villages de plateau. Dès lors, les conditions de son développement sont liées à son articulation avec un paysage largement ouvert, engendrant des vues lointaines sur la trame bâtie. Le traitement du pourtour actuel et futur du village devient donc une question importante du projet communal à prendre en compte, d'autant qu'un chemin de tour de ville a été préservé jusqu'alors au nord du village.

Le village est traversé par la RD160 (Lassigny - Roye) et la D154 (D 1017- D 934). Ces axes qui se rejoignent puis se séparent au niveau de la mare et de la place publique face à la mairie constituent les principales voies d'accès au village. L'urbanisation s'est implantée de part et d'autre de ces axes sur plus d'1 km de long. Cette forme de développement urbain est fortement consommatrice d'espaces agricoles et naturels. Elle crée des coeurs d'îlots libres et de moins en moins accessibles.

En outre, les conditions d'usage agricole peuvent en être perturbées. Par ailleurs, la distance à parcourir pour accéder aux lieux centraux du village s'amplifie, ce qui induit une moindre fréquentation ou un recours systématique à l'automobile pour y accéder.

La vie sociale du village s'en trouve modifiée : les nouveaux habitants sont moins facilement intégrés. On peut estimer aujourd'hui à près d'une quarantaine de constructions nouvelles possibles, au gré des parcelles restées libres, situées à l'intérieur des limites du périmètre actuellement urbanisé. Toutefois, il conviendrait de vérifier le caractère constructible de ces terrains au regard des contraintes paysagères, environnementales et de la logique de fonctionnement recherchée pour le village. Les constructions les plus récentes sont implantées en entrée de village est et en entrée de village sud-ouest (rue du Poirier). Il est à noter la présence de deux constructions neuves face au cimetière, rue de l'Eglise en entrée de village nord.

Toutes les entrées de village présentent un caractère rural au paysage très ouvert de grandes cultures créant des vues lointaines sur la trame bâtie au gré des légers accidents du relief. Le traitement des franges est donc particulièrement important. Le caractère dégagé et le tracé rectiligne de ces deux routes incitent à des vitesses excessives en entrée de village.

Dans le cadre du projet communal à définir, la délimitation du secteur constructible doit permettre à la commune de se positionner sur l'impact paysager des extensions du village. Les accès au village sont au nombre de 6 dont 4 principaux.

Chaque entrée principale de village détient toutefois sa particularité :

- entrée sud-ouest (D160) marquée par le bâti agricole mais aussi à l'arrière plan par quelques bâtiments industriels de Roye visibles depuis ce point,



Paysage de plateau à caractère rural en entrée de village sud-ouest (D160) : la trame urbaine du village est insérée par les haies et boisements mais quelques pignons de couleur claire se distinguent à proximité de la rue.

- entrée ouest (D154) marquée à gauche par le bâti léger agricole, à droite par des constructions de type pavillonnaire et un bâtiment industriel particulièrement visible, récemment édifié,



Entrée de village nord-ouest (D154) : A gauche le paysage de champs ouverts avec un bâtiment de teinte claire particulièrement visible. A droite la trame urbaine récente est globalement insérée par la présence de haies vives (avant construction du bâtiment industriel).

- entrée nord-est caractérisée par le cimetière et deux constructions récentes,



Entrée de village nord-est (D154) : Deux constructions récentes (à noter que le pignon de couleur sombre dénote moins dans le paysage que les enduits clairs). Le clocher de l'église est inséré dans un écran boisé et du bâti léger agricole (on note toutefois la présence d'une construction récente dans la perspective de l'église), puis l'arrière des constructions pavillonnaires récentes marquant l'entrée de village est.

- entrée est marquée par la perspective sur l'église et un tissu pavillonnaire récent pour partie intégrée par une trame végétale.



Entrée de village est depuis Avricourt (avant implantation des éoliennes) : en premier plan le bâti est globalement inséré par les boisements, la perspective sur l'église est marquée. Le tissu récent au-delà est moins bien intégré par le végétal.

A noter que l'entrée de village ouest est dorénavant caractérisée par un bâtiment industriel de type zone d'activité et que les entrées sud-ouest et Est sont confrontées à la présence d'éoliennes sur le territoire de Beuvraignes (Somme) largement visibles depuis Amy. Seule l'entrée de village nord-est depuis Verpillères au nouveau du cimetière a été préservée entre le début et la fin des études du PLU.



Entrée de village nord-ouest (D154) : actuelle après construction du bâtiment industriel.

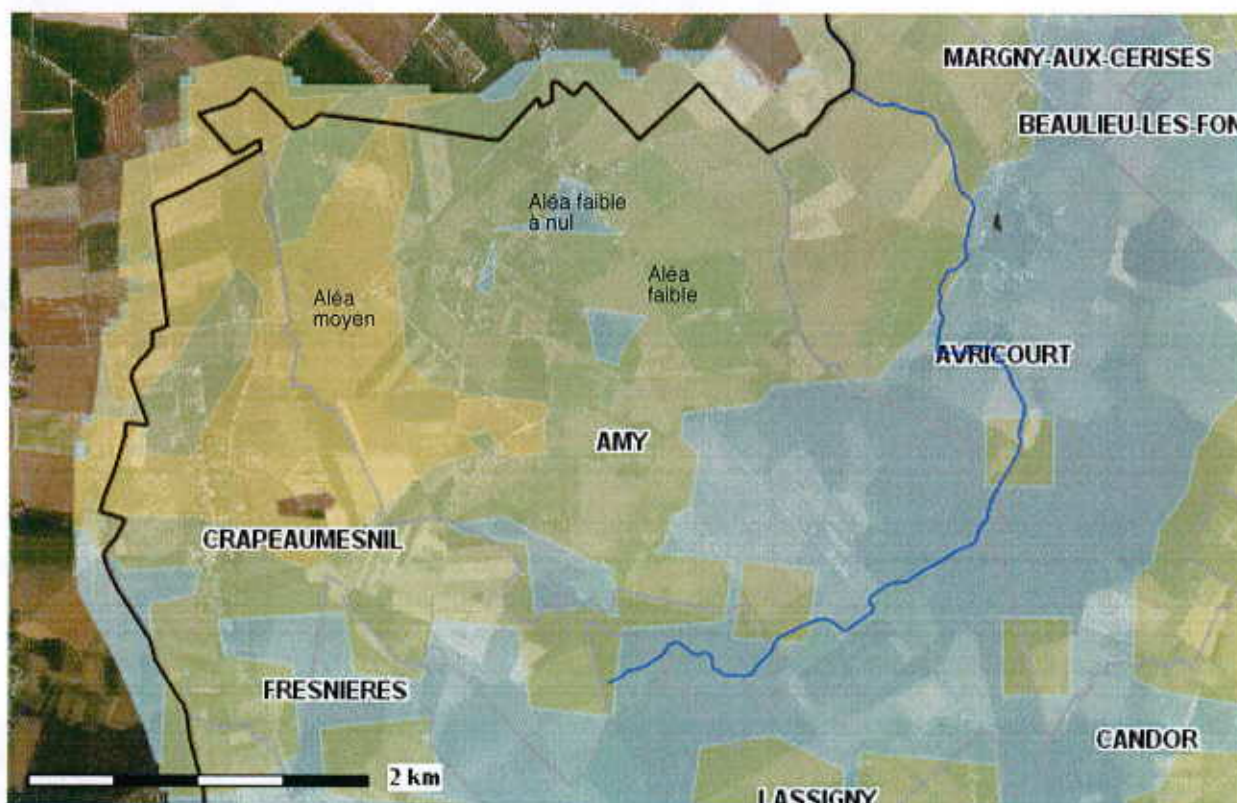
2.3.4 Autres éléments à prendre en compte

D'autres contraintes environnementales citées dans le Porter à Connaissance sont à prendre en compte dans le développement du territoire communal.

La commune a fait l'objet de 3 arrêtés de catastrophe naturelle :

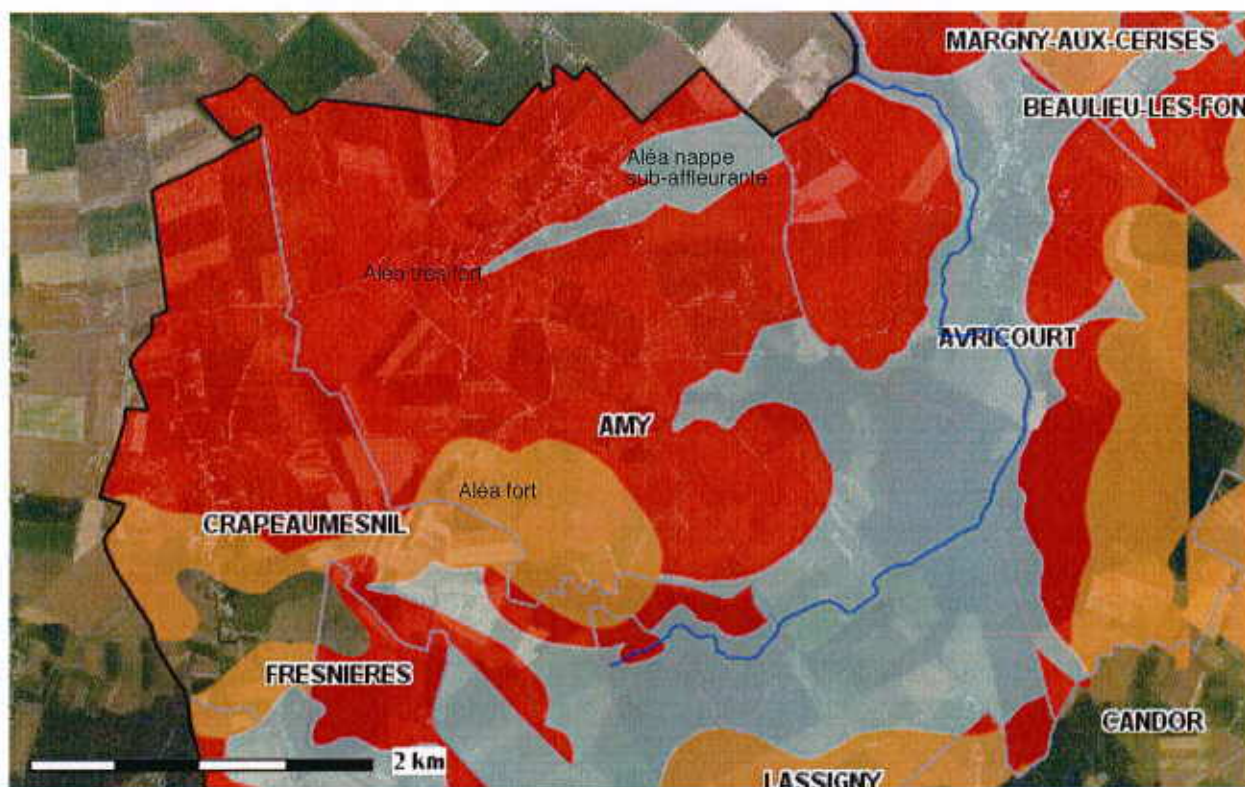
- Inondations, coulées de boue et mouvements de terrains le 29/12/1999
- Inondation par remontée de nappe phréatique le 29/08/2001
- Inondation et coulées de boue le 29/07/2003.

On compte en effet de nombreux talwegs avec risque de coulées de boues tout autour des secteurs urbanisés. La partie ouest du territoire est notamment concernée par un risque de coulée de boue d'aléa moyen. Les eaux pluviales du plateau agricole nord s'écoulent naturellement vers le bras de l'Avre au lieu-dit "Fonds de Bray" au sud-est du secteur aggloméré. La rue du Bois et la rue de l'Eglise sont directement concernées par un talweg qui longe le cimetière et s'écoule à l'angle de la rue Verte et de la rue de l'Eglise. Il est nécessaire d'en tenir compte dans la réflexion portant sur l'aménagement du village.



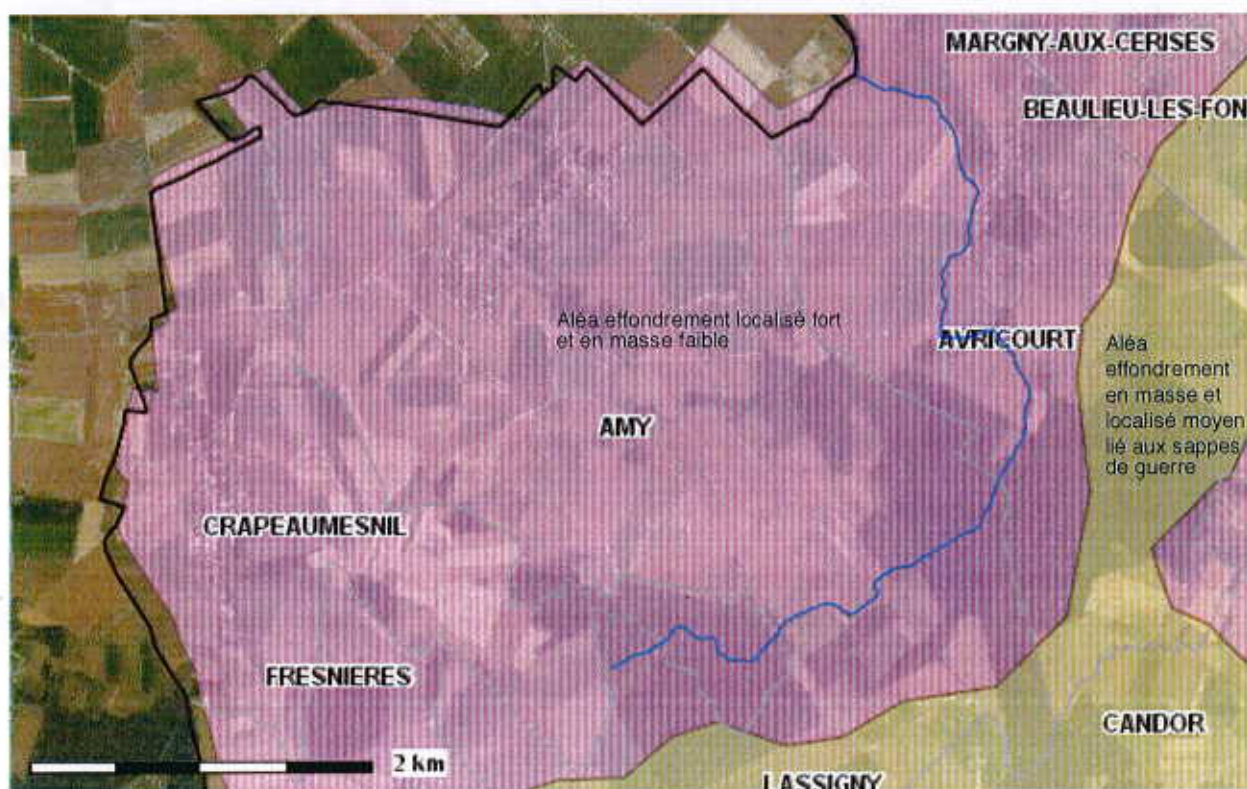
Aléa Coulée de Boue : Atlas des Risques Naturels Majeurs de l'Oise 1/10/2009

L'ensemble du secteur aggloméré de la commune est concerné par un risque de remontée de nappe allant de nappe sub-affleurante (au sud du secteur aggloméré ; l'intersection ouest des voies départementales est concernée) à sensibilité très forte (tout le reste du secteur bâti).



Aléa Remontée de Nappe : Atlas des Risques Naturels Majeurs de l'Oise 1/10/2009

Aucun site d'exploitation de carrière n'est recensé sur la commune. En revanche, il existe une cavité souterraine au lieu-dit "Moulin Gorin", sur le territoire d'Avricourt et un mouvement de terrain de type effondrement est recensé sur le territoire d'Amy au lieu-dit "l'Enfourche" (en dehors de tous secteurs urbanisés). On note que la majeure partie du territoire communal est concernée par un risque de mouvement de terrain liées aux cavités d'aléa effondrement localisé fort et en masse faible. La limite sud du territoire est quant à elle soumise à un aléas d'effondrement en masse et localisé moyen lié aux sappes de guerre.



Risques Naturels Majeurs de l'Oise 1/10/2009

Aucun établissement à risque technologique n'est recensé.

Le territoire d'Amy est concerné pour ses espaces boisés nord, par un périmètre de Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

La **ZNIEFF 60NOY 103**, située en bordure septentrionale du Noyonnais, englobe les milieux boisés et prairiaux les plus remarquables pour les habitats, la flore, la faune et les paysages. Il est préconisé d'éviter le retournement des pâtures, de favoriser le maintien des vergers, des mares et des haies et de ne pas encourager la plantation de peupliers qui peuvent concourir à banaliser les cortèges floristiques et faunistiques des milieux humides. La superficie totale de la ZNIEFF est de près de 13 000 ha, dont environ 264 ha sur le territoire d'Amy, soit 2%.

Ce secteur présente une forte sensibilité environnementale, il convient de s'interroger sur les conditions de sa préservation et son articulation avec l'exploitation agricole et boisée des terrains concernés, et avec sa proximité de l'espace urbanisé. En revanche, le territoire communal n'est **pas directement concerné par une ZICO ou un site Natura 2000**.

Le territoire communal accueille la **source de l'Avre** qui le tangente en trois points au sud du secteur aggloméré. Il s'agit d'un cours d'eau non domanial, dont la police des eaux incombe à la DDT de l'Oise. Toute installation, ouvrage, travaux et aménagement liés aux cours d'eau sont soumis à demande administrative préalable. Il est recommandé de maintenir les berges non construites et non plantées sur au moins 4 mètres pour assurer l'entretien du cours d'eau.

La DDT conseille d'interdire la création d'étangs à usage privé, qui sont susceptibles d'apporter des nuisances à la vallée. La commune d'Amy est rattachée au périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SAGE**) de la Haute Somme en cours d'élaboration.

Il existe un **point de captage d'adduction d'eau potable** situé au centre-ouest du territoire communal, de part et d'autre de la RD160, qui fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en date du 28 octobre 1998, assurant la protection de ses abords. Il est très éloigné des premières habitations du village.

L'alimentation en eau potable est gérée en régie par le syndicat des eaux d'Amy, Avricourt, Crapeaumesnil, Fresnières et Margny aux Cerises. L'entretien du réseau est confié à la Lyonnaise des Eaux. En 2007, 15 prélèvements d'eau potable ont été réalisés par la DDASS sur la station de traitement et le réseau de distribution. Concernant la teneur en nitrates, sur les 6 résultats, 3 sont non conformes à la valeur réglementaire de 50 mg/l.

La présence de pesticides (Atrazine) évaluée en 2007 était non conforme à la valeur réglementaire. Compte tenu de ces dépassements de normes, la consommation de cette eau a été déconseillée en début d'année 2008 aux femmes enceintes et aux nourissons. L'amélioration de la qualité de l'eau captée (ou une alternative) est à trouver rapidement afin de satisfaire les besoins actuels et futurs de la population, l'eau étant une ressource vitale.

Le syndicat a engagé des réflexions dans ce sens, notamment en étudiant un raccordement de réseau à celui de Guiscard (par Solente) ou à celui de Guerbigny (par Beuvraignes) où la qualité de l'eau est satisfaisante.

Concernant l'assainissement, l'étude de zonage a conclu à la mise en place d'un **assainissement autonome** qu'il pourrait être utile de réétudier au regard du risque de remontée de nappe et des choix des communes voisines.

3. ORGANISATION DU TISSU URBAIN

3.1 ORGANISATION DE LA TRAME URBAINE

Le bâti reste relativement groupé le long des départementales malgré quelques étirements vers le sud (rue des Vaches et rue du Bois). Les tissus anciens, implantés à l'alignement des rues, sont nombreux. La réhabilitation et la transformation éventuelle en logements du bâti ancien existant ne devraient pas remettre en cause sa qualité et cherchera à éviter de faire disparaître les jardins paysagers et les pâturages assurant une transition avec l'espace agricole.

Dans le village, le minéral est resté dominant, ce qui tend à donner la cohérence au front bâti continu. Il correspond aux façades ou pignons venant à l'alignement de la rue mais aussi, aux murs anciens en pierres ou briques formant les clôtures sur la rue. Se pose néanmoins la question de la forme des clôtures des constructions implantées en retrait de l'alignement, au regard de la logique de continuité du front bâti. Les voies menant vers le sud du territoire (rue des Vaches et rue du Bois) ne suivent pas cette logique minérale, elles présentent aujourd'hui en raison de la présence de nombreux terrains libres de construction, des percées visuelles vers l'espace agricole, les pâturages et les jardins. Ce caractère déconnecté des constructions au sud de la rue du Bois pose la question de leur rattachement à la trame urbaine du village ou d'une considération en tant qu'écart.

La présence d'un espace public de type place de village ouvert sur le maillage viaire primaire confère au village une centralité forte et minérale reposant aussi sur la présence d'équipement tels que la mairie, l'école et la salle multifonctions. Les perspectives de développement pourront viser à renforcer cette centralité du village en étudiant notamment son articulation avec les milieux naturels bordant le périmètre aggloméré. Les aires de jeux et de loisirs ou les équipements susceptibles d'induire des nuisances pour les secteurs à usage d'habitation pourraient être privilégiés à l'écart des secteurs agglomérés les plus denses, s'ils sont convenablement reliés à l'espace central majeur mairie-école. Les terrains disponibles au sud de cet espace constituent un atout évident pour réfléchir à ce renforcement en lien avec le développement du reste du village et des besoins à anticiper.

L'architecture des constructions est marquée par l'empreinte agricole. Elle repose principalement sur les grands bâtiments des corps de ferme ou aux maisons rurales anciennes.

Les constructions plus récentes ont adopté une forme pavillonnaire, avec une implantation en retrait de la rue. Globalement, le gabarit des constructions, les matériaux utilisés, l'implantation des bâtiments, le velum du village restent encore bien préservés face au développement d'une architecture récente pas suffisamment imprégnée de l'architecture locale. Le volet réglementaire du P.L.U. permet de définir des dispositions visant à préserver le patrimoine architectural et urbain ancien (façade, matériau, murs, etc.). En outre, il peut permettre également d'harmoniser les formes et l'architecture des constructions nouvelles, en cherchant également à retrouver des traces de la trame ancienne. Cela contribue à la valorisation du village, de son cadre de vie et au maintien de son identité rurale.

3.2 CONFIGURATION PARCELLAIRE

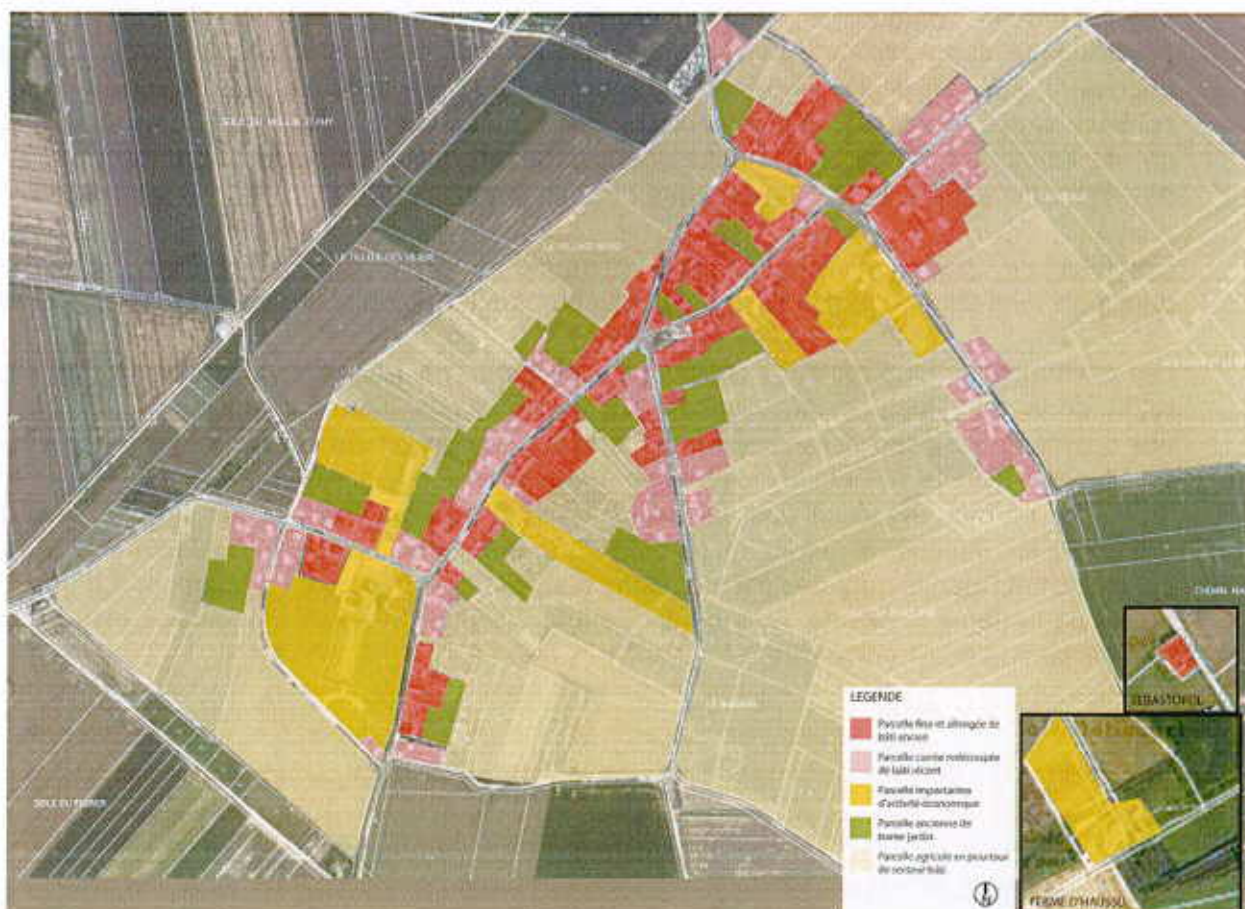
Le long de la Grande rue, de la rue Verte et de la rue de l'Eglise, se regroupe le tissu le plus ancien du bourg comprenant un parcellaire très hétéroclite. En effet, les parcelles y sont allongées et fines, perpendiculaires à la rue, occupées par un bâti ancien en front de rue et continu le long de la voie. Les nombreux terrains agricoles suivant ce même parcellaire ont accueilli sur une période plus récente, des pavillons en retrait de rue au centre de la parcelle, entourés d'une végétation dense ou de hauts murs de séparation le long des voies. C'est aussi sur cette portion que l'on retrouve les équipements anciens : mairie, école, église et les grandes emprises d'activités économiques comme les fermes. Toutes ces parcelles ont la particularité de s'étendre profondément derrière les constructions, offrant une trame de jardins importante et continue sur la commune. Dès lors, la densité du bâti est faible.

L'intersection entre la rue Verte, la Grande Rue et la rue aux Vaches constitue l'espace public de centralité de la commune.

Les rues transversales à cette colonne vertébrale accueillent un tissu mixte majoritairement plus récent et des exploitations agricoles importantes comme la rue Fertile et la rue du Bois.

Outre le bâti au niveau de la Grande Rue et de la rue Verte plus ancien, le bâti d'Amy est relativement mixte, composé de bâti ancien et de constructions récentes. La préservation des murs de clôture des terrains a participé à la bonne insertion du bâti récent en cœur de village.

Les limites du village sont toutes marquées par des constructions récentes plus ou moins éloignée de la trame originelle du village comme c'est le cas dans la rue du Bois.



Carte du parcellaire du village

3.3 CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES

On peut distinguer trois types de bâti (voir photos pages suivantes) : le bâti traditionnel ancien, le bâti des corps de ferme et le bâti plus récent de forme pavillonnaire.

L'architecture des constructions est très marquée par l'empreinte agricole : les corps de ferme en activité ou non et les maisons rurales anciennes sont nombreux dans le secteur aggloméré du village.

Le bâti d'Amy est aussi marqué par la reconstruction palliant les dégâts causés par la première Guerre Mondiale. C'est pour cette raison que le village originellement marqué par la pierre en pays calcaire est aujourd'hui emprunt par la brique, matériau privilégié de l'époque. On note toutefois la présence de deux constructions en pierre des champs.

Les pignons dépassent généralement de la toiture, ils sont caractéristiques, présentant des rampants dit "débordants" ou "non-débordants" en pierre ou en brique, en "couteau Picard".

Les percements sont constitués de "Grandes Portes", les fenêtres sont à deux vantaux à volets battants, les lucarnes sont axées sur les percements des étages inférieurs. Les lucarnes sont peu nombreuses, elles sont généralement pendantes ou à deux pans, parfois à croupe (particulièrement sur les constructions plus récentes). Le bâti ancien du village revêt des couvertures en ardoise mais la tuile est aussi utilisée. Le clin de bois, typique de la région picarde, en pignon des bâtiments agricoles est fréquent.

Les grandes bâtisses peuvent atteindre R+1+ combles mais la majorité des habitations se limite à rez-de-chaussée + combles.

Les constructions plus récentes ont adopté une forme pavillonnaire, avec une implantation en retrait de la rue et des façades en enduit de couleur clair, souvent très visible dans le paysage. Le traitement des clôtures donnant sur l'espace public joue un rôle majeur dans leur articulation avec le village plus ancien.

Il existe une plaquette de recommandations architecturales et urbaines à l'échelle du Pays des Sources qui pourrait être annexé au dossier P.L.U., ainsi que la plaquette de recommandations paysagères "Plantons dans l'Oise", réalisée par le C.A.U.E. de l'Oise. Ces plaquettes contiennent des illustrations et des références utiles pour les nouvelles constructions.

Le bâti traditionnel ancien

On le retrouve principalement à l'ouest et à l'est du village le long de la Grande Rue mais également sur la rue de l'Eglise sous une forme moins continue.

Le style traditionnel dominant est essentiellement celui qui caractérise, selon le CAUE, le nord du Pays des Sources. Le bâti est constitué de briques traitées avec des modénatures et des couleurs de briques différentes (appareillage briques rouges / briques blanches). Au centre de cette maille se forme traditionnellement la zone de centralité communale regroupant le pouvoir public (équipement public), la connaissance (l'école) et la religion (l'église). Amy conserve traditionnellement cette caractéristique commune à la plupart des communes du Canton.

En majorité, les constructions sont de plain-pied ou ne dépassent pas un étage. On note toutefois la présence de quelques maisons de maître composée d'un étage et combles.

Leurs toitures, aux pentes marquées, présentent des petites tuiles brunes ou de couleur rouge vermillon ou de l'ardoise. Elles ont deux pentes. Les constructions annexes ont des hauteurs plus basses et peuvent avoir des toitures à une pente.

On observe une linéarité minérale le long des voies de communication et des constructions de tailles modestes. L'accès à la cour ou au jardin n'est pas toujours possible depuis la rue pour un véhicule. Dans les cas les plus favorables, il se fait par des portes charretières ou piétonnières, ou par l'intermédiaire d'un portail haut entre murs alignés sur la rue. Quand elle existe, l'arrière-cour correspond à des jardins privatifs de grande dimension parfois accompagnée d'une cour minérale.

Quelques constructions principales sont légèrement en retrait de la rue (5 à 10 mètres) laissant une petite cour sur le devant. Il s'agit généralement de constructions plus récentes (fin XIXème, début XXème siècle) de type maison bourgeoise avec une toiture à 4 pentes et une couverture pouvant être en ardoises ou d'anciens corps de fermes divisés.



Bâtiment agricole en coeur de village : clin de bois et briques



Maison bourgeoise en brique et ardoise en retrait de rue



Bâtisse plus récente R+1+ combles



Bâti traditionnel et agricole de Rue des Vaches

Le bâti des corps de ferme

On le retrouve principalement à l'ouest et à l'est du village, à l'origine en limite de secteur aggloméré et petit à petit inclus au sein de ce dernier.

Il s'agit de grandes exploitations encore en activité actuellement et une série de petits corps de ferme dans les mêmes secteurs aujourd'hui transformés en logement ou activité économique.

Les bâtiments sont organisés sous forme de quadrilatère quasiment fermé, laissant certaines portions non bâties en front de rue mais associées à des murs de séparations de haute taille avec de hauts porches laissant passer les machines agricoles ou de hautes portes et larges dans un bâtiment d'exploitation en front de rue. La cour peut aussi être fermée ou semi-fermée par des annexes ou dépendances.

Leur hauteur varie d'une situation de plein pied plus comble à R+1 plus comble, rarement plus élevés. Les constructions y sont très allongées, pas forcément fermées en associant une habitation de type maison de maître ou longère, avec des toitures variant de quatre à une pente tournée vers l'intérieur du corps, les combles pouvaient servir au stockage du fourrage.

A l'avenir, pour ceux qui ne seraient plus voués à l'exploitation agricole, ces corps de ferme offrent un ensemble bâti d'une superficie très importante pouvant faire l'objet d'un réaménagement en logements, d'autant que leurs caractéristiques architecturales propres en font des éléments qui peuvent mériter d'être maintenus dans le paysage communal.



Corps de ferme et perspective sur l'église à l'intersection de la rue Verte et de la rue de l'Eglise en entrée de village nord-est : brique dominante sans percements.

Le bâti plus récent

Il regroupe les habitations réalisées au XXème siècle, principalement de la seconde moitié jusqu'à aujourd'hui. Elles s'étendent sur les parcelles restées libres au sein des tissus bâtis, généralement le long des voies. Elles se sont également constituées en frange du secteur aggloméré sur des parcelles agricoles particulièrement le long de la Grande Rue, la rue des Vaches, la rue Fertile et la rue de l'Eglise. Elles marquent les intersections des grands axes du village plus touchées par les destructions de la première Guerre Mondiale.

Elles sont implantées en retrait de l'alignement des voies (le plus souvent autour de 5 mètres) et en général au milieu de la parcelle. Le plus souvent le reste de la parcelle est constitué d'un jardin d'agrément (pelouse, fleurissement, plantations d'agrément ou jardins potagers).

Le stationnement sur voie est fréquent même s'il existe souvent des garages adossés aux habitations, des emplacements à l'intérieur de la parcelle mais aussi parfois des garages en retrait, en fond de parcelle accolé aux terrains voisins.

La hauteur des constructions principales correspond à un rez-de-chaussée plus combles. Les toitures ont deux pentes et peuvent, selon les cas, être percées de lucarnes ou châssis de toiture. Les matériaux généralement employés sont le parpaing ou la brique enduits.

Un habillage en crépis est présent le plus souvent sur les constructions avec, plus rarement, un appareillage de pierres de taille ou de brique au niveau des ouvertures.

Le tissu pavillonnaire discontinu d'un terrain à l'autre diffère de l'habitat ancien dense construit en continuité. La continuité urbaine des rues est donc assurée par les clôtures.

Il convient donc d'être vigilant sur leurs formes et sur les matériaux utilisés afin d'éviter un agencement disparate. Il est recommandé soit de réaliser des murs de clôtures traditionnels (crépis et briques), soit de faire un traitement végétal de la clôture sur rue. En outre, l'aspect extérieur des bâtiments vient en rupture de l'habitat ancien et conduit à une banalisation des formes urbaines créées.



Maisons neuves à l'intersection de la Grande Rue et de la rue de l'Eglise



Construction récente à l'angle de la Grande Rue et de la rue Fertile



Pavillon en cœur de trame bâtie en retrait de la Grande Rue



Constructions récentes en entrée de village rue de l'Eglise

4 INFRASTRUCTURES ET DEPLACEMENTS

4.1 ORGANISATION DU RESEAU VIAIRE

4.1.1 les réseaux à l'échelle régionale et nationale

La commune d'Amy n'est pas directement desservie par des axes routiers d'intérêt régional ou national.

Toutefois, certains axes majeurs sont facilement accessibles depuis la commune. Amy est située à équidistance de Lille et Paris à l'est de l'autoroute A1 (Autoroute du Nord Paris / Lille). Lille est à 1h15 par l'A1, via l'échangeur de Roye situé à 12 km au nord d'Amy et Paris à 1h20 par l'échangeur Montdidier / Compiègne Nord sur la commune de Ressons sur Matz (à 15 km au sud). En 2003, l'A1 accueillait 54 738 véhicules / jour au niveau de Roye.

Le pôle économique international de Roissy Charles de Gaulle est à moins d'une heure d'Amy par l'A1.



La position d'Amy est centrale au regard du réseau autoroutier puisque outre la proximité de l'A1, l'A 29 (Le Havre / Saint Quentin) est à 20 minutes au nord, l'A16 (Paris / Amiens) à 50 minutes à l'ouest et l'A26 (Saint Quentin / Reims) à 50 minutes à l'est.

De plus, la D 934 (voie gallo romaine), axe Soissons / Amiens passe au nord-est du territoire d'Amy sur la commune d'Avricourt. On comptabilisait en 2002, 5539 véhicules / jours dont 10% de poids lourds sur cette voie, entre Noyon et Avricourt. Il s'agit de la principale voie utilisée pour se rendre à Noyon ou Amiens.

La D 1017 longeant l'A1 est accessible depuis Tilloloy (5068 véhicules / jour en 2003) vers le sud et Roye (7744 véhicules / jour en 2003) vers le nord. La D935, axe Compiègne / Amiens, accessible depuis Cuvilly permet de rejoindre Compiègne en une demie heure. Elle comptait en 1998, 5175 véhicules /jour dont 15% de poids lourds au sud de Ressons sur Matz.

La D930 (Saint-Quentin / Gournay en Bray), axe est-ouest majeur, pendant de la RN 31 plus au nord, sur les départements de l'Aisne et de la Somme, est rapidement accessible aux Amédéens via Roye.



Source : Viamichelin

4.1.2 le réseau routier propre à Amy

La commune est directement desservie par la D160 (Fresnières / Verpillières), voie sur laquelle s'est organisée le tissu urbain de Fresnières et d'Amy et la D154 (Beuvraignes / Beaulieu - les - Fontaines).

La D 160 comptait en 2000 301 véhicules / jour dont 3% de poids lourds et la D154 accueillait en 1999 321 véhicules / jour dont 4% de poids lourds au niveau d'Avricourt (500 véhicules par jour en 2004 à Beaulieu-les-Fontaines). Ces voies sont classées en quatrième catégorie. Elles sont concernées par une servitude d'alignement approuvée le 19 novembre 1927.

La RD154 accueille quelques arrivées locales à Amy de transports exceptionnels liés à l'activité agricole. Sur la période du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2006, un accident a été recensé sur la RD 154, faisant un blessé hospitalisé.

Le programme des travaux de voirie de 2003 du Conseil Général de l'Oise prévoyait un élargissement de l'emprise de la D154 entre Avricourt et Beaulieu les Fontaines, ainsi qu'un renforcement et calibrage de la D 938 dans la traverse de Cuy. Ces travaux ont été réinscrits à la programmation 2006-2020 du département. Ce programme d'intervention a récemment permis la réalisation d'un aménagement de carrefour sur la commune de Crapeaumesnil à l'intersection de la D142 et de la D 154. Au sud de la commune, la D938 (Noyon / Beauvais) desservant Lassigny est un axe majeur à l'échelle locale. La D221 permet de rejoindre directement Roye, pôle urbain de proximité. La D142 accessible depuis Fresnières permet de rejoindre Lassigny, chef lieu de canton. Elle comptait 1187 véhicules /jours en 2002 dont 5% de poids lourds.



Fond de plan Carte IGN série bleue 1/250000

Le réseau viaire du territoire communal repose principalement sur la D160 et la D154 qui traversent d'est en ouest la frange nord du territoire communal accueillant le secteur aggloméré de la commune.

Sur ces deux axes, viennent ensuite se greffer quelques voies de desserte locales orientées nord-sud. Ces voies tertiaires trouvent leur prolongement sur des chemins ruraux ou d'exploitation et sont rarement aménagées de manière à permettre aisément le demi-tour des véhicules. On note sur la commune l'absence de maillage viaire secondaire et un déficit des axes nord-sud traversant la trame bâtie.

Seule la rue de l'Eglise, dont la situation n'est pas centrale à l'échelle du secteur aggloméré de la commune, remplit cette fonction de lien nord-sud. Le raccordement des voies tertiaires pourrait pallier le manque de réseau secondaire tandis que le prolongement de ces dernières vers le nord permettrait de développer les liaisons nord-sud.

Certaines ruelles particulièrement étroites comme la ruelle du Cul de sac (6 m), la ruelle Prince (3 m) ou la ruelle des Veaux (3,8 m) sont en l'état actuel, à considérer comme des voies mixtes : priorité aux piétons et sens interdit sauf riverains.

Le gabarit des voies primaires ainsi que de la rue des Vaches et de la rue du Bois est, malgré l'implantation du bâti à l'alignement, suffisant à accueillir une circulation à double sens des véhicules, les circulations douces et une offre de stationnement non matérialisée.

Devant le pôle mairie-école- salle multifonctions, la place publique permet d'accueillir une vingtaine de véhicules en stationnement.

Les chemins ruraux sont nombreux, ils complètent de façon satisfaisante le maillage du territoire communal. Ils permettent pour la plupart d'accéder aux bois et remises et de les relier entre eux. L'orée du Bois de Crapeaumesnil est ceinturée et tangentée du nord-ouest au sud-est de chemins. Plusieurs chemins soulignent les limites du territoire communal et confortent les accès aux fermes isolées.

D'autres constituent la continuité des voies communales les reliant ainsi entre elles à plus large échelle. A partir du chemin de tour de village au nord, il serait intéressant de redéployer un circuit pédestre permettant de se promener autour de la trame urbanisée via des chemins. Le bouclage est à retrouver au sud.

Le territoire communal accueille en partie sud un circuit équestre "circuit du Noyonnais" inscrit au Plan Départemental de Tourisme Equestre approuvé par le Conseil Général le 8 novembre 1991 et rendu exécutoire le 12 novembre 1991.

4.2 LES TRANSPORTS COLLECTIFS

Le train :

La commune n'est pas directement desservie par le train et reste éloignée d'un point d'accès au réseau ferré.

La ligne Compiègne - Saint Quentin - Busigny qui dessert Paris Gare du Nord comporte un arrêt à Noyon. Depuis Noyon (à 17 km d'Amy) 24 TER par jours de la semaine (du lundi au samedi) vont en direction de Compiègne dont :

- 6 trains exclusivement le samedi
- 14 trains depuis Paris
- 19 trains desservent Saint Quentin

De plus, 10 trains circulent les dimanches et jours de fêtes.

Vers Busigny, le nombre de train en semaine est de 21, dont :

- 5 exclusivement le samedi,
- 13 trains vers Paris
- 19 trains depuis Saint Quentin.

9 trains circulent les dimanches et jour de fêtes.

La gare routière de Roye à 8 km d'Amy accueille la ligne de bus n°15 Montdidier-Roisel permettant de se rendre à Chaulnes et Montdidier. Depuis Roye cette ligne compte 8 bus dans le sens Montdidier - Roisel et 8 bus dans le sens Roisel - Montdidier.

Depuis Chaulnes sont ensuite accessibles en bus ou en train les villes de Roisel, Amiens, Tergnier et Saint Quentin ainsi que la gare TGV Haute Picardie (27 km d'Amy).

Depuis Montdidier, 10 bus desservent Saint Just en Chaussée accueillant la ligne de trains Amiens - Paris Gare du Nord et 10 bus reviennent vers Montdidier.

Les bus :

Amy est directement desservie par la ligne de bus 53 Crapeaumesnil - Lassigny - Noyon. Le transporteur est CAP à Noyon. En semaine, le matin 2 bus permettent de se rendre à la gare SNCF de Noyon. Le premier est directement lié au transport scolaire. Ce moyen de déplacement est accessible à tous et permet de rejoindre Noyon en 1 heure. De Noyon vers Amy, on compte 4 bus l'après midi en semaine.

Il n'existe pas de service de transport collectif à l'échelle de la Communauté de Communes du Pays des Sources, notamment pour accéder à Ressons sur Matz (pôle d'emplois) ou Lassigny (pôle équipements). Globalement, les habitants de la commune restent largement dépendants de l'automobile pour se déplacer et accéder aux pôles environnants.

Est actuellement expérimenté un service de transport à la demande à destination des personnes non motorisées. Les premiers résultats montrent un certain intérêt pour ce service à l'échelle communautaire.

4.3 LES RESEAUX

Le réseau d'eau potable est majoritairement constitué de conduites en fonte. Les canalisations de la Rue Fertile, de son prolongement Grande Rue et de la Rue du Bois présentent un Ø 100. La sécurité incendie par l'utilisation de poteaux incendie raccordés sur le réseau d'eau potable ne peut être assurée que par un diamètre de canalisation de Ø 100 au minimum, un débit de 60 m³ /h et 1 bar de pression au minimum. La pression étant insuffisante sur le territoire communal, la défense incendie est assurée au moyen de réserves (citernes, mares et bâches) de 120 m³. Toute nouvelle construction devra donc être implantée à moins de 400 mètres par voie carrossable de ces réserves.

A noter que d'après le plan du SDIS ci-contre, les chemins, le sud de la rue des Vaches et la rue du Poirier ne sont pas défendus.

La création d'une réserve prise en compte dans le projet d'extension de l'entreprise Guigand Industrie permet aujourd'hui de défendre contre l'incendie la rue du Poirier et la partie ouest du Chemin du Tour de Ville.

La rue de l'Eglise est alimentée par une canalisation en fonte de Ø 80, tandis que la rue Verte, la rue des Vaches, la ruelle des Veaux et le tronçon ouest de la Grande Rue présentent un Ø 60. Le sentier du Tour de Ville est desservi par une canalisation de Ø 60 et seul un Ø 50 en PVC alimente actuellement le haut de la rue du Poirier, pouvant s'avérer insuffisant en cas d'extension de l'urbanisation.

Les constructions isolées au sud sont alimentées en eau potable par des puits privés.

La commune a élaboré son zonage d'assainissement, concluant au choix de l'assainissement autonome. Les services de la DDASS demande que ce zonage figure en annexe du dossier P.L.U. A l'échelle de la Communauté de Communes du Pays des Sources, a été créé un service «assainissement non collectif» (ANC) qui a pour mission d'assurer le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome dans les communes du Pays des Sources. Ce service est chargé de vérifier la légalité des dispositifs d'assainissement installés, et de veiller au respect des nouvelles dispositions de la loi sur l'eau de 2006 demandant notamment à ce que chaque commune établisse avant fin 2012 un diagnostic à la parcelle des dispositifs d'assainissement existants. Un technicien aide les mairies à donner un avis de conformité sur les études de sols réalisées par les bureaux d'études et sur la réalisation des travaux avant le remblaiement par la terre végétale.

Toutefois, en 2011, la commune a lancé des études complémentaires pour réaliser un assainissement collectif. Suivant les conclusions de ces études, la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif et d'une station de traitement des eaux usées pourrait être envisagée sur la commune, dans les années à venir.

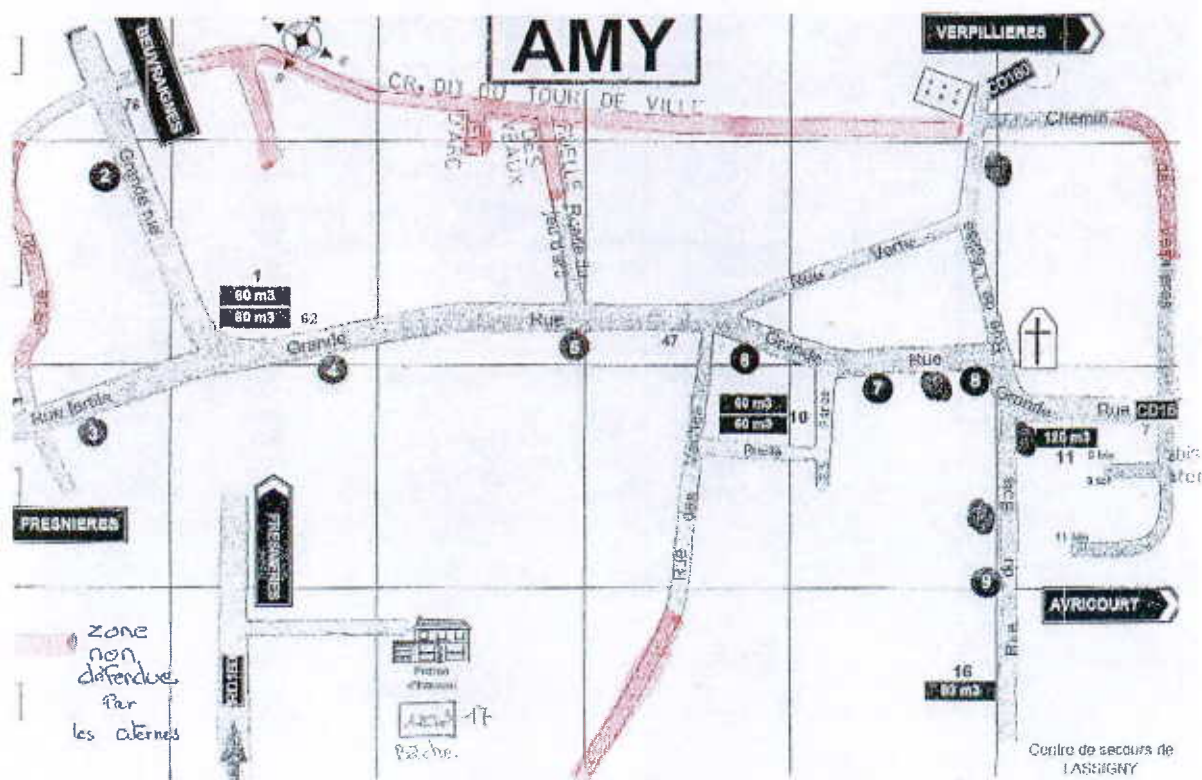
La frange nord-ouest du territoire communal au lieu dit "Sole du Moulin d'Amy" est grevée par une servitude liée à la présence d'une canalisation de transport de gaz Haute Pression en service.

Le territoire communal n'est traversé par aucun ouvrage électrique Haute Tension ou Très Haute Tension. Il n'est pas prévu de projet dans ce sens selon le gestionnaire du Réseau de Transport d'Electricité. Un renforcement du réseau électrique communal est programmé par le SIVOM de Lassigny.

Il convient de signaler que le réseau électrique repose sur trois postes. Pour chacun d'eux, une augmentation des besoins équivalant à une dizaine de logements supplémentaires, nécessiterait un renforcement du réseau à prendre en compte dans les perspectives de développement du village.



Source : Etude de zonage d'assainissement BEMO Nord 19/11/2005



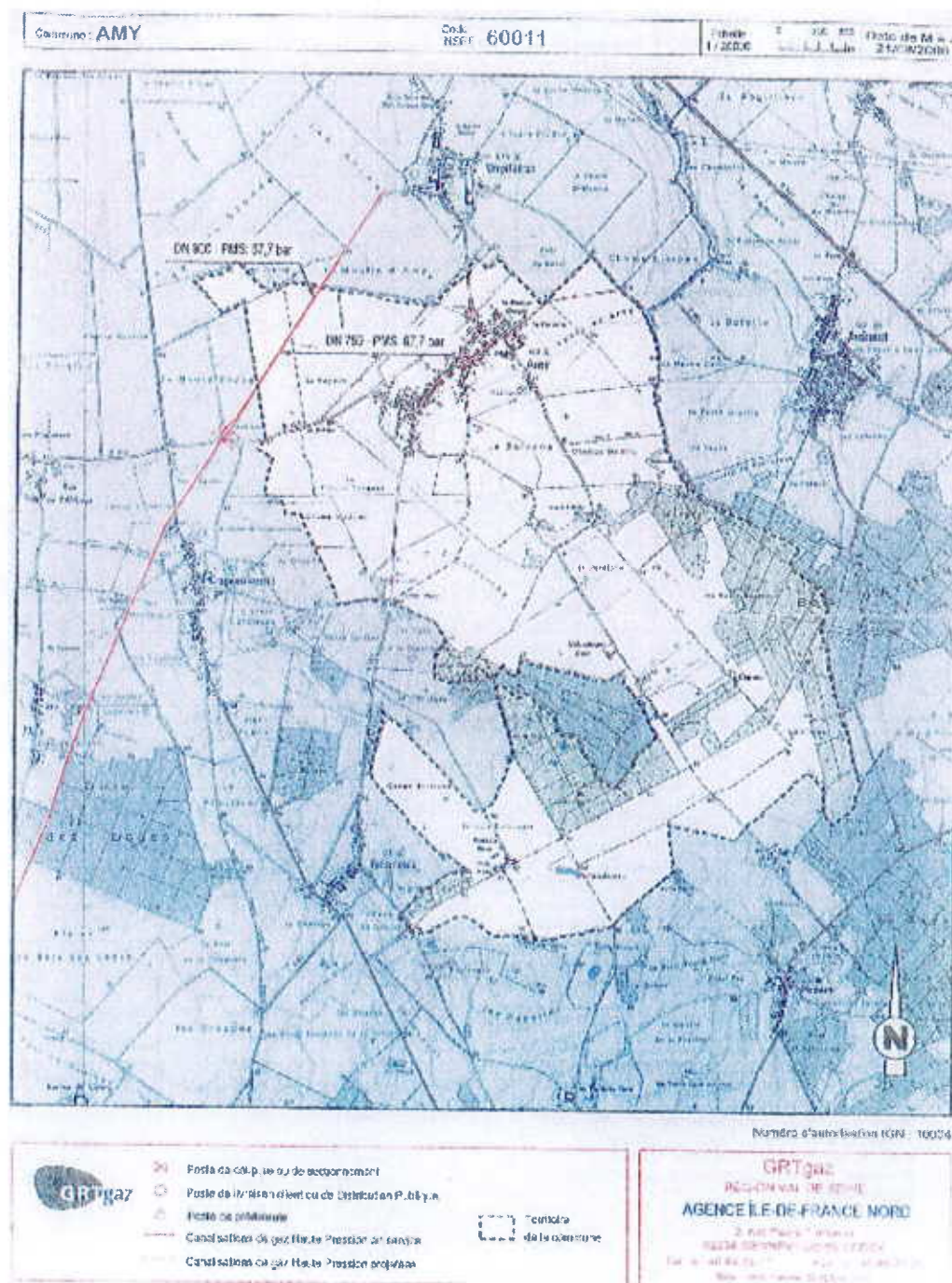
Etat de la défense incendie sur le village

4.4 LES ELEMENTS A PRENDRE EN COMPTE

Le territoire communal est concerné par des servitudes d'utilité publique. Elles affectent l'utilisation du sol et sont applicables conjointement avec les règles du PLU. Elles figurent dans l'annexe n°6 du dossier PLU.

Il s'agit des servitudes suivantes :

- Le territoire communal accueille une canalisation de gaz haute pression exploitée par GRT Gaz. Les parcelles traversées par cet ouvrage sont grevées d'une bande de servitude non-aedificandi telle que définie dans les conventions de servitudes signées avec les propriétaires.



- Le territoire communal est concerné par un point de captage de l'eau potable protégé par une Déclaration d'Utilité Publique.

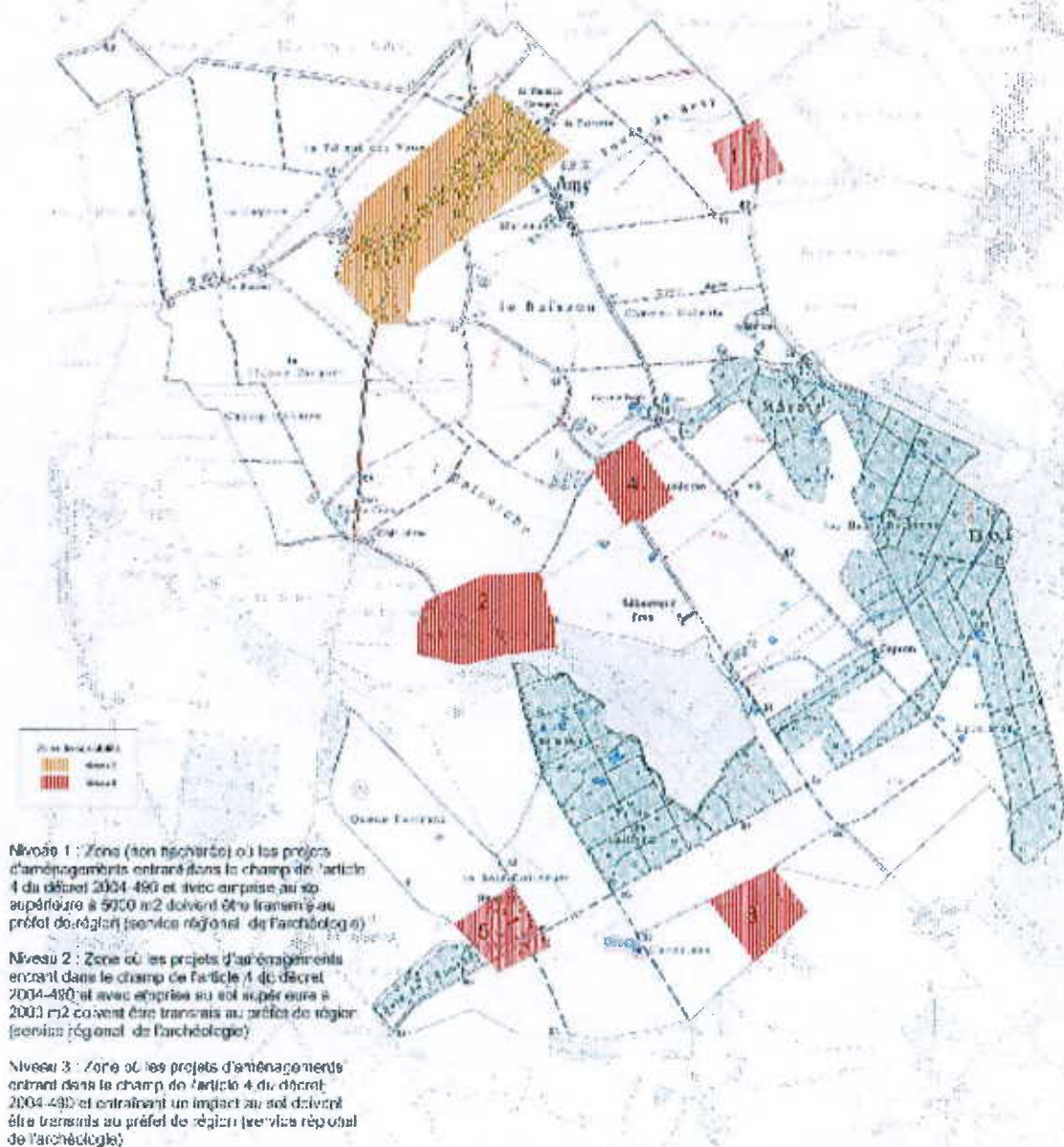
- Le territoire communal est concerné en 6 points par des sensibilités archéologiques de niveau 2 ou de niveau 3 (cf plan ci-dessous) sur lesquels les permis d'aménagement d'une certaine ampleur doivent être transmis au préfet de région. A noter que le secteur aggloméré du village est concerné par une zone de présomption de prescriptions archéologique de niveau 2 (projet supérieur à 2000 m²) et que la ferme d'Haussu l'est par une zone de niveau 3 (l'ensemble des projets).

Eléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique Commune de Amy (80)

Carte accompagnant un arrêté portant sur le zonage archéologique de la commune

Zones de présomption de prescriptions
archéologiques (articles L.522-5 du code du
patrimoine)

Eléments généraux de connaissance et de
localisation du patrimoine archéologique (art.69 et
70 du décret 2004-490)

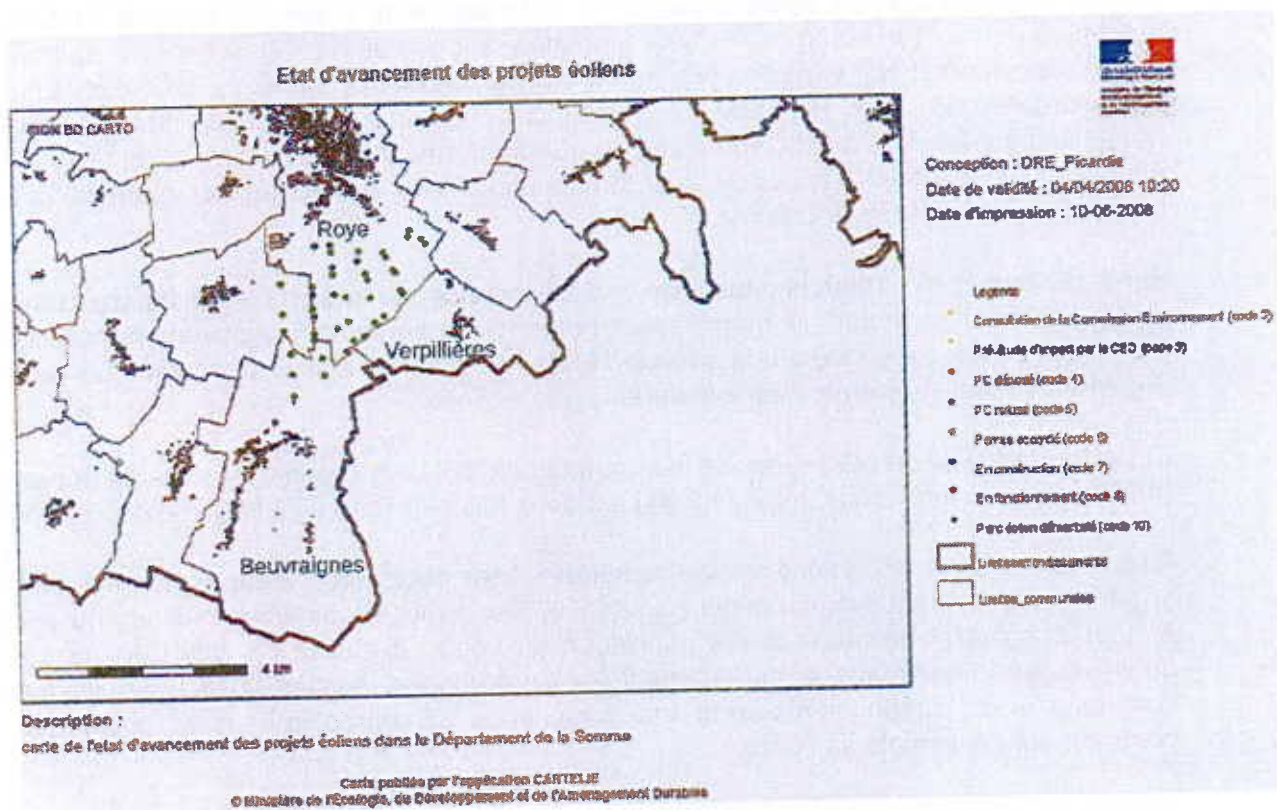


0 50 100 Mètres

SRA Picardie - cellule carte archéologique - juin 2009
fond de plan IGN - quadrillage kilométrique Lambert II étendu



- A noter qu'une Zone de Développement Eolien (ZDE) à l'échelle du canton de Roye est en cours de réalisation. On compte 9 permis de construire éoliens accordés sur le territoire des communes de Laucourt et Beuvraignes et 17 sur le territoire de la commune de Roye.
Amy pourrait accueillir des éoliennes sur le plateau dans la continuité de celles créées sur les communes voisines.



Vue des éoliennes sur le plateau agricole depuis AMY.

5. HABITAT

5.1 EVOLUTION DE LA POPULATION

Amy compte aujourd'hui 367 habitants d'après l'enquête annuelle de recensement de l'INSEE de 2006.

Depuis 1999, la population a augmenté de 22 habitants, soit une progression de 6,4%.

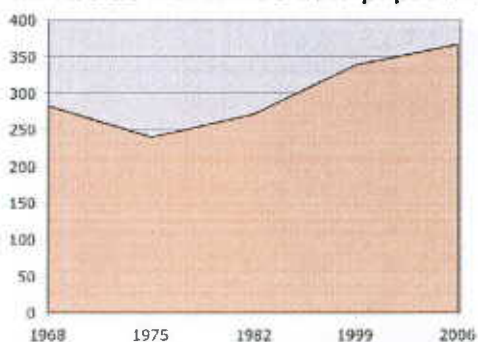
Depuis la déprise agricole ayant entraîné une forte baisse de la population entre 1968 et 1975, le nombre d'Amédéens croît de manière irrégulière sur ces 30 dernières années. La population communale connaît une évolution proche de celle du canton de Lassigny avec des fluctuations plus marquées. En effet, le rythme de croissance comporte des périodes de forte croissance (nettement supérieures à celle du canton ou du département : 2,79% entre 82 et 90) suivies de périodes de stagnation (0,2% entre 90 et 99). Le récent taux d'évolution de la population indique une légère reprise de la croissance.

Sur la période 1975 - 1990, la population communale augmente à un rythme de croissance plus rapide que celui du canton, lui-même assez nettement supérieur à la moyenne départementale. Cette donnée est confirmée sur la période 1982 - 1999. Amy se situe donc dans un secteur du département particulièrement attractif durant cette période.

Entre 1990 et 1999, la croissance de la commune (0,20%) est inférieure à celle du département (0,60%) alors que celle du canton (1,23%) est deux fois plus forte qu'à l'échelle départementale.

Plus récemment, la croissance semble reprendre, sans pour autant s'approcher des chiffres de la période de forte croissance connue entre 1975 et 1990. Globalement sur les 40 dernières années, il convient de noter que la population du village évolue à un rythme moins soutenu qu'en moyenne cantonale et départementale. En revanche, sur les 25 dernières années, la commune et le canton connaissent une croissance démographique plus rapide que celle observée sur l'ensemble de l'Oise.

Courbe de croissance de la population communale entre 1968 et 2006.



Évolution de la population d'Amy

	1968	taux d'évol. annuel moyen 68/75	1975	taux d'évol. annuel moyen 75/82	1982	taux d'évol. annuel moyen 82/90	1990	taux d'évol. annuel moyen 90/99	1999	taux d'évol. annuel moyen 99/06	2006
Amy	283	-2,33%	240	1,81%	272	2,79%	339	0,20%	345	0,89%	367
Canton de Lassigny	5 989	-0,80%	5 661	1,59%	6 322	1,77%	7 274	1,23%	8 121		
Département Oise	539 996	1,66%	605 812	1,28%	662 057	1,15%	725 690	0,61%	766 613		

	1968	taux d'évol. annuel moyen 68/99	1999
Amy	283	0,64%	345
Canton de Lassigny	5 989	0,99%	8 121
Département Oise	539 996	1,13%	766 613

	1982	taux d'évol. annuel moyen 82/99	1999	taux d'évol. annuel moyen 82/06	2006
	272	1,41%	345	1,25%	367
	6 322	1,48%	8 121		
	662 057	0,87%	766 613		

L'évolution de la croissance trouve des éléments d'explication dans l'analyse du mouvement naturel (nombre de naissances - nombre de décès) et du solde migratoire (nombres de personnes arrivant sur la commune - nombre de personnes quittant la commune). La commune d'Amy se caractérise par une variation de sa population quasiment exclusivement dûe au solde migratoire.

En effet, le solde naturel, même s'il croît sur la période 75-99, reste faible. Entre 1975 et 1990, le solde migratoire est largement positif entraînant avec lui une croissance importante de la population amédéenne. Il devient négatif entre 1990 et 1999 engendrant ainsi une perte de population communale qui est à peine comblée par la faible part du mouvement naturel (+ 6 personnes en 9 ans). On constate que le canton de Lassigny est attractif à l'échelle du département puisqu'il affiche des taux de variation du solde migratoire nettement supérieur à ceux observés sur l'Oise.

On peut même penser que sur 2006, l'augmentation de la population est la conséquence d'un retour à un solde migratoire positif.

Mouvement naturel et solde migratoire observés

	évol. 75/82	Taux de variation annuel	évol. 82/90	Taux de variation annuel	évol. 90/99	Taux de variation annuel
Evolution de la population	32	1,80%	70	2,90%	3	0,10%
Mouvement naturel	4	0,22%	5	0,21%	6	0,19%
Solde migratoire	28	1,57%	65	2,69%	-3	-0,10%

	Canton de Lassigny	Département de l'Oise	Canton de Lassigny	Département de l'Oise	Canton de Lassigny	Département de l'Oise
	1975-82		1982-1990		1990-1999	
Taux de variation annuel	1,58%	1,28%	1,78%	1,15%	1,23%	0,61%
dû au mouvement naturel	-0,10%	0,68%	0,21%	0,69%	0,32%	0,64%
dû au solde migratoire	1,67%	0,60%	1,57%	0,46%	0,91%	-0,04%

La faiblesse du mouvement naturel d'Amy, peut s'expliquer par le fait que la commune n'a pas su attirer ou favoriser l'installation sur le village de ménages en âge d'avoir des enfants sur la période récente. En outre l'arrivée successive de deux vagues de ménages avec des enfants (75-82 et 82-90) a certes fortement augmenté le solde migratoire, mais les enfants arrivés à l'âge adulte sur la période 1999-2006 ont pour la plupart quitté la commune. Les jeunes amédéens ne sont donc pas restés sur le village, n'y trouvant notamment peut être pas de typologie de logements adaptée à leur situation de primo accédant, de famille de taille réduite (1 ou 2 enfants) et à leur capacité financière.

Le canton présente les mêmes caractéristiques qu'Amy concernant les jeunes ménages avec un taux dû au mouvement naturel très faible, voire négatif.

Il convient de signaler qu'une augmentation de l'âge moyen des nouveaux ménages s'installant sur la commune, comme cela peut être observé dans d'autres communes du département, pourrait accentuer la diminution du nombre de naissances et donc accentuer la faiblesse du mouvement naturel (Ces ménages ont déjà des enfants lorsqu'ils arrivent à Amy), comme cela semble s'être passé entre 1975 et 1990.

5.2 LA REPARTITION PAR TRANCHE D'AGE

La population d'Amy était jusqu'en 1990, plus jeune que la moyenne cantonale ou départementale. La part des 0-19 ans ne cesse de se réduire depuis 1990 (33%) pour atteindre en 2006 la représentation de cette classe d'âge au niveau cantonal et départemental en 1999 (28%).

1990	
0-19 ans	112
20-39 ans	108
40-59 ans	59
60 -74 ans	44
75 ans et plus	16

1999	
0-19 ans	100
20-39 ans	89
40-59 ans	102
60 -74 ans	36
75 ans et plus	18

2006	
0-19 ans	101
20-39 ans	103
40-59 ans	112
60 ans et plus	51

La commune connaît depuis 1999, un vieillissement de sa population par glissement des tranches d'âge, sans véritable renouvellement des habitants. Ce vieillissement est marqué, non pas par l'augmentation de la tranche des 60 ans et plus qui baisse sur la période (18% en 90 et 14% en 2006), mais par un accroissement important de la tranche 40-59 ans qui passe de 17% en 1990 à 30% en 2006.

Entre 1990 et 2006, les moins de 20 ans ont perdu 5 points, les 20-39 ans baissent de 4 points et les 40-59 ans augmentent de 13 points tandis que la tranche 60 ans et plus perd 4 points. Toutes les tranches d'âges ont perdu de l'importance au bénéfice de celle des 40-59 ans. Par projection et glissement des tranches d'âges ces personnes, si elles ne quittent pas le village, seront comptabilisées dans celle des 60 ans et plus au prochain recensement.

Depuis 1999, la répartition par tranche d'âge de la population communale est très proche de celle du canton et du département. Les chiffres sont identiques concernant les tranches des moins de 40 ans (28%).

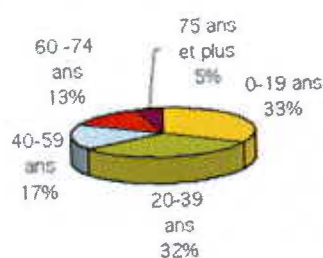
Les 40-59 ans sont les mieux représentés sur la commune (30%) comparativement au canton (26% en 99) et au département (27% en 99). Les 60 ans et plus représentent une part de la population (14%) moins importante que pour le Canton (18% en 99) ou le Département (17% en 99).

Aujourd'hui près d'un habitant sur trois a entre 40 et 59 ans. Cela résulte des ménages installés dans les années 1975-1990, ayant alors, pour l'essentiel un profil jeune (entre 20 et 30 ans) et étant restés sur le village (avec 20 ans de plus en 2006).

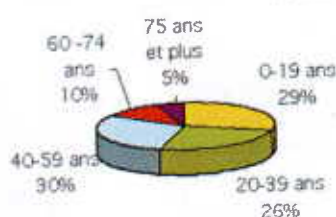
Il est observé un faible renouvellement des ménages entre 1990 et 1999 puisque près de 2 logements sur 3 sont occupés par les mêmes personnes depuis plus de 9 ans. Cette tendance est confirmée sur 2006 puisque plus de 73% des personnes de 5 ans ou plus habitaient le même logement 5 ans auparavant et près de 63% des résidences principales présentent une ancienneté d'emménagement de 10 ans ou plus.

Il convient de s'interroger sur le profil des ménages s'installant sur le village ces dernières années au regard également de la configuration du parc de logements.

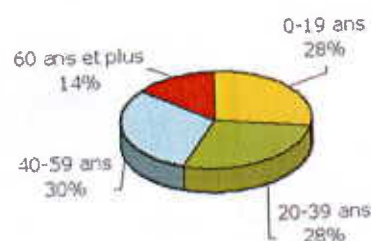
Commune d'Amy en 1990



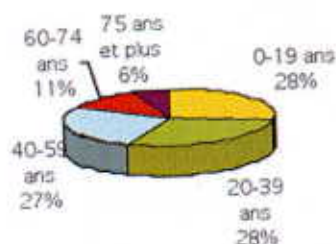
Commune d'Amy en 1999



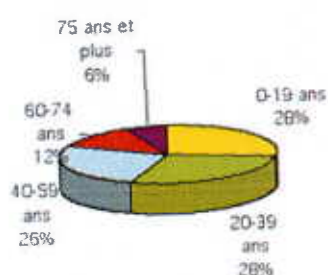
Commune d'Amy en 2006



Département de l'Oise en 1999



Canton de Lassigny en 1999



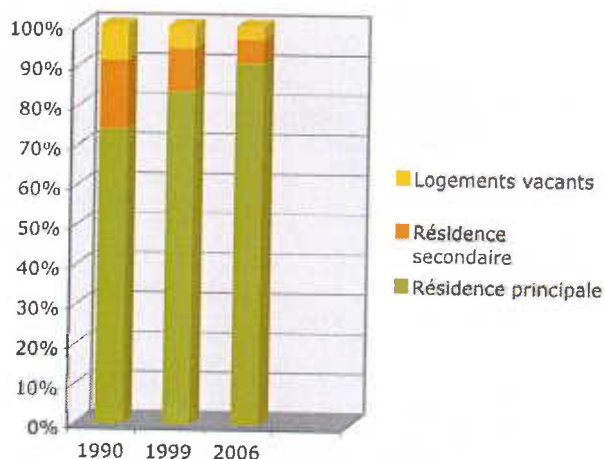
5.3 EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

Le parc de logements augmente depuis 1990.

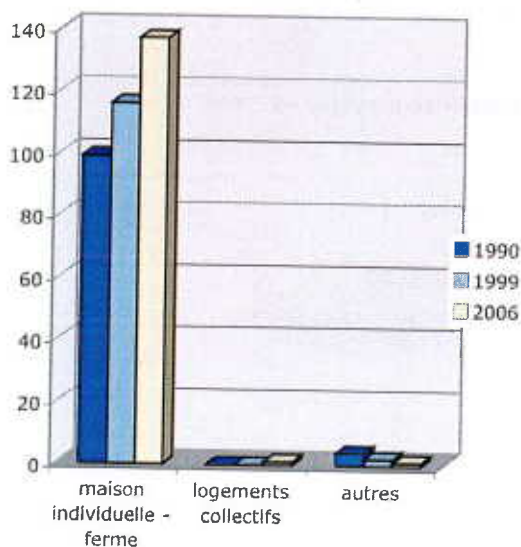
Ce sont principalement les résidences principales qui évoluent de manière significative tandis que le stock de résidences secondaires et de logements vacants s'amointrit. Il est d'ailleurs à noter qu'entre 1990 et 1999, les résidences principales ont augmenté de 15 unités alors que la population ne gagnait que 6 habitants. Entre 1999 et 2006, cette croissance était de 21 unités pour une augmentation du nombre d'habitants de 22.

Cela indique un desserrement assez sensible des ménages. Entre 1999 et 2006, le nombre moyen de personnes par ménages est passé de 2,8 à 2,6. Ce chiffre était de 3,32 en 1990.

	Total parc-logements	Résidence principale	Résidence secondaire	Logements vacants
1990	139	103	24	12
évol. 90/99	0,16%	1,52%	-5,09%	-4,40%
1999	141	118	15	8
évol. 99/06	1,17%	2,37%	-7,04%	-6,50%
2006	153	139	9	5



Type de résidence principale en 1990, 1999 et 2006			
90	Maison individuelle - Ferme	99	96,1%
99	Maison individuelle - Ferme	116	98,31%
06	Maison individuelle - Ferme	137	98,56%
90	Logements collectifs	0	0,0%
99	Logements collectifs	0	0,00%
06	Logements collectifs	1	0,25%
90	Autres	4	1,2%
99	Autres	2	0,55%
06	Autres	1	0,28%



	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Indice de construction	5,8	0	2,9	2,9	0	2,9	20,29	2,9	8,69

Le parc de résidences secondaires et de logements vacants représentait 26% de l'ensemble des logements en 1990, 16% en 1999 et 9% en 2006.

Aujourd'hui au nombre de 14, ils ne constituent plus un stock significatif de création de nouvelles résidences principales (par transformation suite à revente ou installation définitive sur le village des propriétaires). Sur la base de la population en 1999, l'indice de construction (nombre de logements construits pour 1000 habitants) s'élève en moyenne à 5,15 sur la période 1999-2007. Cet indice témoigne d'une reprise de l'effort de construction après 1999 (16 logements construits depuis 1999 contre 4 entre 1990 et 1999) (source PAC 2007).

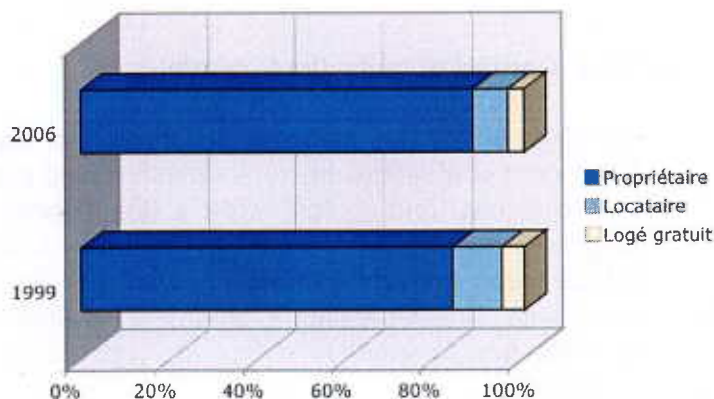
Le parc est exclusivement composé de maisons individuelles ou fermes (98,6%). Cette part est en constante augmentation depuis 1990. Seul un logement collectif a été créé en 2006. Cette typologie de logements permettant la création de petites et moyennes surfaces (T2, T3, T4) est toutefois plus adaptée aux jeunes primo-accédants.

Les locataires sont peu nombreux (proche de 8% des résidences principales) en 2006 et en diminution depuis 1999 (11%). Pourtant, dans un contexte de hausse de l'immobilier, ou de crise économique, le locatif constitue aujourd'hui une étape quasiment obligatoire dans le parcours résidentiel, en particulier pour les jeunes ménages qui n'ont pas toujours de ressources suffisantes pour accéder à la propriété en début de parcours professionnel.

A noter que sur le canton de Lassigny en 1999, le locatif représentait plus de 16% du parc de logements dont 4,5% de logements locatifs aidés.

La commune d'Amy ne compte aucun logement locatif aidé, pourtant les plus adaptés pour garantir une évolution encadrée du montant des loyers.

Statut d'occupation	En 2006		En 1999	
Commune d'Amy				
Propriétaire	123	88,49%	99	83,90%
Locataire	11	7,91%	13	11,02%
HLM	-	-	0	0,00%
Logé gratuit	5		6	5,08%
Total	139		118	
Canton de Lassigny				
	1999		1990	
Propriétaire	2290	79,10%	1946	79,43%
Locataire	474	16,37%	366	14,94%
dont HLM	130	4,49%	65	2,65%
Logé gratuit	131	4,53%	138	5,63%
Total	2895		2450	

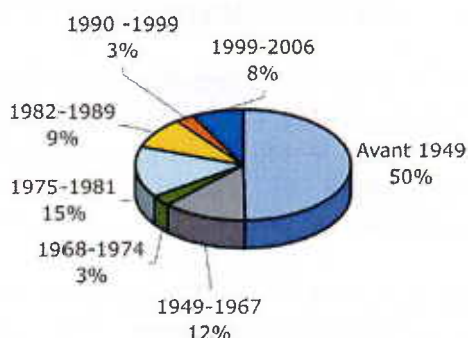


5.4 CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

5.4.1 Ancienneté du parc

En 1999, la part des logements anciens dans le parc de logements était important : plus d'un logement sur deux avait été réalisé avant 1949. La période 1975-1981 est celle durant laquelle le plus grand nombre de logements a été réalisé (1 logement sur 4 a été construit entre 1975 et 1989). En revanche, il faut noter un très faible taux de construction nouvelle entre 1968 et 1974 (5 logements) et entre 1990 et 1999 (4 logements). On compte 12 logements supplémentaires en 2006 par rapport à 1999.

Date de réalisation des logements en 2006	
Avant 1949	76
1949-1967	19
1968-1974	5
1975-1981	23
1982-1989	14
1990 -1999	4
1999-2006	12

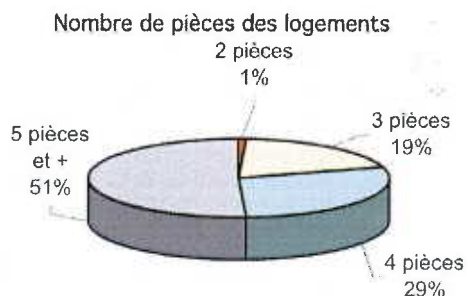


5.4.2 Confort et taille des logements

En 2006, 96,4% des ménages occupaient un logement équipé d'une installation sanitaire. Les logements sont relativement peu confortables puisque seuls 48,3% des résidences principales sont classées "tout confort", c'est à dire disposant des 3 éléments de confort (WC intérieurs, baignoire ou douche, chauffage central). L'habitat ancien n'ayant pas fait l'objet d'une réhabilitation pouvant s'expliquer aussi par une occupation de longue date par les mêmes occupants. Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) mise en place à l'échelle intercommunale est un moyen d'aider les propriétaires occupants à rénover leur logement.

En 2006, 91,4% des ménages disposaient d'au moins une voiture tandis que 72,9% des résidences principales comptaient un garage, un box ou un parking.

Nombre de pièces des résidences principales en 1999		
1 pièce	0,00%	0
2 pièces	0,85%	1
3 pièces	19,49%	23
4 pièces	28,81%	34
5 pièces et +	50,85%	60

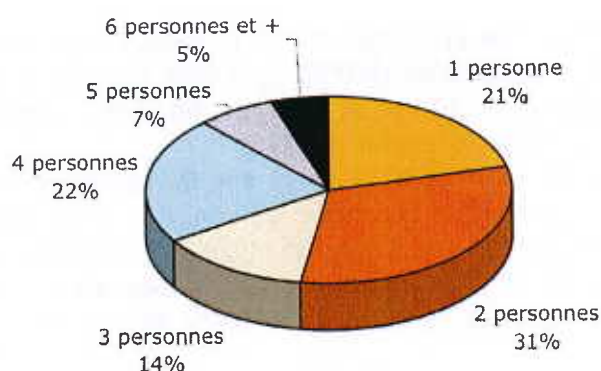


Le parc de logements se caractérise par un nombre très élevé de grands logements. Les 5 pièces et plus représentaient 1 logement sur 2, tandis que les logements d'1 à 3 pièces représentaient moins d'1 logement sur 4 en 1999. En 2006, le nombre moyen de pièces par résidence principale était important, s'élevant à 4,7 pour les maisons.

En 1999, plus de 3 logements sur 4 comptaient 4 pièces et plus tandis qu'il existe un déficit de petits logements (1% de 2 pièces et aucun logement d'une pièce).

Ce constat est à rapprocher à la structure des ménages : en 1999, plus de la moitié des ménages était composée de 2 personnes et moins et 34% de 4 personnes et plus. La part des ménages d'une personne a augmenté d'1 point entre 1999 et 2006 passant de 21,2% à 22,3%.

Population des ménages en 1999		
1 personne	25	21,19%
2 personnes	37	31,36%
3 personnes	16	13,56%
4 personnes	26	22,03%
5 personnes	8	6,78%
6 personnes et +	6	5,08%
Total ménages	118	100%
Nbre pers/mén.	2,8	en 1999
Nbre pers/mén.	2,6	en 2006



L'effort de construction devrait plus particulièrement s'orienter vers la réalisation de petits et moyens logements (2 à 4 pièces) afin de rééquilibrer l'offre, en particulier dans un secteur où l'évolution des prix de l'immobilier rend de plus en plus difficile l'acquisition de grands logements par les jeunes ménages.

Jusqu'alors la commune plus au nord, a été assez préservée de ce phénomène de forte hausse immobilière, rendant plus difficile l'accès à un premier logement sur place pour les jeunes du secteur, constaté sur une grande partie du département. Cette situation entraîne un report de population à la recherche d'un logement vers des secteurs de plus en plus à l'écart des grands axes, ce qui peut rapidement modifier la structure du marché de l'immobilier sur le village.

Il convient aussi de s'interroger sur la stratégie résidentielle qu'adopteront les ménages atteignant la tranche d'âge 60 ans et plus dans les années à venir. Le départ d'une partie d'entre eux vers la ville ou ailleurs, contribuerait à remettre sur le marché des logements en accession, voire en location, ce qui pourrait satisfaire une partie de la demande correspondant aux grands logements, rendant donc moins nécessaire la réalisation d'opérations nouvelles principalement sur ce type d'offres.

6. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

6.1 LA POPULATION ACTIVE

En 1999, 147 actifs sont comptabilisés sur la commune, soit un taux d'activité global de 42,61%. Le taux d'activité des 20-59 ans de 76,44% est de 6 points inférieur à celui du département, ce qui traduit une situation locale pour l'emploi rendue un peu difficile par l'éloignement des principaux pôles d'emploi.

Toutefois, l'arrivée de nouveaux ménages composés de 2 actifs, améliore la situation d'Amy face à l'emploi puisque le taux d'activité des personnes en âge de travailler augmente sur la période 1982-1999. Il en est de même du taux d'activité global sur la commune qui est en hausse (+ 5 points) par rapport à 1990 (+ 1 point par rapport à 1982). Ceci est lié au fait que la part de la population en âge de travailler a sensiblement augmenté, notamment par le travail des femmes. Ce taux est en hausse en 2006 (50,13%) avec un actif pour un habitant.

Le taux de chômage (au sens recensement de l'INSEE) a fortement diminué entre 1990 et 1999, passant de 18,90% à 10,88%. Ce taux était en 1990 très supérieur à celui observé sur le département (9,7%) et redevient en 1999 inférieur à ce dernier (12,4%). Il continue de se réduire en 2006 avec un taux de 8,7%.

La situation pour l'emploi sur la commune était en 1999 plus satisfaisante que sur le département : l'accessibilité via l'A1 aux pôles d'emplois du nord de l'Ile-de-France et l'acceptation des déplacements plus importants pour accéder à un travail conjugués au maintien des emplois offerts localement, expliquent ce constat. Cette tendance se confirme sur 2006 avec un taux de chômage de 8,7%, inférieur à la moyenne nationale de 10%.

	Commune		Commune	Oise
	Pop. active	Taux d'activité global	Taux d'activité 20-59 ans	Taux d'activité 20-59 ans
2006	184	50,13%	-	-
1999	147	42,61%	76,44%	82,50%
1990	127	37,46%	73,05%	80,00%
1982	104	38,24%	71,64%	78,50%

	Pop. active ayant un emploi	Nombre de chômeurs	Taux de chômage Commune	Taux de chômage Oise
2006	168	16	8,70%	-
1999	131	16	10,88%	12,41%
1990	103	24	18,90%	9,72%
1982	89	15	14,42%	8,92%

6.2 L'EMPLOI

En 1999, les emplois sont à 89% salariés. Les emplois non salariés ne représentent que 14 actifs de la commune (en baisse de 26% entre 1990 et 1999).

Près de la moitié des actifs salariés ayant un emploi travaillent dans le secteur tertiaire. Le secteur de l'industrie emploie 31% des actifs et le secteur agricole représente, encore, plus de 14% des actifs.

La catégorie socioprofessionnelle la mieux représentée sur le village est celle des ouvriers qui représentent 60% des actifs. Viennent ensuite les employés représentant 14% des actifs et les professions intermédiaires qui comptent 11% des actifs. Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont les moins bien représentés avec moins de 3% des actifs. Les agriculteurs et artisans, commerçants, chefs d'entreprises comptent chacun d'eux 8 actifs soit 5,7% de la population active ayant un emploi.

Plus de la moitié (57%) des personnes de 15 ans et plus a un niveau de diplôme inférieur ou égal au BEPC, soit une part supérieure à la moyenne départementale (48%).

La part des 15 ans et plus ayant le BAC est égale à la moyenne départementale.

La part des diplômés de niveau supérieur au BAC (6%) est très en deçà de la moyenne départementale (14,5%). Le faible niveau d'accessibilité aux établissements universitaires et écoles supérieures peut expliquer ce constat.

Niveau de diplôme des 15 ans et plus en 1999	% Amy	% Oise
aucun diplôme	25,1%	22,9%
CEP	24,7%	17,2%
BEPC	7,3%	8,1%
CAP ou BEP	25,5%	26,0%
BAC	11,3%	11,3%
BAC + 2	3,6%	7,8%
> BAC + 2	2,4%	6,6%

Secteur d'activité en 1999 (pour les salariés)	Nombre	%
Agriculture	20	14,29%
Industrie	44	31,43%
Construction	8	5,71%
Tertiaire	68	48,57%

En 1999, on compte 74 emplois offerts sur la commune, occupés à plus de 40% par des actifs habitant Amy, par 28% d'actifs venant de la Somme dont 7 de Roye et 21,6% venant de la Communauté de Communes du Pays des Sources. Ainsi plus de 2 emplois sur 5 offerts sur la commune bénéficient aux habitants, ce qui est un atout important pour un village.

Il s'agit principalement d'emplois issus de la société Guigand Industrie qui compte 45 employés, d'emplois agricoles (chef d'exploitation), d'emplois ouvriers dans l'artisanat et d'employés de la fonction publique. La société Guigand Industrie Services (GIS) offre de nombreux emplois aux habitants du village. Sa pérennité et ses possibilités d'extension sur le village sont importants pour la stabilité économique de la commune et la situation face à l'emploi de ses habitants.

	Actifs travaillant dans la commune	% sur total actifs ayant un emploi
1999	30	22,90%
1990	26	25,24%
1982	34	38,20%

Le nombre d'emplois offerts sur le village n'évolue guère, et la population également ce qui explique une certaine stabilité quant à la part des actifs ayant un emploi sur place. L'augmentation de la population dans les années à venir pourrait s'accompagner d'une reprise de la dégradation de ce ratio dès lors que les nouveaux arrivants occupent un emploi situé en dehors de la commune.

Les principaux lieux d'emploi sont concentrés sur la Somme et la Communauté de Communes du Pays des Sources. Les emplois occupés sur la Somme sont au même nombre que ceux occupés sur la Communauté de Communes. Ils concernent plus de 2 actifs amédéens sur 5 dont plus de 30% d'emplois offerts : sur Roye (15%) et Lassigny (15%). Ainsi, près de 2 actifs sur 3 habitants Amy, travaillent à proximité de leur lieu de travail, ce qui réduit d'autant plus les coûts financiers et environnementaux liés aux déplacements.

En revanche, les emplois non satisfaits localement sont compensés par l'occupation d'emplois éloignés puisque 12% des actifs habitants la commune travaillent en région parisienne. L'augmentation du prix de l'immobilier est un facteur d'évolution de ce constat. Cette évolution de la mobilité professionnelle suit le mouvement général, à l'échelle nationale, d'extension spatiale du bassin d'emploi qui fragilise la recherche d'un équilibre emploi-habitant à l'échelle communale. 3 actifs sur 4 se rendent sur leur lieu de travail en voiture particulière.

SORTIE DES ACTIFS EN 1999			ENTREE DES ACTIFS EN 1999		
Lieu de travail	Nombre d'actifs	% sur total des actifs	Lieu de travail	Nombre d'actifs	% sur total des actifs
Amy	30	22,90%	Amy	30	40,54%
Somme	28	21,37%	Somme	21	28,38%
<i>dont Roye</i>	<i>20</i>	<i>15,27%</i>	<i>dont Roye</i>	<i>7</i>	<i>9,46%</i>
CCPS (hors Amy)	26	19,85%	CCPS (hors Amy)	16	21,62%
<i>dont Lassigny</i>	<i>20</i>	<i>15,27%</i>	<i>dont Evricourt</i>	<i>4</i>	<i>5,41%</i>
Région parisienne	15	11,45%			
Noyon	13	9,92%			
Agglo de Compiègne	9	6,87%			

6.3 DIAGNOSTIC AGRICOLE

En 2008, 7 exploitations agricoles professionnelles sont implantées sur la commune, dont 2 pratiquent l'élevage. Ces deux dernières induisent des périmètres de protection à prendre en compte (100 mètres au titre des installations classées). Au sein de ces périmètres, les possibilités d'urbanisation à usage d'habitation sont réduites.

D'après le recensement agricole de 2000, la surface agricole utilisée communale était de 929 ha en 2000, soit près de 74% du territoire d'Amy. Ces terres sont pour 82% (763 ha) d'entre elles exploitées par des agriculteurs de la commune.

L'agriculture est un secteur d'activité qui représentait en 1999, 14% des activités économiques de la commune.

L'essentiel de cette surface est voué à des terres labourables (75%) de culture céréalière, de betteraves et fourragère (plus de 8%).

On comptait en 2000, un cheptel bovin de 239 têtes et 142 volailles.

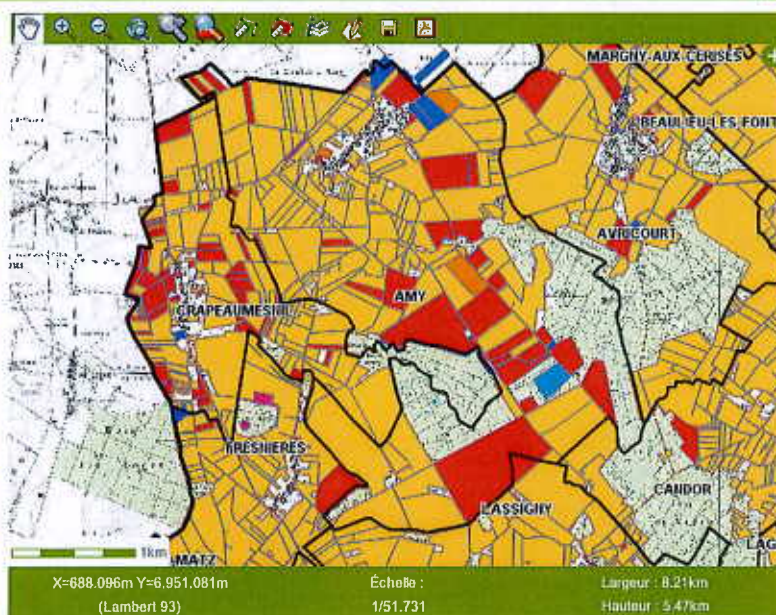
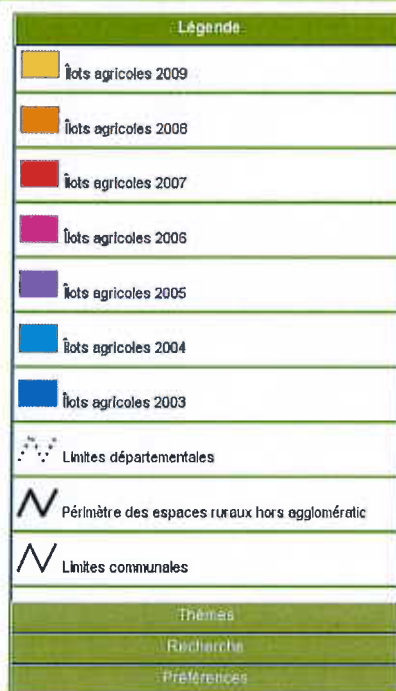
La ferme d'Haussu, siège d'exploitation au sud du territoire communal exerce une activité de production mais aussi, de vente à la ferme de produits issus de l'agriculture biologique.



Il convient également de réfléchir aux conditions de fonctionnement de l'activité agricole sur la commune, au regard des perspectives de développement envisagées par chaque exploitant : éviter d'enfermer les corps de ferme dans la trame urbaine pour leur laisser la possibilité de se développer sur place, évolution des bâtiments de corps de ferme qui ne seraient plus utiles à l'exploitation agricole, devenir des terres agricoles (notamment cultivées) enclavées dans la trame bâtie, maintien des accès aux champs, préservation des espaces naturels à forte sensibilité environnementale et usage agricole des terrains concernés, etc.

Leur localisation actuelle au cœur de la trame urbaine pose la question de leur classement entre zone exclusivement à vocation agricole ou zone urbaine leur laissant également la possibilité de transformer, voire céder, tout ou partie de leur bâtiment à d'autres fins qu'agricoles. En outre, plusieurs de ces corps de ferme en activité sont bordés de terrains libres de construction. Cette configuration pose la question de l'articulation entre l'activité agricole et l'habitat pas évidente à gérer avec le temps, tant les nouveaux arrivants s'installent dans les villages pour rechercher le calme et éviter les nuisances.

A ce jour, les corps de ferme en activité situés au sud de la Grande Rue sont au contact d'espaces non urbanisés, ce qui leur laisse un peu plus de facilités de développement sur place. La question du maintien d'une coupure agricole entre les deux corps de ferme situés rue des Bois et les extensions pavillonnaires plus au sud se pose. Par ailleurs, le corps de ferme situé rue Verte (aujourd'hui en cours de délaissement) est plus enclavé dans la trame urbaine. La question de sa réoccupation ou de sa mutation est à étudier.



Informations :

Conception : DDEA 60
Date de validité : 08/07/2010 15:23
© IGN

Description :

Evolution des espaces agricoles depuis 2003 pour les espaces ruraux hors agglomération dans l'Oise.

Les données sont issues du registre parcellaire graphique annuel de l'Oise. Le RPG est le document de déclaration cartographique des surfaces remplies pour le versement des aides de la PAC par les agriculteurs dont le siège de leur exploitation est l'Oise. Ces données couvrent plus de 90% du département. Les zones agricoles déclarées correspondent à des îlots. Un îlot est un ensemble de parcelles culturales contiguës, limitées par des éléments repérables et permanents, portant une ou plusieurs cultures et exploitées par un même agriculteur.

La carte ci-dessus extraite de Cartelie semble indiquer une réduction significative des surfaces agricoles entre 2003 et 2009. Pour autant, sur le terrain, la situation est toute autre puisque les parcelles identifiées n'ont pas été consommées par l'urbanisation. Il s'agit de parcelles agricoles qui n'ont plus été déclarées dans l'Oise entre 2003 et 2009, correspondant pour une grande majorité à leur exploitation par un ou des agriculteurs de la Somme.

6.4 LE POTENTIEL ECONOMIQUE

L'entreprise Guigand Industrie implantée au nord-ouest du village, insérée au sein de la trame bâtie de la commune, ayant pour activité la métallurgie de précision compte 45 employés. Véritable pôle d'emplois communaux, cette société projette de s'étendre sur site. Un nouveau bâtiment et le stationnement nécessaire à l'activité sont en cours de création sur l'arrière, accessible depuis le chemin du tour de ville au lieu-dit les Tilleuls.

Le projet communal a tout intérêt à laisser possible ce développement, notamment par rapport à ce qui pourrait être envisagé aux alentours de cet établissement important pour la vie et l'activité du village. La réglementation d'urbanisme à mettre en place devra prendre en compte la présence de cette activité et ses projets d'extension actuels et à venir afin de garantir son bon fonctionnement.

Amy dispose d'une boulangerie-pâtisserie située Grande Rue à proximité de la place de l'église. Les habitants se rendent sur les communes voisines de Lassigny et de Roye, pour les autres commerces de proximité, accessibles en voiture.

La structure artisanale repose sur un fabricant d'équipements d'équitation, un horloger, un fabricant de gouttières, un artisan en maçonnerie-rénovation et un fabricant de luminaires.

Pour l'ensemble de ces activités, il s'agira d'étudier les conditions de leur fonctionnement ou développement sur place, ou tout au moins sur la commune, ce qui renvoie à la question de la réglementation d'urbanisme à prévoir en conséquence.

Plus généralement, la question du développement des activités économiques sur le village (autres que celles de proximité) renvoie aux conditions d'accès qui ne sont pas optimales : les circulations et les besoins en stationnement induits pourraient perturber le bon fonctionnement du village.



Entreprise GIS sis Grande rue avant extension



Boulangerie proche de l'église mais éloignée de la place

7. LES EQUIPEMENTS ET SERVICES

La commune est fortement dépendante de son chef-lieu de canton (Lassigny) et de la ville voisine (Roye), pour l'accès aux équipements, aux services et aux commerces, mais également des villes de Noyon pour les équipements scolaires, Amiens et Compiègne pour les équipements et services plus spécifiques.

En effet, le village n'est doté que des équipements publics de première nécessité : mairie-école, église, cimetière, salle multifonctions, terrain de sport extérieur, point de captage de l'eau potable au nord-ouest du village.

Les trois édifices publics majeurs (mairie-école, église et salle multifonctions) s'organisent autour d'une place qui contribue à affirmer la centralité du village. Le terrain de sport situé sur l'arrière est, depuis cet espace public structurant, aisément accessible. Cet espace central dans le secteur aggloméré du village représente un lieu de foisonnement et d'échanges très important pour le bon fonctionnement du village. Les liens entre cet espace public essentiel et les autres secteurs urbanisés de la commune sont à conserver et à renforcer.

On note cependant en terme de forme urbaine, un second espace de centralité du village au niveau de l'église. Il s'agit d'un pôle secondaire en raison d'un nombre d'équipements moins important mais on constate dans l'élargissement de la trame urbaine et l'importance des espaces publics, un lieu d'échanges et de regroupements. Entre ces deux polarités est implanté l'essentiel des activités commerciales et de services de la commune renforçant le caractère de centre du village.

Un troisième pôle constitué d'aires de jeux et de loisirs ou les équipements susceptibles d'induire des nuisances pour les secteurs à usage d'habitation pourraient être envisagés à l'écart des secteurs agglomérés les plus denses, s'il est convenablement relié à l'espace central majeur mairie-école.



Pôle mairie-école-place publique et salle multifonctions puis terrain de sport sur l'arrière.

L'école fonctionne en Regroupement Pédagogique Intercommunal avec Avricourt, Margny aux Cerises et Crapeaumesnil. Amy accueille deux classes : une maternelle et un CM1/ CM2. Le collège est situé à Lassigny tandis que Noyon accueille les lycéens. Un service de transport scolaire permet d'acheminer les enfants des villages du regroupement vers les différentes classes.

La création d'une cantine et d'un accueil périscolaire pourrait éventuellement être envisagée à l'échelle du R.P.I, de même que la création d'un regroupement concerté.

La salle multifonctions installée dans la trame urbaine, à l'angle de la Grande Rue et de la rue des Vaches, présente des dysfonctionnements quant à sa proximité des habitations et des nuisances sonores engendrées ainsi qu'au regard de la faiblesse du stationnement qui y est associé.

Seul un terrain de sports, situé à l'arrière de la mairie est recensé sur la commune. Toutefois, la place publique revêt l'usage d'un terrain de boules.

On compte 4 mares sur le secteur aggloméré de la commune qui marquent un élargissement de l'espace public et constituent un point d'eau.



Mare en coeur de village au croisement Grande rue / rue des Vaches

Le cimetière en entrée de village nord-est se distingue aujourd'hui de la trame bâtie du village.



Eglise alliant la brique et la pierre, couverture en ardoises et jardin attenant



Cimetière clos de murs notamment en brique en entrée de village nord-est

8. BILAN ET ENJEUX DU DEVENIR COMMUNAL

Ce diagnostic détaillé permet de tirer un bilan de la situation de la commune d'Amy aujourd'hui, en retraçant les évolutions observées ces dernières années et en positionnant la commune dans son contexte intercommunal.

Amy est une commune rurale, située à proximité d'une part de son chef-lieu de canton Lassigny, d'autre part de la ville de Roye dans la Somme, la rendant dépendante de ces pôles. La proximité du pôle Roye, en plein développement notamment économique, a des influences sur le développement d'Amy située dans la première couronne. Elle est également dans l'aire d'influence éloignée de la région parisienne, en particulier pour l'accès à l'emploi en raison de sa proximité de l'autoroute A1 accessible à Roye ou à Ressons sur Matz.

Dès lors, **un des enjeux principaux pour la commune est de profiter de cette dynamique de croissance locale, sans pour autant rompre avec son caractère villageois et son cadre rural en portant atteinte aux équilibres naturels et urbains. Il s'agit donc de satisfaire raisonnablement les besoins en logements constatés sur le secteur** permettant de poursuivre la dynamique démographique enregistrée depuis 30 ans et de maintenir une répartition équilibrée des tranches d'âges tout en préservant la qualité du site, permettre aux activités économiques locales d'évoluer sur place et de profiter à terme d'une optimisation des conditions de déplacements à l'échelle territoriale. Les actions ou opérations d'aménagement envisagées sont à définir dans ce sens.

Dans le cadre de la politique intercommunale d'aménagement et de développement, les **orientations du P.L.U. montrent qu'Amy est en mesure de proposer une offre en logements mesurée** tout en conservant un cadre de vie de qualité.

Les enjeux ainsi définis sont les suivants :

- **Déterminer des objectifs de croissance maîtrisée** permettant à la fois de conserver le caractère et le cadre de vie du village et de profiter de cette dynamique liée à la proximité de l'A1 et de Roye, en termes d'implantations résidentielles dans la mesure de la capacité d'accueil des équipements et réseaux communaux.
- **Aller dans le sens de la diversification du parc de logements** afin de répondre aux différentes demandes et notamment celle des jeunes ménages afin de maintenir l'équilibre des classes d'âges par la construction de logements de typologie adaptée.
- **Favoriser le développement des activités locales caractérisant la commune et créatrices d'emplois** en leur permettant de pouvoir se développer sur place. **Répondre également aux besoins de l'agriculture**, garante du caractère rural communal, encore bien représentée et entretenant près des 3/4 de l'espace communal.
- **Anticiper les besoins à venir des habitants** par une diversification de l'offre en équipements et services mis à la disposition sur la commune à long terme et en les valorisant.
- **Sécuriser le réseau viaire et créer une offre de stationnement suffisante tout en privilégiant les circulations douces** par la valorisation des liaisons existantes et à créer.

- **Gérer la ressource et la qualité de l'eau et prendre en considération les risques naturels d'inondation par remontée de nappe et de coulées de boues** dans l'appréhension des secteurs d'extension future de l'urbanisation.
- **Maintenir la qualité des paysages et du patrimoine naturel et bâti** qui contribue à l'identité et à l'attractivité de la commune.

Aux vues de ce bilan et des enjeux avancés, les élus ont engagé l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. La réalisation du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) a été un moment privilégié pour définir les objectifs de développement de la commune. En matière de gestion du territoire, ces objectifs visent à ne pas remettre en cause l'équilibre entre la qualité des espaces naturels et l'urbanisation.

Le PADD a également pris en compte les orientations d'aménagement définies à l'échelle intercommunale, notamment en matière économique, d'équipements et de services, de transport, de paysage et d'habitat. Il intègre, par ailleurs, les données environnementales (desserte en eau potable, la question de l'assainissement, sensibilités environnementales, secteur à risques) inhérentes à la commune, ayant une influence sur les objectifs démographiques et sur leur traduction spatiale.

Le PADD et sa traduction réglementaire dans le PLU s'attache à maintenir un cadre de vie de qualité tout en autorisant un développement urbain cohérent à l'échelle d'Amy.

CHAPITRE 2

LES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) d'Amy définit, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme, les orientations d'aménagement et d'urbanisme retenues par la commune, notamment en vue de favoriser le renouvellement urbain et de préserver la qualité architecturale et l'environnement. Le diagnostic développé dans le chapitre précédent constitue la base sur laquelle les orientations d'aménagement et d'urbanisme ont été abordées.

Par ailleurs, Amy est située sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays des Sources pour laquelle un Schéma de Cohérence Territoriale est en cours d'élaboration. Le territoire communal n'est, en raison de sa situation, pas soumis au principe de la constructibilité limitée (article L.122-2 du code de l'urbanisme). En revanche, les dispositions du P.L.U. devront être compatibles avec les orientations du SCOT qui sera prochainement mis en place.

1. LE DOCUMENT SOUMIS A CONCERTATION

1.1 LE CONTENU DU DOCUMENT

VOIR PIECE N°2 DU DOSSIER P.L.U.

1.2 ORGANISATION DE LA CONCERTATION

Le PADD a fait l'objet d'un document présenté, en juin 2009 aux services et personnes publiques associés, lors d'une réunion spécifique intitulée aspects qualitatifs du PADD. Suivant les dispositions de l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, un débat a eu lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable, le 30 juin 2009.

Un dépliant type "4 pages", portant sur le projet de PLU et présentant le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, a été diffusé dans tous les foyers de la commune en précisant que le rapport de diagnostic (établi en mai 2009) et le P.A.D.D. (pièce 2 du dossier P.L.U.) étaient à la disposition des administrés en mairie, jusqu'à l'arrêt du projet de P.L.U.

Des panneaux précisant la procédure, explicitant le diagnostic et décrivant le projet communal ont été affichés en mairie à compter de la réunion publique qui s'est tenue le 16 octobre 2009 dans la salle multifonctions.

Dès la délibération du conseil municipal prescrivant le P.L.U., le 10 avril 2008, un registre a été ouvert en Mairie afin de laisser aux habitants la possibilité de s'exprimer sur le projet et les éléments présentés. Depuis cette même date, le Porté à Connaissance du Préfet a été mis à disposition des habitants. Cette concertation a permis à la municipalité d'informer la population sur le projet et a permis aux habitants de faire des propositions, des suggestions, des observations, pendant toute la durée des études.

2. LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME

Les orientations d'aménagement et d'urbanisme retenues par la commune reposent sur une approche quantitative (rythme de développement souhaité) et sur des options qualitatives visant à améliorer le fonctionnement de la commune, à favoriser la diversité des fonctions urbaines, à une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et urbains, à mettre en valeur la qualité du cadre de vie, et à préserver les paysages tout en tenant compte des risques naturels majeurs.

Dans le cadre de la phase PADD, les orientations d'aménagement proposées et débattues au conseil municipal, étudiées en groupe de travail avec les services et les personnes publiques associés, puis présentées aux habitants, ont été les suivantes :

• Paysage :

Le paysage présente une grande qualité et contribue à l'identité de la commune marquant la transition entre la plaine (plateau du Santerre) au nord du territoire communal et les monts (collines du Noyonnais) au sud du territoire.

Une mise en valeur du paysage s'inscrit dans le maintien du cadre de vie et favorise le développement touristique poursuivi à l'échelle intercommunale.

Il convient de protéger les espaces fragiles comme le fond de vallée humide de l'Avre et les bois et boisements qui l'accompagnent, le périmètre de Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique qui compte des corridors écologiques potentiels, ou encore quelques arbres ou haies vives en entrée ou en frange de village qui permettent d'insérer le village dans son territoire d'autant qu'ils jouent un rôle positif sur la régulation des eaux de ruissellement. Il convient également de protéger, là où cela est nécessaire, les trames végétales des jardins privés concourant à donner un pourtour paysager au village.

En outre, le patrimoine bâti de la commune mérite une attention particulière du fait de l'implantation ancienne du bâti à l'alignement de la voie ou de la continuité de cette trame assurée par des murs et murets et de l'utilisation de la brique, principal matériau de la reconstruction marquant l'histoire de la grande guerre. Leur préservation revêt un aspect paysager et fonctionnel dans le cas où Amy se positionne en bourg à l'identité traditionnelle rurale et au passé emprunt des Guerres Mondiales du Pays des Sources.

• Environnement :

Il s'agit d'intégrer les risques naturels connus ou identifiés, plus particulièrement fonctions des aléas de remontée de nappe, de coulées d'eaux de ruissellement et de boues touchant le secteur aggloméré associés au fossé drainant les eaux de ruissellement vers l'Avre au sud du secteur bâti.

L'ouest du territoire communal est concerné par un risque moyen de coulée de boue, tandis que l'aléa remontée de nappe est très fort et concerne tout le nord et le centre du village, secteur aggloméré inclus. L'ensemble du territoire de la commune est concerné par un aléa effondrement localisé fort et en masse faible. Prévenir ces risques par le maintien des fossés drainant et talus permettant de limiter les incidences sur le village.

En ce qui concerne l'assainissement, l'étude réalisée a permis d'opter pour l'assainissement individuel qu'il faut tout de même rapprocher du risque important de remontée de nappe qui concerne tout le village.

Le PLU devra permettre de garantir une qualité de l'eau potable satisfaisante par la recherche d'un nouveau point de captage ou tout autre moyen ou association possible, en respectant les périmètres de protection autour de ce point et en inscrivant en zone naturelle du P.L.U. les terrains concernés.

• Habitat :

Il s'agit d'atteindre l'objectif démographique prévu, basé sur un taux de croissance annuel moyen 2006-2026 autour de 2% conduisant à un gain de 178 habitants d'ici 2026 soit 3,6 ménages par an en moyenne. Soit 72 logements sur 20 ans. Tout en veillant à diversifier l'offre en logements (taille et catégorie), notamment en locatif, de manière à maintenir une répartition équilibrée des tranches d'âges, répondre aux besoins des gens du secteur (notamment les jeunes à la recherche d'un premier logement), et respecter les dispositions législatives sur la mixité urbaine et sociale essentiellement par restructuration de l'habitat ancien, transformation d'anciens bâtiments agricoles en logement et lors d'opération nouvelle. Il convient cependant d'éviter une densification du bâti dans la trame urbaine déjà constituée, en particulier sous forme de construction en drapeau, ne correspondant pas avec la configuration du site.

• Equipements :

Anticiper sur l'évolution des besoins scolaires en réfléchissant à l'échelle intercommunale aux solutions à mettre en place. Maintenir sur la commune, un site de sports et de loisirs évolutif et facilement accessible en limitant les nuisances pour les secteurs habités environnant sur l'arrière de l'espace public actuel. Profiter de l'ouverture de zones à urbaniser pour sécuriser et identifier clairement les intersections, conforter les polarités à l'intérieur du bourg et les relier entre elles.

• Economie :

Prendre en compte les besoins éventuels de développement des activités implantées sur la commune dès lors qu'elles restent compatibles dans leur fonctionnement avec les secteurs habités et l'environnement naturel. Veiller au maintien de zones tampons entre les activités pouvant générer des nuisances et les secteurs d'habitat. Renforcer la structure économique actuelle du village par la création d'une véritable zone vouée à l'accueil d'activités économiques en entrée de village ouest. Garantir à l'activité agricole bien présente sur le territoire communal un bon fonctionnement et des possibilités d'évolution en lui réservant des espaces et des accès adaptés à ses besoins afin de maintenir une agriculture performante et respectueuse des paysages.

• Déplacements et circulations :

Profiter de l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs pour créer de nouvelles rues et voies piétonnes qui amélioreront les liaisons entre les quartiers et vers les lieux attractifs du village, la réduction de la distance temps permettant un report du trafic véhicule vers un trafic piétonnier.

Organiser un maillage des cheminements existants, en particulier en lien avec le chemin du tour de ville qui existe au nord et à l'est du village et les chemins d'exploitation et ruraux au sud qui constituent des lieux de promenade participant à la qualité du cadre de vie.

Participer à la sécurisation des intersections et à leur valorisation marquant les centralités du village : carrefour de la mairie et carrefour de l'église.

- Réseaux :

Réétudier les conclusions de l'étude d'assainissement et adapter la réglementation en conséquence. Renforcer le réseau électrique et la défense incendie en lien avec les perspectives de développement spatial du périmètre urbanisé. Associer l'ouverture à l'urbanisation au renforcement des réseaux.

Les orientations d'aménagement et d'urbanisme ont ensuite été étudiées et validées, d'une part à l'échelle de l'ensemble du territoire communal, et d'autre part à l'échelle du secteur aggloméré.

2.1 L'APPROCHE QUANTITATIVE

2.1.1 La population

La population communale croît de manière continue sur ces 30 dernières années, dans une moindre mesure par rapport au canton et au département. Le rythme de croissance est très irrégulier puisque des périodes de forte déprise (-2,33% entre 1968 et 1975) sont suivies par des périodes de forte croissance (2,79% entre 1982 et 1990) ou de stagnation (0,2% entre 1990 et 1999). Depuis 1990, la croissance s'est nettement ralentie, la population est en 2006 de 367 habitants.

	1968	taux d'évol. annuel moyen 68/99	1999
Amy	283	0,64%	345

	1982	taux d'évol. annuel moyen 82/99	1999
Amy	272	1,41%	345

	1990	taux d'évol. annuel moyen 90/99	1999
Amy	339	0,2%	345

Toutefois, les possibilités résiduelles d'accueil de nouveaux habitants restent nombreuses tandis qu'on observe, à l'échelle cantonale, une tendance au ralentissement de la croissance démographique et à l'échelle communale, une tendance au vieillissement. La commune souhaite poursuivre sa croissance pour assurer un niveau de renouvellement de sa population garantissant le bon fonctionnement des équipements et des services et évitant un vieillissement trop rapide des habitants.

Il s'agit de fixer un objectif démographique au regard des évolutions passées et tenant compte des possibilités d'extension de l'urbanisation dans les limites communales, plus particulièrement au regard de l'impact sur les paysages et sur le fonctionnement communal. L'objectif démographique doit également permettre le bon fonctionnement des équipements collectifs.

Plusieurs scénarios ont été ainsi étudiés en tenant compte des possibilités d'urbanisation identifiées d'ores et déjà dans la trame bâtie actuellement constituée de la commune.

Sur la période 1968 - 1999, la population de la commune et du canton augmente à un rythme de croissance (inférieur à 1%) moins rapide que la moyenne départementale (supérieure à 1%). Cette donnée est inversée sur la période 1982 - 1999 où Amy et le canton compte 1,4% tandis que la croissance de l'Oise est inférieure à 1%. Amy se situe donc dans un secteur du département attractif, sous l'influence de la région parisienne et des pôles urbains de Roye, du Noyonnais et du Compiégnois, pourvoyeurs d'emplois et de services.

L'évolution de la croissance trouve des éléments d'explication dans l'analyse du mouvement naturel (nombre de naissances - nombre de décès) et le solde migratoire (nombres de personnes arrivant sur la commune - nombre de personnes quittant la commune). Amy se caractérise par une faiblesse du mouvement naturel, pouvant s'expliquer le déficit d'installation sur le village de ménages en âge d'avoir des enfants, compensée par un solde migratoire assez important. Il en est de même de manière plus générale sur le canton. Le mouvement naturel de la commune et du canton autour de 0,2% est distinct de la moyenne départementale autour de 0,6%. Le solde naturel double entre 1999 et 2006 (0,4%) indiquant un important renouvellement de la population sur la période précédente et un accueil de jeunes ménages.

Le solde naturel est faible mais stable, en revanche, le solde migratoire fluctue d'une période à l'autre. Après un fort apport migratoire entre 1975 et 1990, celui-ci devient négatif entre 1990 et 1999. C'est le cas sur la période 1990-1999 où il y a plus de départs que d'arrivées sur le village. Il est toutefois positif entre 1999 et 2006 en raison de la réalisation de plusieurs extensions pavillonnaires, ce qui devrait se confirmer sur la période 2006-2010 avec de nouveaux projets de constructions individuelles.

Il convient de signaler qu'une augmentation de l'âge moyen des nouveaux ménages s'installant sur la commune, comme cela peut être observé dans d'autres communes du département, pourrait engendrer une diminution du nombre de naissances et donc un tassement du mouvement naturel (Ces ménages ont déjà des enfants lorsqu'ils arrivent à Amy).

Le potentiel de création de logements identifié a permis d'étudier 3 scénarios pour la période 2006 - 2026. Le premier scénario au fil de l'eau prend en compte l'urbanisation des dents creuses et la transformation ou division de bâti existant (40 logements), le second ajoute les secteurs potentiels d'extension de l'urbanisation (153 logements au regard notamment des pré-projets dernièrement annoncés à la commune avant le lancement du PLU) tandis que le troisième plus mitigé intègre un ou deux secteurs potentiels d'ouverture à l'urbanisation (83 logements). Cela a fait l'objet d'un scénario au fil de l'eau, d'un maximaliste et d'un « entre deux ». Un quatrième scénario ajusté permet d'obtenir un taux de croissance de la population de 2% (72 logements). Les scénarios ont pris comme base la population recensée en 2006, soit 367 habitants (population totale).

Scénario 1 au fil de l'eau : Création de logements dans la trame urbaine déjà constituée.

	2006	taux d'évol. annuel moyen 06/11	2011	2011	taux d'évol. annuel moyen 06/16	2016	taux d'évol. annuel moyen 06/21	2021	taux d'évol. annuel moyen 06/26	2026
Population totale	367	1,38%	393	393	1,36%	420	1,37%	450	1,37%	482

Soit +115 habitants d'ici 2026 pour un nombre moyen de 2,5 personnes par ménage. Ce rythme de croissance est proche de celui observé sur une période longue entre 1982 et 1999 (1,4%).

Scénario 2 maximaliste : Création de logements dans la trame urbaine déjà constituée et secteurs d'extension possible

	2006	taux d'évol. annuel moyen 06/11	2011	2011	taux d'évol. annuel moyen 06/16	2016	taux d'évol. annuel moyen 06/21	2021	taux d'évol. annuel moyen 06/26	2026
Population totale	367	3,74%	441	441	3,74%	530	3,75%	638	3,74%	765

Soit +398 habitants d'ici 2026 pour un nombre moyen de 2,5 personnes par ménage.

Scénario 3 mitigé : Création de logements dans la trame urbaine déjà constituée et une partie des secteurs d'extension possible

	2006	taux d'évol. annuel moyen 06/11	2011	2011	taux d'évol. annuel moyen 06/16	2016	taux d'évol. annuel moyen 06/21	2021	taux d'évol. annuel moyen 06/26	2026
Population totale	367	2,29%	411	411	2,28%	460	2,28%	515	2,27%	575

Soit +208 habitants d'ici 2026 pour un nombre moyen de 2,5 personnes par ménage. Ce taux de croissance est inférieur à celui observé en période de forte croissance entre 1982 et 1990 (2,79%).

Toutefois, la mise en oeuvre des scénarios est pour partie conditionnée aux souhaits des propriétaires des terrains ou des constructions repérés et constituant ce potentiel. Le risque est fort de ne constater à l'horizon 2026 qu'une faible partie de création effective de ces logements se traduisant donc par une croissance beaucoup plus faible, voire nulle ou négative. Cela peut être compensé par la délimitation d'1 ou 2 secteurs voués à l'extension de l'urbanisation comme c'est le cas pour les scénarii 2 à 4.

Scénario 4 ajusté : Taux de croissance de 2%

	2006	taux d'évol. annuel moyen 06/11	2011	2011	taux d'évol. annuel moyen 06/16	2016	taux d'évol. annuel moyen 06/21	2021	taux d'évol. annuel moyen 06/26	2026
Population totale	367	1,99%	405	405	1,99%	447	1,99%	493	2%	545

Soit +178 habitants d'ici 2026 pour un nombre moyen de 2,5 personnes par ménage. Ce taux de croissance de la population nécessite la création de 72 logements (3,6 logements par an) dont 40 possibles dans la trame actuellement constituée de la commune et l'ouverture à l'urbanisation envisagée de 1,2 ha (12 logements) et d'un potentiel à long terme après modification du PLU d'une zone de 2,8 ha (20 logements). Ce scénario prend en compte une partie de l'aléa lié à la rétention foncière des terrains situés dans la trame urbaine déjà constituée, identifiés en dent creuse ainsi que dans la modification du bâti existant (changement d'usage ou division) par la création de deux zones potentiellement à urbaniser, l'une à long terme, l'autre à court et moyen terme.

Il est le plus apte à permettre à la commune de maîtriser pleinement son urbanisation au regard de la demande et de l'offre en logements sur le village.

L'hypothèse retenue se base sur ce dernier scénario soit 545 habitants en 2026, ce qui correspond à l'accueil de 72 nouveaux ménages, soit environ 3,6 ménages tous les ans jusqu'en 2026. Elle tient compte du potentiel de transformation du bâti déjà constitué (remplacement d'une personne seule ou en couple par une famille, par la transformation de résidences secondaires en principales, ou la création de logements locatifs dans d'anciennes bâtisses) (40 logements ramenés à une vingtaine de logements au moment de l'approbation du PLU au regard des nouvelles constructions aujourd'hui réalisées sur le village). Ce seul potentiel est en mesure d'assurer plus de la moitié des besoins en logements, ce qui s'inscrit dans une logique de développement durable en réduisant d'autant la consommation d'espaces aujourd'hui non urbanisés. En outre, la demande en logements sur le département reste forte et Amy est disposé à contribuer à l'accueil de nouveaux habitants qui permettront d'éviter un vieillissement trop rapide de sa population, tout en préservant les caractéristiques villageoises. Ce scénario est assez volontariste mais repose sur la confirmation du développement des communes entre Compiègne, Noyon et Roye au regard de leur potentiel économique et du projet de plate forme multimodale lié au canal à grand gabarit Seine/nord Europe. Amy dispose en outre une structure économique locale dynamique, un commerce de proximité et des équipements et services en mesure de se développer, augmentant donc l'attrait de la commune pour des ménages à la recherche d'une implantation résidentielle dans le secteur. Ce scénario intègre également les projets de construction engagés (10 à ce jour sur la commune : permis récemment autorisés).

Scénario retenu : Atteindre un rythme de croissance maîtrisé en mesure de satisfaire une partie des besoins en logements exprimés sur le secteur (taux de variation annuel moyen de 2%)

	1999	taux d'évol. annuel moyen 99/06	2006	2006	taux d'évol. annuel moyen 06/16	2016	taux d'évol. annuel moyen 06/21	2021	taux d'évol. annuel moyen 06/26	2026
Population totale	345	0,89%	367	367	2%	447	2%	493	2%	545

Selon cette hypothèse, de **2006 à 2021, le nombre d'habitants en plus est estimé à 126** pour la population totale, **soit environ un peu plus de 6 habitants supplémentaires par an en moyenne, ce qui se traduit par un peu plus de deux nouveaux ménage** par an avec un nombre moyen de personnes par ménage estimé à 2,5. Le solde naturel sur la commune devrait rester positif avec l'arrivée de couples en âge d'avoir des enfants. L'effort à porter repose donc sur le retour d'un apport migratoire qui a stagné sur ces dernières années. L'ouverture progressive à l'urbanisation, sur les 15 - 20 ans à venir, de nouveaux terrains devraient permettre de maintenir un solde migratoire positif.

2.1.2 Les besoins en logements

Suivant le nombre de nouveaux ménages estimés par le scénario de croissance retenue et un nombre de 2,5 personnes par foyer sur la commune, les **besoins théoriques en nouveaux logements sont estimés à 72 logements supplémentaires d'ici 2026 y compris la part issue du desserrement des ménages**. Le nombre moyen d'habitants par ménage diminue depuis 1982 passant de près de 3 à 2,6 en 2006.

Toutefois, cette diminution devrait se stabiliser à l'horizon 2026 au regard des possibilités de renouvellement des occupants des logements existants (une partie significative des logements occupés par 1 ou 2 personnes aujourd'hui, suite à leur vente, pourrait être occupée par 2 personnes ou plus. Aussi, il est possible de miser sur un nombre moyen d'occupants de 2,5 d'ici 2026). Outre le potentiel de 40 logements (ramenés à une vingtaine fin 2011) dans la trame bâtie existante, il reste donc 32 logements à créer sur la commune. Le scénario de croissance ajusté à début 2012, conduit donc à un apport possible de 80 à 90 habitants, soit un taux de variation annuel moyen ramené à 1,25%.

La densité moyenne observée sur le village est estimée à près de 8 logements à l'hectare comptant les espaces verts, les équipements d'accompagnement aux habitations des quartiers et les voiries. Dans cette hypothèse, le besoin foncier est donc d'environ 4 ha à urbaniser sur la base de 8 logements à l'hectare en moyenne. Le premier site proposé se trouve à l'est du village, avec une desserte possible à partir de la rue du Bois. Il est inscrit en zone 1AUh du P.L.U. sur un peu plus d'1ha en intégrant les espaces de circulations et les transitions paysagères.

Est ajoutée une réserve foncière à long terme ouvrable à l'urbanisation uniquement après modification du document d'urbanisme. Il s'agit de la poche sur la frange nord du secteur aggloméré actuel (2,8 ha), inscrite en zone 2AUh. Cette poche peut être ouverte avant 2021 ou 2026, dans l'hypothèse de blocages fonciers constatés pouvant remettre en cause la mise en œuvre du projet (en particulier sur les terrains inscrits en zone 1AUh), ou encore du fait d'un faible rythme de transformation des résidences secondaires ou logements vacants en résidences principales et des grandes bâtisses en logements. Il convient de préciser que cette poche nord de 2,8 ha est aussi vouée à accueillir des équipements publics.

Ces deux secteurs permettent de répondre aux besoins fonciers induits par les objectifs démographiques en proposant également une piste de réflexion sur le développement à plus long terme (après 2021) de la commune et en cherchant à optimiser les conditions de déplacements dans le village (voir 2.2 Approche qualitative).

2.1.3 Les réseaux divers et la défense incendie

Les capacités actuelles du réseau d'eau potable et du réseau d'électricité permettent d'assurer la consommation des futurs habitants. Des renforcements ponctuels du réseau électrique sont à prévoir. Ce sera le cas pour les nouvelles constructions en zone urbaine au-delà de 5 en entrée de village ouest le long de la rue Fertile. Le secteur à urbaniser en entrée Est nécessite le renforcement du poste église sur lequel il peut se greffer par extension des réseaux de la rue du Bois. Le raccordement envisagé au réseau d'eau potable du syndicat de Guerbigny permettra de résoudre les problèmes ponctuels de potabilité de l'eau du syndicat d'Amy répondant en cela aux besoins des administrés.

La commune n'est pas dotée d'un réseau d'assainissement collectif. À la suite de son étude de zonage d'assainissement, elle a confirmé ce choix et le SPANC procède à la vérification de conformité des installations existantes et à venir. Toutefois, en 2011, la commune a lancé des études complémentaires pour réaliser un assainissement collectif. Suivant les conclusions de ces études, la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif et d'une station de traitement des eaux usées pourrait être envisagée sur la commune, dans les années à venir.

Le réseau de défense incendie est insuffisant rue du Poirier et à l'est du chemin du Tour de Ville. La récente création d'une réserve au nord du village permet de protéger la partie ouest du Chemin du Tour de Ville. Les secteurs à urbaniser à court et moyen terme ou long terme sont défendus.

2.1.4 Les besoins et projets en équipements

Le développement de la commune devrait surtout lui permettre d'éviter à terme une baisse des effectifs scolaires engendrant un risque de fermeture de classes et une sous-occupation des équipements existants. L'accueil de nouveaux arrivants permettra également d'optimiser la mise en place et la gestion de services liés au scolaire, venant habituellement répondre aux demandes des parents et aux besoins des nouveaux arrivants. Les ménages à la recherche d'un logement s'installent plus facilement dans les communes dotées de telles structures scolaires. Il s'agit pour la commune d'Amy, de mener ces réflexions dans le contexte intercommunal pour envisager des solutions adaptées.

A l'échelle du regroupement pédagogique intercommunal, Amy ayant une position centrale, elle serait en mesure d'accueillir une structure scolaire plus importante dans l'éventualité de la mise en place d'un regroupement pédagogique concentré. Il s'agit aussi, en complémentarité, de maintenir sur la commune un site de sports et de loisirs évolutif et facilement accessible, en limitant les nuisances pour les secteurs habités environnants. Le site retenu à cette fin est constitué des parcelles B2 236, 237, 238, situées à l'arrière de l'espace de jeux actuel et de l'espace place publique/ mairie/ école/ salle polyvalente. Il est ainsi inscrit en secteur UAp, à destination d'équipements et d'espace publics, au plan de découpage en zone. Il pourrait recevoir des activités de plein air, mais aussi une nouvelle salle multifonctions dans l'hypothèse d'un remplacement de l'équipement existant pour mise aux normes et réduction de la gêne sur le voisinage habité.

Cette réalisation s'inscrit également dans la confortation de la centralité forte dominante du village d'Amy. La seconde polarité constituée de l'église consiste en l'aménagement qualitatif et fonctionnel de l'intersection entre la rue de l'Eglise, la Grande rue et la rue du Bois.

A l'échelle des tissus déjà urbanisés ou à urbaniser, il convient de laisser la possibilité aux équipements existants de fonctionner et d'autoriser la création de nouveaux équipements (établissements de soins et de santé, équipements culturels, équipements touristiques de type gîte, etc.). C'est pourquoi, la réglementation d'urbanisme est rédigée de telle sorte qu'il soit possible de réaliser ces équipements en zone U ou AU du PLU dans la mesure où ils répondent aux besoins des habitants de la commune et n'engendrent pas de gênes pour le voisinage. Afin de mieux localiser au centre du village qui s'étend sur plus de 1,5 km d'est en ouest, ces équipements et sur des terrains majoritairement communaux, un secteur UAp, urbaine spécifiquement destinée aux équipements et espaces publics a été mise en place.

2.1.5 Les besoins et projets pour les activités économiques

A l'échelle de la Communauté de Communes, Amy n'est, en raison de sa petite taille et du manque de services et activités commerciales, pas une commune à vocation économique. Toutefois, la présence d'une activité dans le domaine de la métallurgie de dimension non négligeable et de nombreuses activités artisanales dans la trame urbaine du village, en font une commune dynamique en termes d'activités économiques. Sa proximité de la ville de Roye (6 km) comprenant des commerces et services et de Lassigny, chef-lieu de canton relativement équipé ainsi que des grands axes (D934 Noyon – Amiens, D1017 Lille – Paris et A1 Lille - Paris) participe à son attractivité économique.

La **vocation économique d'Amy** est donc confirmée comme pôle accessoire à l'échelle de la communauté de commune et une petite zone permettant le développement des activités existantes et d'accueillir de nouvelles activités adaptées à l'échelle du village est créée (zone UE) ainsi qu'un potentiel de développement raisonnable (50%) de cette dernière à court et moyen terme (zone 1AUe).

La création de cette zone permet de favoriser l'implantation ou le développement d'activités moins compatibles avec l'habitat que peuvent l'être les activités actuellement présentes au sein de la trame urbaine. A cet effet, une zone tampon de jardins à préserver ou de plantations à créer est inscrite au plan de zonage.

Les autres zones restent donc plus limitées à des activités de proximité, du **domaine artisanal ou de services** ainsi que du secteur agricole. D'ailleurs, quelques activités artisanales sont situées actuellement dans le village et l'arrivée de nouveaux arrivants va augmenter le nombre d'actifs. Aussi, convient-il de ne pas entraver ni le développement, ni la création de nouvelles activités artisanales, commerciales, de services et agricoles qui participent à la diversité des fonctions urbaines au sein du village. La réglementation d'urbanisme est à adapter pour permettre la mixité urbaine.

De plus, le développement démographique de la commune pourra susciter de nouveaux besoins en commerces ou services de proximité. Là aussi, il faut l'encourager d'autant que le commerce et les services participeront pleinement au renforcement de l'attractivité de la commune dès lors qu'elles restent compatibles avec l'environnement habité et que les conditions d'accès et de stationnement sont garantis.

S'inscrivant dans un milieu rural à l'identité préservée, il convient pour la commune d'Amy de tenir compte **des besoins du milieu agricole** (accès aux terres, extension des bâtiments, etc.) dans le projet communal tout en préconisant le maintien d'une agriculture performante et respectueuse des paysages. En conséquence, et à la suite d'échanges avec les exploitants, il est proposé de laisser en zone agricole (A) du P.L.U., les bâtiments construits en matériaux durs (brique) et légers d'activité situés sur l'arrière des fermes en lien avec les terres cultivées et en zone urbaine (UA) les bâtiments durs souvent implantés à l'alignement de la voie ou sous forme de corps de ferme sur une épaisseur d'environ 30 mètres depuis la rue. Les bâtiments les plus anciens présentent un réel intérêt architectural et participent pleinement à la configuration de la trame urbaine du village inscrits en zone A sont identifiés au plan de zonage de manière à permettre un changement de leur destination à d'autres fins qu'agricoles, dès lors que le propriétaire-exploitant juge qu'ils ne sont plus utiles au fonctionnement de l'exploitation agricole.

Amy est concerné par un **projet d'implantation d'éoliennes** qu'il conviendrait d'implanter dans la continuité des éoliennes des communes voisines de Roye et de Beuvraignes ponctuant le large plateau agricole de part et d'autre de la RD142/ RD221. La pointe nord-ouest du territoire communal, aujourd'hui en terres de cultures, fait donc l'objet d'un classement spécifique au plan de zonage permettant la construction d'éoliennes (Ae).

2.2 LES OBJECTIFS QUALITATIFS

L'approche quantitative précédente est à confronter aux considérations et aux exigences qualitatives de l'aménagement et du développement de la commune au sein de l'intercommunalité. Ceci concerne l'ensemble du territoire communal : les tissus bâtis existants, les secteurs à urbaniser et les milieux naturels.

Cette double perspective qui constitue le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) a permis de déterminer le plan de découpage en zones, le règlement et les annexes du dossier PLU.

2.2.1 A l'échelle du territoire communal

(voir pièce 2 (le P.A.D.D.) planche de la traduction spatiale des orientations d'aménagement proposées).

Le territoire communal d'Amy s'inscrit à la jonction de 2 grandes entités paysagères : l'espace agricole de champs ouverts du plateau du Santerre, la vallée de l'Avre accompagnée de ses boisements et les prémices des monts du noyonnais. **Le projet d'aménagement et le développement durable** proposé vise à gérer les contraintes liées au site tout en valorisant la qualité des paysages. Chacune de ces deux entités fait l'objet de dispositions qui lui sont propres, en tenant compte de leur situation à l'échelle intercommunale.

- Le **plateau** qui occupe la moitié nord du territoire communal, jusqu'au bras de l'Avre accompagné de ses boisements au lieu-dit la flaque à Brebis et compte le secteur aggloméré, **est spécifiquement occupé par l'activité agricole**.

Il s'agit ici de fines parcelles en lamelle et de quelques grandes pièces, pour la plupart remembrées, utilisées pour la grande culture (céréales, betteraves, etc.). De manière à **assurer le bon fonctionnement des exploitations agricoles** qui participent à la richesse économique de la commune, **il est délimité une zone agricole** où les seules nouvelles constructions admises sont celles liées ou nécessaires à l'exploitation agricole, et celles permettant le fonctionnement des équipements d'infrastructure. La zone agricole s'étend sur les grandes parcelles planes situées entre le bras de l'Avre et les boisements au sud du territoire au niveau de la ferme Sébasopol et de l'Avre qui prend sa source dans le Bois de Crapeaumesnil sur le territoire de la commune d'Amy.

Le maintien d'une agriculture performante et respectueuse des paysages est préconisé.

En effet, sur cette partie du territoire, le relief est très peu marqué et les espaces plantés peu nombreux, ce qui offre donc un paysage très ouvert et peu diversifié. Toute construction en entrée ou en frange de village est donc particulièrement visible depuis le plateau agricole. On compte trois écarts, la ferme Sébastopol habitée et l'écart Capron à l'abandon au centre du territoire communal puis la ferme d'Haussu au sud-ouest. Les écarts au centre sont difficilement accessibles via des chemins communaux partiellement goudronnés. La ferme d'Haussu qui exerce en plus de l'activité agricole biologique, la commercialisation de ses produits, est accessible depuis la commune voisine de Fresnières.

La recherche d'une bonne intégration au site est donc demandée pour toute nouvelle construction. L'insertion paysagère des nouveaux bâtiments liés et nécessaires à l'activité agricole qui pourront être construits devra être particulièrement soignée.

- La **vallée de l'Avre** accompagnée de boisements reliant le bois de Crapeaumesnil au bois d'Avricourt présente un paysage semi-fermé d'intérêt paysager. L'ensemble des boisements et pâtures accompagnant la rivière au centre sud du territoire communal figure en ZNIEFF de type 1 « Massif forestier d'Avricourt / Régat et Montagne Lagny » et compte des corridors écologique potentiels. Ces boisements tiennent rôle environnemental important. Ces milieux, bien préservés de toutes formes d'aménagement ou d'urbanisation susceptibles de modifier sensiblement leurs équilibres naturels, abritent des espèces faunistiques et floristiques rares à protéger. Ce secteur est classé en zone N de manière à ce qu'en dehors des espaces déjà construits, toute nouvelle urbanisation ne sera pas admise à l'exception des abris pour animaux, sous réserve d'une atteinte limitée au paysage de la vallée. En effet, un développement de l'urbanisation vers le fond de vallée humide pourrait venir perturber le bon équilibre de ce milieu naturel : trop forte imperméabilisation des sols, réduction des exutoires naturels des eaux de ruissellement, modification sensible du paysage de prairies, etc. Cette forme de développement est restée jusqu'alors limitée en raison du caractère humide, boisé et difficile d'accès des terrains situés en contrebas du bourg d'Amy.

Les terrains sont donc, dans leur totalité, inscrits en zone N (naturelle) du P.L.U. Dans cet espace, les boisements ne sont pas inscrits en espaces boisés classés afin de permettre le retour à une occupation en espace ouvert après coupe et abattage. Ils sont protégés par une inscription en éléments de paysage à préserver compte tenu de leur rôle contre l'érosion des sols et le ralentissement des phénomènes de ruissellement des eaux du plateau agricole vers la rivière ainsi que dans leur rôle de passage de la faune entre le bois de Crapeaumesnil et le bois d'Avricourt.

- **L'organisation spatiale des parties urbanisées** tient compte du caractère linéaire de la trame bâtie le long de la RD154 et de la RD160 et de l'excentralité de l'église sur l'espace public plus central constitué de la place de la mairie, de l'école et de la salle polyvalente.

Le village s'est développé sur le plateau soumis à des risques de remontée de nappe et de coulée de boue. Un fossé au sud du secteur urbanisé permet de recueillir les eaux de ruissellement provenant du plateau agricole et du secteur bâti. A cet endroit précis, la nappe est sub-affleurante. Le manque d'accessibilité et le caractère humide des abords de l'Avre n'a pas favorisé le développement urbain au centre du territoire. En effet, cette zone fait déjà état d'une inscription en ZNIEFF pour sa sensibilité écologique et la frange urbaine est aujourd'hui clairement identifiée au nord de la commune. Au sud, la transition paysagère du bâti vers les champs, ainsi que le maintien de bonnes conditions d'exploitations agricoles sont à prendre en compte.

Le développement de l'urbanisation le long des RD 154 et RD160 n'est pas souhaitable car cela empiéterait sur les terres de cultures à fort rendement et poserait le problème de la gestion de la traversée du village par ces voies à la configuration routière et de transit plus qu'urbaine. Ce choix irait aussi dans le sens de l'allongement des distances par rapport aux équipements du centre pour les habitants de ces nouveaux secteurs alors qu'un renforcement du développement urbain autour du centre peut conforter les équipements et services et renforcer la centralité des lieux.

Si bien qu'aujourd'hui, la forme urbaine du bourg est relativement étirée sur le plateau, le long des départementales sous forme de « village rue » et les constructions plus récentes vers Avricourt sont venues confirmer cet étirement. Les objectifs du P.L.U. visent à **préserver cette perception globale d'Amy**. Une attention particulière est portée aux entrées du village. L'extension de l'urbanisation y est limitée, mais cherchera à optimiser les conditions de circulation dans le secteur aggloméré par un maillage des voies.

En raison de l'intérêt patrimonial des constructions anciennes l'inscription des nouvelles opérations d'urbanisation sur le territoire communal doit être réalisée avec un effort paysager certain et un choix de matériaux adapté.

C'est pourquoi également, les murs et murets sur rue de qualité participant à l'ambiance minérale du village, les éléments bâtis remarquables comme les pigeonniers font l'objet d'une protection au titre de l'article L.123-1-7 du code de l'urbanisme. Il en est de même des boisements en frange en entrée ou en cœur de village qui contribuent à la préservation de la perception de la commune et font donc l'objet d'une protection au titre des terrains cultivés en zone urbaine ou d'éléments du paysage à préserver. Ils sont à compléter notamment en cas d'aménagement des zones à urbaniser par l'inscription d'espaces boisés à créer.

• **La prise en compte des sensibilités à l'intérieur des unités paysagères est un autre objectif qualitatif retenu.** En effet, le territoire se caractérise par la diversité de ses composantes paysagères. L'évolution de chacune des unités identifiées ne doit pas s'accompagner d'une banalisation du paysage, entrant en contradiction avec le cadre naturel de la commune qui participe pleinement à son attractivité, et avec les mesures environnementales retenues à l'échelle nationale.

Les boisements qui occupent le fond de vallée plat et humide de l'Avre sont protégés pour maintenir cette lecture globale du grand paysage. Ils s'inscrivent dans le grand paysage de zone boisée associée à la rivière qui traverse le plateau et marque sa limite sud. De plus, ils jouent un rôle sur la régulation des eaux de ruissellement arrivant du plateau pour rejoindre la vallée principale ou les vallons secondaires provenant des secteurs urbanisés. Ils sont inscrits en ZNIEFF et accueillent des corridors écologiques potentiels pour la grande faune, l'avifaune et les batraciens. C'est pourquoi ils sont inscrits en zone naturelle ainsi qu'en éléments de paysages à préserver au titre de l'article L.123-1-7 du code de l'urbanisme. En outre, font également l'objet d'un classement en zone naturelle, les terrains concernés par les périmètres de protection du point de captage d'eau potable bénéficiant d'une DUP, dans un souci de préservation de la qualité de cette ressource.

• Dans un **souci de prévention** quant à l'utilisation et l'occupation des sols possibles, **les secteurs concernés par des risques de remontée de nappe ou de coulée de boue** ont été identifiés. L'aléa très fort de remontée de nappe concerne l'ensemble du territoire communal y compris le secteur aggloméré du village. Les zones urbaines (UA et 1AU) prennent en compte cet aléa en interdisant les sous-sol et en positionnant le plancher bas des constructions principales à usage d'habitation ou vouées à recevoir des personnes à au moins 0,40 mètres du terrain naturel avant travaux. Les secteurs de l'Avre, de la flaque à Brebis et du fossé au sud du secteur bâti classé en zone naturelle ou agricole sont concernés par un aléa plus important de nappe de sub-affleurante. Il s'agit essentiellement des terrains situés au débouché de talwegs ou de fossés venant des parties plus hautes du plateau et s'écoulant vers les points bas, situés au sud, traversant le secteur aggloméré. C'est pourquoi, les orientations du projet communal limitent les possibilités d'urbanisation nouvelle sur ces zones (sud du secteur bâti et sud du cimetière) et font l'objet de classement zone agricole (Zone A). La zone urbaine englobe les terrains déjà construits et l'autre partie de la voie lorsqu'une des deux parties de la rue est déjà urbanisée. C'est le cas de la rue Fertile et de la rue du Bois. Quelques fonds de jardin des propriétés en entrée de village ou en limite de zone sont en trame-jardin à conserver en zone urbaine, afin d'éviter la réalisation de nouvelles constructions en frange de la zone UE qui pourraient en subir les nuisances et sur des terrains en limite d'urbanisation qui participent en l'état à caractériser l'aspect rural du village d'Amy.

• Le territoire communal **dispose de plusieurs chemins ruraux et d'exploitation** Ils permettent pour la plupart d'accéder aux bois et remises et de les relier entre eux. L'orée du Bois de Crapeaumesnil est ceinturée et tangentée du nord-ouest au sud-est de chemins. Plusieurs chemins soulignent les limites du territoire communal et confortent les accès aux fermes isolées. D'autres constituent la continuité des voies communales les reliant ainsi entre elles à plus large échelle. Les chemins rectilignes du plateau agricole au nord et au sud du secteur aggloméré ont été aménagés en pistes pour les aéronefs lors des Guerres Mondiales. A partir du chemin de tour de village au nord qu'il convient de préserver, il serait intéressant de redéployer un circuit pédestre permettant de se promener autour de la trame urbanisée via des chemins. Le bouclage est à retrouver au sud.

Ces cheminements **constituent autant de lieux de promenade à mettre en valeur** à l'échelle communale et à l'échelle intercommunale pour contribuer à accentuer la qualité du cadre de vie.

Les orientations du P.A.D.D. visent à optimiser l'accès à ces chemins depuis les différentes parties du village par le maintien ou la création de cheminements piétonniers. Cela implique ensuite l'entretien des chemins et la réalisation d'aménagements spécifiques de voirie sur les axes les plus fréquentés. Vers l'espace agricole, les chemins sont également empruntés pour se rendre sur les lieux cultivés, les aménagements qui pourront être entrepris ne devront pas limiter l'accès aux engins nécessaires à l'activité agricole.

2.2.2 A l'échelle du secteur aggloméré

- Le scénario d'extension de l'urbanisation

- **L'objectif principal est d'autoriser un développement maîtrisé du village améliorant son fonctionnement tout en tenant compte des sensibilités du milieu naturel dans lequel il s'inscrit.** Ces dernières années, l'urbanisation s'est fait au gré des opportunités foncières par remplissage des terrains libres de construction situés en zones urbaines et directement desservie par les voies qui traversent le secteur aggloméré. Plus récemment, est observée une densification par construction en drapeau résultant du découpage en deux parcelles l'une derrière l'autre d'un terrain venant en profondeur par rapport à la voie. Cette forme urbaine vient en rupture avec la trame bâtie villageoise.

Au regard de l'organisation du village le long de la RD160 et RD154 et de sa situation de plateau, **différentes possibilités d'ouverture à l'urbanisation autour d'Amy ont été mises en évidence.** Plusieurs scénarios ont été étudiés avec pour chacun d'eux des incidences plus ou moins fortes sur l'environnement ou sur le fonctionnement du village.

Aussi, le scénario visant à ouvrir à l'urbanisation la continuité de la rue du Poirier, a mis en évidence une insuffisance des réseaux et une distance importante des lieux attractifs de la commune incitant un recours à l'automobile pour y accéder. En outre, ce scénario a des incidences importantes sur le paysage des entrées de village ouest et sur le bon fonctionnement de l'activité agricole toute proche en créant une poche urbaine empiétant sur l'espace voué à la grande culture avec une emprise bâtie qui serait longiligne le long des voies, réduisant l'accès aux cultures. Enfin, ce scénario ne permet pas une véritable intégration dans la trame urbaine existante même s'il peut donner une certaine épaisseur au village.

A été évoquée, l'hypothèse d'un développement du village sur sa frange nord, sous forme de trois secteurs urbanisables à court, moyen et long terme. Ces secteurs totalisent plus de 6 ha à urbaniser ce qui représente une surface trop importante par rapport au souhait de croissance de la population. Est donc retenu à long terme (2AUh) le secteur central qui peut être directement relié à la place publique et aux réseaux de la Grande Rue, à proximité immédiate de la polarité majeure. Il s'agit d'un secteur évolutif à long terme redonnant de l'épaisseur au village tout en respectant la limite de la trame urbaine marquée par le chemin du tour de ville. L'impact paysager reste important depuis l'entrée de village nord en venant de Verpillères. L'ouverture à l'urbanisation de ce secteur pourra être soumise au traitement paysager de sa frange nord.

Un secteur plus à l'est, de l'autre côté de la rue de l'Eglise, dans la continuité des trois secteurs précédemment évoqués a été envisagé. Il nécessitait l'aménagement en voie de desserte du chemin du tour de ville, ce qui au regard de la volonté de préserver ce circuit piétonnier et du potentiel futur d'ouverture à l'urbanisation (constructions de part et d'autre de la future voie sur des terrains à fort potentiel agronomique en frange de village) ne correspondait pas aux choix communaux. Ce secteur se trouve dans la perspective de l'église depuis l'entrée de village nord/est en venant de Verpillères. La frange est n'est actuellement pas défendue contre l'incendie.

Un développement limité de l'urbanisation donnant de l'épaisseur à la trame urbaine au sud de la polarité de l'église est envisagé. Il nécessite un traitement paysager en frange est préservant l'entrée de village depuis Avricourt qui est inscrit dans une orientation particulière d'aménagement du secteur (pièce 3 du dossier de PLU).

La défense contre l'incendie est assurée par la réserve située à l'angle de la Grande Rue et de la rue du Bois. Un renforcement du poste électrique de l'église est nécessaire.

C'est pourquoi les **sites finalement retenus s'inscrivent pleinement dans la poursuite du remplissage du périmètre actuellement urbanisé** du village. En effet, ils viennent combler les poches résiduelles, le long ou à proximité de voies existantes. Ils ont, en outre, l'avantage de participer pleinement à l'organisation du village et d'étoffer le maillage des voies de communication du bourg. Ils limitent la consommation d'espaces agricoles à fort potentiel économique.

Ainsi, le **secteur 1AUh de 1,2 ha** englobe les terrains occupés par des terres cultivées et jardins à l'extrême est du secteur bâti communal. Ce secteur se trouve alors à proximité immédiate de la polarité de l'église et de la boulangerie. Le pôle principal d'équipements (école, Mairie, salle, terrain de sport) peut facilement être rejoint par les futurs habitants du secteur. Il sera envisagé une (ou plusieurs) opération d'aménagement avec schéma d'ensemble : lots libres de construction ou encore quelques logements en habitat groupé en accession et/ou location plutôt destinés à de jeunes ménages. D'ailleurs, pour satisfaire l'orientation du projet communal visant à la diversité de l'offre en logements sur le village, les dispositions réglementaires et l'orientation particulière d'aménagement relatif à ce secteur 1AUh prévoient qu'au moins 20% du programme de logements réalisé par chaque opération sera affecté à du logement locatif aidé. Dans cette zone, sont aussi autorisées des constructions à usage d'équipements, services et bureaux qui viennent en complément de l'habitat dès lors qu'ils n'engendrent pas de nuisances ou dangers éventuels.



Vue générale du secteur 1AUh en entrée de village est.

Le lien avec le reste du village sera mis en évidence à partir d'une voie et au moins un cheminement piéton, traversant ce nouveau quartier pour rejoindre la rue du Bois et la Grande Rue. Ce principe de desserte est inscrit dans l'orientation particulière d'aménagement du secteur.

Les réseaux eau et électricité pourront être piqués depuis la rue du Bois. Un accès piéton et / ou un sens unique de circulation sera à envisager vers la Grande Rue. Ce sens unique permet de gérer le lien avec la Grande Rue, réduisant d'autant les risques en termes de sécurité routière, liés à la multiplication des accès sur cet axe principal. En même temps, cela contribuera à ralentir la vitesse des véhicules traversant le village.

L'aménagement de ce secteur devra tenir compte sur sa frange est en entrée de village. La création d'une bande végétalisée, côté champs, permettra d'insérer efficacement les réalisations dans le paysage et d'assurer une continuité verte le long du village. Au plan de zonage, cette recommandation est inscrite au titre d'espace planté à créer.

Constituant la poche la moins étendue en superficie choisie, il a semblé préférable de l'inscrire en zone immédiatement aménageable dès l'entrée en vigueur du P.L.U. étant donné les enjeux de circulation, de création d'une voie d'accès et des réseaux nécessaires aux nouvelles constructions, soumise cependant à la réalisation d'opérations comptant au moins 5 constructions pour un aménagement plus cohérent dans son organisation et sa densité du bâti.

L'urbanisation d'un second secteur de 2,3 ha est prévue à plus long terme afin de respecter l'échelonnement de l'apport de population quantifié sur le village à l'horizon 2026 et au regard du rythme de remplissage des terrains encore libres dans la zone urbaine.

Les **orientations du projet communal visent à prendre en compte** les besoins induits par ces aménagements à long terme. C'est pourquoi un secteur comprenant actuellement la centralité du village et voué à l'aménagement d'équipements publics UAp dans son prolongement est inscrit dans la continuité des terrains de sports existants. Cet emplacement est judicieux car il est desservi par un chemin piéton et un emplacement réservé depuis la rue des Vaches permet de prévoir à l'avenir un véritable accès voiture. De plus cet espace actuellement relativement éloigné des constructions à usage d'habitation permet de préserver ces dernières des nuisances sonores possibles résultant de tels aménagements.

Une zone à urbaniser à destination d'activités économiques 1AUe de 1,5 ha est inscrite dans le prolongement du secteur accueillant l'entreprise de chaudronnerie et métallurgie de précision et son projet d'agrandissement en cours de réalisation. Cette zone prend en compte les éventuels besoins futurs d'agrandissement de l'entreprise d'Amy à l'horizon 2026, mais aussi le potentiel d'accueil de nouvelles activités sur la commune ou de relocalisation d'activités existantes. Ce zonage vise à créer un secteur adapté aux activités relativement éloigné des habitations afin de limiter au maximum les nuisances sur les secteurs habités. A ce titre et dans un souci de qualité du traitement paysager des franges du bâti de la commune d'Amy, ce secteur compte au plan de zonage, sur ses parties ouest, nord et est, des espaces plantés à créer. A l'ouest ces derniers permettront de traiter la frange du village le long du chemin du tour de ville. A l'est et au nord, ils ont pour fonction de créer une zone tampon avec les secteurs habités.

• La circulation, le fonctionnement urbain et les liaisons douces

Les **secteurs d'urbanisation de la commune ont été retenus en tenant compte des conditions de circulation et des conséquences sur le fonctionnement urbain** de la commune. Précédemment a été précisé pour chacun des sites retenus, comment ils participeront à optimiser le fonctionnement du bourg.

La centralité principale d'Amy est très marquée au centre géographique du village et des départementales RD154 et RD160. Il s'agit du principal lieu fréquenté avec la présence des équipements publics (école, mairie, salle polyvalente, terrain de sport) dont l'attrait pourrait être conforté et l'accessibilité facilitée pour les habitants de la commune et les nouveaux arrivants. Ces aménagements pourraient être réalisés dans le cadre de l'urbanisation à destination d'équipements publics du secteur UAp, mais aussi de l'ouverture du secteur 1AUh et 2AUh, pour le second directement connecté au centre du village par la voie à aménager débouchant sur la Grande Rue à proximité de la mairie-école.

Le secteur 1AUe bénéficie lui aussi d'un accès rapide au centre du village via le chemin du Tour de Ville et la ruelle du Jeu d'Arc.

L'aménagement des zones 1AUh, 1AUe et 2AUh sera conçu pour optimiser les conditions de circulation renforçant le centre du village. En effet, aujourd'hui tout accès dans le bourg se réalise par les RD154 et RD160, au stationnement difficile et comportant des carrefours dangereux (Grande Rue/ rue des Vaches/ rue Verte et Grande Rue/ rue de l'Eglise/ rue du Bois) aux multiples destinations et à la visibilité restreinte. La zone 1AUh donne de l'épaisseur au village sans en dénaturer l'aspect extérieur, par le biais d'une voie à créer, comprenant un accès à sens unique vers la Grande Rue et à la fin de laquelle le demi-tour est possible. Ces orientations constituent la pièce 3 du dossier PLU. La zone 2AUh envisage une maille parallèle à la rue Verte reliée à cette dernière, mais aussi à la Grande Rue au niveau du pôle d'équipements (mairie/ école/ salle multifonctions).



Vue de la zone 2AU depuis la rue Verte



Accès vers la zone 2AU envisageable, intersection du centre bourg à aménager

Le secteur UAp ainsi que les emplacements réservés n°1 et n°2 donnent les moyens à la commune d'aménager le carrefour du centre bourg afin de le sécuriser tout en valorisant l'espace central. L'emplacement réservé n°1 constitue aussi la desserte de la zone 2AUh à urbaniser à long terme afin de la lier directement à l'espace central, positionnant les nouveaux habitants au cœur du lieu de vie principal communal. L'aménagement de la zone 2AU sera conçu pour optimiser les conditions de circulation autour du croisement dangereux. En effet, le croisement des véhicules sur la zone n'est pas optimal.

La zone 1AUe, de 1,5 ha est desservie par le chemin du Tour de Ville, directement accessible depuis l'entrée de village ouest en venant de Roye, ce qui évite les perturbations liées à la circulation des poids lourds sur le principal axe de la commune. Le secteur d'activité bénéficie d'un accès qui lui est propre de manière à éviter les perturbations sur le réseau communal et les conflits d'usage. Afin de préserver au maximum les circulations douces, le chemin peut être dévié au nord de manière à ce qu'il continue de marquer la limite de l'urbanisation de la commune.

Le **territoire communal** d'Amy **compte différents chemins dont le maillage mérite d'être optimisé** pour organiser de véritables circuits de promenade des parties habitées vers les secteurs naturels, et des parties habitées entre elles.

Le projet communal vise à assurer un maillage des cheminements depuis le secteur aggloméré du village vers les boisements et cours d'eau sud mais aussi sur le plateau notamment via la valorisation du chemin du Tour de Ville ceinturant la frange nord du bourg. Cet aménagement pourrait être prolongé sur la frange sud du village en utilisant les abords non cultivés du fossé de rétention des eaux pluviales et les chemins existants.

Le **maillage des cheminements entre également dans le cadre de la valorisation touristique** d'Amy à l'échelle du Pays des Sources. Le projet communal prévoit de compléter et de valoriser son maillage en lien avec l'histoire du village associé aux Guerres Mondiales.

2.2.3 Le découpage et la forme urbaine

- Le diagnostic du tissu urbain a permis de relever les **différentes morphologies urbaines de la partie agglomérée de la commune**.

Il s'avère que les **différents types de construction** (à l'alignement, en retrait de l'alignement, en brique, en matériaux enduits, etc.) **sont largement imbriqués** les uns dans les autres, ce qui se traduit réglementairement par la délimitation d'une seule zone urbaine pour l'ensemble du village (zone UA) en ce qui concerne les parties déjà urbanisées et équipées.

Cette zone a donc une vocation mixte puisqu'elle regroupe aussi bien les habitations, les équipements publics, et les activités économiques. Les règles d'urbanisme définies par le PLU permettent de respecter l'architecture locale et les formes urbaines existantes (implantation, matériaux, forme, hauteur, clôtures, etc.). Un renvoi est fait au cahier de recommandations architecturales, urbaines et paysagères, élaboré par le Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement (C.A.U.E.) de l'Oise pour le compte de la Communauté de Communes du Pays des Sources. C'est pourquoi, dans une optique de mise en valeur et de préservation des éléments remarquables du village d'Amy, les murs et murets en brique, pilastres et pigeonniers présentant un intérêt sont identifiés au plan de zonage.

A ce titre, l'environnement du village se caractérisant par la minéralité des lieux et la dominante de la brique, les murs et clôtures traditionnels sur voirie font l'objet d'une protection au titre des éléments de paysage bâti à préserver selon l'article L. 123-1-7° (murs à conserver).



Pigeonniers à préserver, donnant sur l'espace public, Grande Rue et Rue du Bois.



Ensemble de murs de clôture Grande Rue, à préserver.

Sur l'ensemble des secteurs urbanisés de la commune, les **orientations du projet communal cherchent également à préserver un juste équilibre entre les parties bâties et les parties non bâties des propriétés**. En effet, Amy reste une commune largement agricole et naturelle où la densité du bâti reste assez faible malgré une structure bien particulière des constructions anciennes avec murs ou bâtiments annexes en limite de rue et habitation en retrait.

Des jardins attenants aux propriétés sont ainsi préservés au titre de l'article L.123-1 9° du code de l'urbanisme, le plus souvent en arrière des constructions réduisant les possibilités de pouvoir construire en drapeau (à l'arrière d'une construction existante) à la suite de division des parcelles. Cette inscription permet aussi et surtout aux abords de la zone accueillant de l'activité d'éviter l'implantation de nouvelles constructions qui pourraient subir les nuisances des industries et ainsi créer une zone tampon de jardins et d'espace planté. Le maintien de secteurs en jardin au sein de la trame urbaine crée autant d'espaces qui ne pourront être imperméabilisés permettant ainsi de réguler l'écoulement des eaux de ruissellement, particulièrement au nord du village accueillant les eaux du plateau agricole.

• Un autre objectif consiste à maintenir et à **encourager la mixité des fonctions urbaines** au sein des tissus habités afin d'éviter que le village ne devienne une commune où la vocation résidentielle serait trop dominante. Actuellement, la commune dispose d'un commerce de proximité (boulangerie) et des équipements publics de première nécessité (mairie, école, salle polyvalente, terrain de sport).

L'accroissement du nombre d'habitants dans les années à venir pourrait rendre viable le seuil nécessaire à la création de nouveaux équipements et services de proximité. Le renforcement des équipements scolaires possibles ou d'activités périscolaires est à envisager dans le cadre d'une négociation avec le regroupement scolaire intercommunal.

Le projet d'aménagement et de développement durable encourage le **maintien de la vocation "habitat" de la commune**, et vise à ne pas entraver le **bon fonctionnement des activités existantes** tout en offrant la possibilité d'en créer de nouvelles. Ainsi, le règlement d'urbanisme appliqué aux zones urbaines laisse la possibilité de créer des bureaux, des services, du commerce, de l'artisanat, etc. dès lors que ces activités ne créent pas de nuisance ou de gêne pour la population résidente.

Par ailleurs, la **mixité des fonctions devra s'accompagner d'une mixité sociale** afin de maintenir une répartition équilibrée des tranches d'âges et des catégories de population pour un bon fonctionnement des équipements, des services et des activités existantes. La gamme de logements à réaliser pour atteindre les objectifs fixés sera diversifiée en catégories et en tailles pour répondre aux demandes posées. Le marché privé aura un rôle de régulateur en matière de grands logements nombreux sur la commune, tandis que l'intervention publique portera davantage sur des logements de petites tailles (2 à 3 pièces) en locatif ou en accession pour répondre à la demande des jeunes accédant à un premier logement, mais aussi des personnes plus âgées se retrouvant seules ou en couples. Ces logements publics pourront être réalisés dans le cadre de l'urbanisation des nouveaux secteurs délimités au plan ou encore lors de la transformation de bâtiment existant. D'ailleurs, les orientations du projet communal obligent à la réalisation d'au moins 20% des logements créés dans le secteur 1AUh en logement locatif aidé suivant les dispositions de l'article L.123-16) du code de l'urbanisme.

3. EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET COMMUNAL SUR L'ENVIRONNEMENT

La première partie (analyse) de ce document met en évidence les particularités paysagères et les contraintes environnementales intéressant la commune. Les orientations d'aménagement présentées ci-dessus à l'échelle du territoire communal et à l'échelle du secteur aggloméré l'ont été dans le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement.

Amy dans son grand paysage

Amy est une commune rurale dont le bâti s'inscrivant sur le plateau agricole est particulièrement visible tandis que la partie sud concernée par des boisements présente un paysage semi-fermé aux contraintes environnementales importantes.

• Mesures prévues au P.L.U. :

Les parties du territoire communal, principalement concernées par de possibles aménagements ou extensions urbaines, appartiennent à l'espace de plateau à dominante agricole à sensibilité exclusivement agricole et paysagère. Ce secteur englobe le plateau au nord du village et la partie agglomérée du bourg. La partie sud plus humide et boisée, appartient à l'espace à dominante agricole sur milieux naturels et paysages sensibles.

Le projet communal délimite les secteurs urbanisables au plus près du bâti existant afin de réduire au maximum les incidences sur les milieux naturels et les sensibilités paysagères. En outre, les terrains situés en dehors de ces secteurs urbanisables sont inscrits en zone naturelle comme le secteur de pâtures au nord du village ou en zone agricole lorsqu'ils concernent des terres cultivées. Le classement en zone A des terrains à proximité des corps de fermes en activité permet de garantir à l'exploitant l'accès aux terrains agricole depuis le siège de l'exploitation, rendant possible toute construction nécessaire au bon fonctionnement de l'activité.

Dans la zone N, ne sont admis que les abris pour animaux limités à 50 m² d'emprise au sol et à condition d'être fermée sur trois côtés au maximum, les installations publiques de même emprise, une construction nécessaire à l'activité de jardinage limitée à 12 m² d'emprise au sol ainsi que les installations d'équipements de petite dimension liés à la valorisation touristique ou pédagogique des milieux naturels. Cette règle répond à la présence de plusieurs pâtures situées au sud du territoire, le plus souvent occupées par des bovins mais aussi par des ovins ou des chevaux.

Il n'y a pas de possibilités d'urbanisation du village au sud, vers l'Avre, afin d'éviter que les constructions ne viennent empiéter sur ce secteur d'intérêt écologique paysager. Cette frange est d'ailleurs inscrite en zone naturelle à l'exception de la poche agricole vouée à la grande culture et de sa frange sud caractérisée par un retour sur le plateau agricole en lien avec la commune voisine de Lassigny. Ce découpage tient compte de l'emprise de la ZNIEFF de type I. Les possibilités d'extension des constructions isolées existantes sont limitées à la ferme Sébastopol pour éviter tout développement urbain qui remettrait en cause la perception globale des paysages et la sensibilité écologique des milieux naturels.

L'ensemble des boisements faisant le lien entre le Bois de Crapeaumesnil et le Bois d'Avricourt ainsi que les bosquets isolés dans l'espace de champs ouverts sont inscrits en éléments de paysage à préserver au P.L.U., ce qui assure une déclaration préalable avant coupe suivant les dispositions de l'article L.123-1 7° du code de l'urbanisme.

Il convient de rappeler que ces boisements appartiennent pour la plupart à un massif de plus de 4 ha et sont donc soumis à la législation forestière fixant elle-même des dispositions quant aux conditions de coupe et d'abattage.

Les espaces de plateau agricole et l'espace central du territoire, non concernés par la ZNIEFF, par les corridors écologiques potentiels ou par le périmètre de protection du point de captage de l'eau potable sont classés en zone agricole. Dans cette zone, les constructions admises sont uniquement celles liées et nécessaires à l'activité agricole en veillant plus particulièrement au respect des paysages par la recherche d'une unité de corps de ferme (bâtiments de stockage, installations liées à l'exploitation, logements des exploitants et du personnel, diversification touristique des locaux). De plus, les dispositions réglementaires fixées, notamment à l'article 11 (aspect extérieur) et à l'article 13 (espaces libres et plantations), visent à une bonne insertion paysagère des constructions et installations agricoles admises en recherchant des teintes proches du milieu naturel (brun, vert ou gris ou encore aspect bois foncé) et en demandant un traitement paysager dès lors que la construction ou l'installation réalisée aux champs compte plus de 50 m² d'emprise au sol. Ce traitement correspondra à des haies ou bouquet d'arbres accompagnant le bâti dans le paysage.

Les possibilités d'urbanisation offertes par le P.L.U. auront ainsi une faible incidence sur l'environnement. Ils restent, en effet, largement confinés aux noyaux urbains existants sans créer de nouveaux noyaux ou engendrer un étirement des formes urbaines vers les espaces agricoles ou naturels.

La prise en compte de la nature du sol et du sous-sol et des risques qui y sont liés

Le territoire d'Amy, entre plateau et fond de vallée plat de l'Avre, est traversé par plusieurs talwegs recueillant les eaux de ruissellement et les acheminant vers l'aval. Ces talwegs peuvent engendrer des coulées de boue qui concernent particulièrement la partie ouest du territoire, non urbanisée.

De plus, l'ensemble du secteur aggloméré d'Amy est concerné par un aléa très fort de remontée de nappe. Le sud du secteur bâti est encore plus sensible avec un aléa de nappe subaffleurante au niveau du fossé drainant les eaux pluviales du village vers l'Avre.

• Mesures prévues au P.L.U. :

Le projet communal d'Amy vise à limiter tout développement urbain à proximité ou dans les talwegs. A l'échelle du territoire, les talwegs ramènent les eaux vers trois points bas qui sont le fossé au sud du village au lieu dit fond de Bray, le fossé au centre du territoire au lieu dit la Flaque à brebis et le lit de l'Avre plus au sud.

Ainsi, la zone 1AUh prévue à l'est du village et la zone 2AUh envisagée au nord du centre du village, ne sont que faiblement concernées par des talwegs et sont à l'écart du secteur le plus sensible à la coulée de boue. La zone 2AUh, située au nord fait partie des points d'altimétries hauts du village.

De manière plus générale, l'ensemble du village étant concerné par un aléa très fort de remontée de nappe et par de nombreux talwegs, le règlement des zones urbaines et à urbaniser prévoit pour toute nouvelle construction la réalisation d'un plancher bas à au moins 0,40 mètres au-dessus du niveau naturel avant travaux (environ 80 mètres NGF sur le secteur aggloméré du village). Les sous-sols sont interdits et les vides-sanitaires seront réalisés au dessus du terrain naturel avant travaux. Ces mesures visent à réduire les problèmes d'inondations des constructions constatés lors des phénomènes de 2001.

De plus, la régulation des écoulements du plateau et du secteur bâti vers le fossé sud, fera l'objet d'une meilleure prise en charge à partir des aménagements déjà en partie réalisés (entretien des fossés, buses, avaloirs, etc.).

Pour les nombreux talwegs situés en dehors du village, et pour l'essentiel en aval du village, l'identification des boisements à préserver repérés au P.L.U. visent à ralentir les vitesses d'écoulement des eaux et l'érosion engendrée des sols.

Les zones d'expansion naturelle des secteurs d'accumulation des eaux de ruissellement ont été maintenues en secteur non urbanisable tels le sud du secteur aggloméré dans sa configuration est/ouest, la Flaque à Brebis ou le lit de l'Avre.

Le maintien de la diversité des paysages

Le territoire d'Amy présente une assez grande variété paysagère. Il est urbanisé sur environ 3% de sa superficie totale laissant une large part aux espaces agricoles et naturels.

• Mesures prévues au P.L.U. :

Les nouvelles possibilités d'urbanisation qui viennent en continuité de l'existant sont limitées à 5,5 ha (dont 2,8 ha à confirmer après modification du P.L.U. et 1,2 ha voués à assurer une certaine mixité sociale), soit moins de 15% du secteur bâti actuel et 0,4% du territoire communal, ayant donc une très faible incidence sur l'équilibre environnemental du site.

Les différentes entités paysagères que comporte le territoire communal sont respectées dans leur gestion. Ainsi, les paysages semi-fermés du fond de vallée de l'Avre où se succèdent des pâtures, des zones à dominante humide ou des boisements figurent en totalité en zone N confirmant aussi l'intérêt écologique des milieux inscrits en ZNIEFF de type I (1/4 de la superficie totale de la ZNIEFF se trouve sur Amy et sont ainsi préservés au titre de la zone naturelle prévue au P.L.U.). Les possibilités de construire sont très réduites : abris pour animaux limités à 50 m² d'emprise au sol, installations nécessaires à l'activité de jardinage, de maraîchage ou de culture fruitière dans la limite de 12 m² d'emprise au sol, constructions et installations publiques limitées à 50 m² d'emprise au sol, les aménagements de structures légères entrant dans le cadre de la valorisation touristique du secteur, ou encore la réfection et l'extension limitée à 20 m² d'emprise au sol des constructions existantes notamment pour des mises aux normes d'hygiène ou de sécurité, ainsi que pour une valorisation compatible avec l'intérêt du secteur naturel. En revanche, il n'est pas possible de créer des plans d'eau qui pourraient perturber le bon fonctionnement hydraulique et du milieu naturel associé du cours d'eau.

Les boisements occupent au total environ 17% du territoire communal. Il ferme le territoire communal dans sa partie sud s'inscrivant dans une continuité boisée entre le Bois de Crapeaumesnil et le Bois d'Avricourt. Cet ensemble figure en zone N du P.L.U., y compris les lisières, et en éléments de paysage à préserver pour assurer le caractère pérenne des boisements.

Les fonds de vallée occupée par des pâtures ou boisements, ne pourront faire l'objet d'une mutation paysagère forte étant donné la prise en compte du périmètre de ZNIEFF qui se traduit dans le projet communal par le maintien des prairies humides.

Le plateau agricole largement occupé par les terres de grandes cultures conserve cette vocation par un classement en zone A, ce qui permet une poursuite normale de l'exploitation des sols qui génère une grande partie de la gestion et de l'évolution au fil des saisons des paysages du territoire. L'implantation de nouvelles constructions ou installations est strictement limitée aux besoins de l'exploitation agricole du sol. Les dispositions réglementaires visent à faciliter l'insertion paysagère de ces formes bâties dans un paysage largement ouvert, en particulier par la recherche de teinte proche des milieux naturels (brun de la terre, gris du ciel, vert des végétaux, ou aspect bois foncé) et par la réalisation d'un traitement végétal autour des bâtiments. La zone A représente 812,7 hectares, soit près des deux tiers du territoire, auxquels s'ajoutent la zone Ae qui malgré l'implantation possible d'éoliennes reste principalement à vocation agricole (27,7 ha) et une partie des 374 hectares de la zone N qui demeurent à vocation agricole lorsqu'il n'y a pas de boisement.

Dans le secteur aggloméré, afin d'inciter à renforcer la présence du végétal dans le secteur bâti, l'article 13 des différentes zones urbaines délimitées au plan prévoit la réalisation d'un traitement paysager des parties de terrain restant libres de construction. Dans la zone UA, au moins 30% de la surface totale des terrains d'au moins 650 m², seront aménagés en espace vert de pleine terre (jardins d'agrément, pelouse, arbres, etc.), pourcentage de 40% dans la zone à urbaniser à destination d'habitat et 20% pour la zone à urbaniser à destination d'activités. Ces espaces non constructibles constituent autant de surfaces non imperméabilisables qui participent à une bonne gestion des eaux de ruissellement à l'échelle du secteur aggloméré. Les aires de stationnement créées lors d'une opération de logements ou d'activités devront compter au moins un arbre de haute tige pour 6 places de stationnement. Dans la zone 1AUh un ou plusieurs espaces verts collectifs devront représenter au moins 5% du secteur aménagé.

Les traitements paysagers prévus par le PLU visent à la mise en place de franges urbaines adaptées aux paysages. Une attention particulière est portée au traitement des franges du village, aux entrées de village. Ainsi, les haies qui marquent l'entrée de village ouest depuis Roye est identifiée en tant qu'élément de paysage à préserver, de même que l'élément planté sur la frange centrale sud côté champ, rue des Vaches. En outre, l'aménagement de la zone 1AUh donnant sur l'entrée de village est, devra faire l'objet d'un traitement adapté. Il est notamment prévu d'organiser la desserte par l'intérieur de la zone et non à partir de plusieurs accès directs sur la Grande Rue, ce qui, en plus de la recherche d'une plus grande sécurité routière, permettra d'organiser un ensemble bâti tourné vers le village et non vers la route départementale depuis Avricourt. L'autre secteur aménageable à plus long terme se situe sur un secteur également sensible en termes de paysage ; les conditions de traitement seront à préciser au moment de la modification du P.L.U. en fonction du type d'opération envisagée, mais sa frange vers la plaine nord nécessitera d'être traitée de façon paysagère.

La gestion de la ressource en eau : l'assainissement et de la desserte en eau potable

La commune d'Amy dispose d'un point de captage de l'eau potable, situé à l'ouest du territoire, au lieu-dit « Le Bois de la Croix ». Ce point de captage fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique en date du 28 octobre 1998. Ce point de captage est éloigné de plusieurs centaines de mètres des premiers terrains urbanisés, il se trouve dans un environnement relativement boisé en point haut et peu fréquenté, ce qui contribue à préserver cette ressource protégée par trois périmètres de protection, le plus proche immédiat, le second rapproché et le troisième éloigné.

Depuis ce point, l'eau potable est distribuée sur l'ensemble du village ainsi que sur les communes de Verpillères et Margny aux Cerises.

La commune n'est pas dotée de réseau d'assainissement collectif et a opté pour la mise aux normes des installations d'assainissement autonomes des habitants. Cette solution fait suite à l'étude de zonage d'assainissement et des conclusions de l'enquête publique y afférant. Les eaux usées restent donc assainies de manière autonome, avec un contrôle des dispositifs assurés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté de Communes du Pays des Sources. La ressource en eau est fragile tant en quantité qu'en qualité. C'est pourquoi les dispositions du P.L.U. prévoient un certain nombre de mesures visant à sa préservation. La nature des sols et le risque élevé de remontée de nappe ne facilitent pas la gestion des eaux pluviales sur le domaine public.

• Mesures prévues au P.L.U. :

La préservation du point de captage de l'eau potable se traduit au plan par la délimitation d'une zone naturelle couvrant ses abords sur plusieurs centaines de mètres, en amont comme en aval et englobe la totalité des périmètres de protection définis par la DUP de 1999. Il s'agit principalement de terrains boisés ou enherbés. Aussi, les possibilités de nouvelles constructions ou installations sont fortement limitées : abri pour animaux limité à 50 m² d'emprise au sol, abri nécessaire aux activités de jardinage, de maraîchage ou culture fruitière limité à 12 m² d'emprise au sol, aménagements de structures légères (huttes, signalétiques, aire de pique-nique, etc. entrant dans le cadre de la valorisation touristique ou de loisirs. Il convient d'ajouter que la Commune recherche dès à présent une solution pour améliorer la qualité de l'eau distribuée (nouveau point de captage, accord avec les communes voisines, etc.)

En zone naturelle, à défaut de raccordement possible sur le réseau public, pourra être tolérée une desserte en eau par forage ou captage à la condition explicite que les dispositions de l'article R.111-11 du code de l'urbanisme soient respectées sous réserve d'une déclaration et d'un contrôle par les services de l'ARS (ex. DDASS) ou encore d'une autorisation préfectorale dès lors que l'eau captée à un usage sortant du cadre unifamiliale, uniquement pour les installations autorisées et nécessitant la présence de l'eau potable. La protection contre tout risque de pollution de l'eau ainsi captée devra être considérée comme assurée

La mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome respectant les normes en vigueur est demandée. En l'absence de dispositif d'assainissement collectif, la superficie minimale des terrains est fixée à 650 m² pour toute construction nouvelle nécessitant un dispositif d'assainissement. Cette superficie est d'autant plus justifiée que la nature des sols soumis au risque de remontée de nappe, n'est pas favorable à des dispositions d'assainissement autonome profond nécessitant moins de surface libre. Ici le système du filtre à sable drainé nécessitant au moins 250 m² libres de construction pour une construction d'habitation unifamiliale est recommandé. Le service d'assainissement non collectif de la Communauté de Communes du Pays des Sources veillera à ce que les dispositifs installés respectent la législation et tiennent compte de la nature des sols. Le règlement de P.L.U. précise également que les regards d'accès au dispositif d'assainissement autonome doivent être repérés et accessibles afin de faciliter la gestion de ces installations dans le temps. Les dispositions réglementaires à l'article 4 de la zone urbaine et à urbaniser demandent à ce que les eaux pluviales soient collectées et traitées sur le terrain pour toutes constructions nouvelles limitant ainsi les rejets systématiques sur le réseau public.

Il convient d'ajouter que, depuis 2011, la commune a lancé des études complémentaires pour réaliser un assainissement collectif. Suivant les conclusions de ces études, la mise en place d'un réseau d'assainissement collectif et d'une station de traitement des eaux usées pourrait être envisagée sur la commune, dans les années à venir, ce qui contribuerait à mieux maîtriser les rejets vers le milieu naturel.

La prise en compte des nuisances ou de la gêne occasionnées par certaines activités

Le territoire communal n'est pas véritablement concerné par des nuisances sonores ou olfactives liées à des activités proches ou situées sur place. En outre, aucune infrastructure de transport terrestre n'induit des nuisances acoustiques à prendre en compte. Toutefois, l'entreprise GIS de chaudronnerie et métallurgie de précision, peut entraîner des nuisances sonores pour les habitations proches, prisent en compte par son projet de relocalisation sur l'arrière du secteur urbanisé. Les activités d'élevages imbriquées dans la trame urbaine peuvent quant à elles entraîner des nuisances olfactives. Outre la création d'une zone d'activité spécifique pour les activités existantes et l'accueil de nouvelles activités, les orientations du projet communal, dans un souci de mixité urbaine, visent à autoriser le déploiement d'activités dans les secteurs urbains ou à urbaniser, et dans la zone agricole.

• Mesures prévues au P.L.U. :

Une zone UE et un secteur 1AUe, particulièrement adaptés aux activités pouvant engendrer des nuisances pour les secteurs habités sont créés en entrée de village ouest. Ils sont relativement à l'écart des premières habitations et cette distance est préservée par l'inscription en jardin à préserver de l'arrière des terrains et par une zone tampon d'espace boisé à préserver ou à créer dans la zone économique.

Pour les activités autorisées en zone urbaine ou à urbaniser, la réglementation d'urbanisme envisagée demande à ce que soient mises en œuvre des dispositions suffisantes pour limiter les dangers, les nuisances liées au bruit, à la poussière, aux émanations d'odeurs, à la fumée, à la circulation, ou les risques d'incendie.

Les terrains voués à accueillir les équipements (sportifs et de loisirs) ont été déterminés de telle manière que le bruit qui pourrait être engendré par les activités de loisirs soit le plus réduit possible quant à sa gêne sur le voisinage au regard des vents dominants et l'occupation des terrains environnants. Afin de préserver de toute construction à usage d'habitation les abords de ces terrains, dans l'éventualité d'y réaliser la reconstruction pour mise aux normes de la salle multifonctions, ce secteur est classé en secteur UAp, exclusivement destiné à accueillir des équipements et aménagements publics.

La D160 et la D154 ne sont pas considérées comme route à grande circulation. Cependant, dans la traversée du territoire d'Amy, elles ont une configuration principalement routière engendrant des vitesses pouvant être excessives, source d'accroissement des nuisances pour les riverains de la voie. Afin d'atténuer les nuisances pouvant être liées à cette infrastructure, le projet communal propose à terme des nouvelles conditions de circulation à partir de l'aménagement du carrefour de centre bourg et de celui de l'église, ce qui permettra une meilleure répartition interne des flux et une nouvelle organisation des priorités en mesure de « casser » la vitesse circulant sur les axes principaux.

L'élimination des déchets et la question des énergies renouvelables

La gestion des déchets est confiée à la Communauté de Communes du Pays de Sources. Un dispositif de collecte sélective est en place. Les ordures ménagères et caisses jaunes contenant le plastique, le métal, les briques et cartons sont ramassés le mardi. Le papier, les journaux et publicités sont ramassées le lundi. Par ailleurs, les déchets spéciaux (verres gros matériels, huile, déchets verts etc.) sont éliminés à partir d'apports volontaires (containers à verre dans le village, déchetterie de Lassigny). Pour ces déchets verts, un point d'apport volontaire sur la commune a été mis en place.

Par ailleurs, la commune est retenue dans la ZDE du Pays des Sources pour accueillir des éoliennes dans le prolongement du parc éolien de Roye et Beuvraignes.

La prise de conscience récente des enjeux du développement durable en termes de méthodes et matériaux de construction a des répercussions sur les réglementations d'urbanisme établies localement, de même qu'une meilleure prise en compte de l'environnement dans les choix d'urbanisme contribue à inscrire le projet communal dans une logique durable.

• Mesures prévues au P.L.U. :

Concernant la gestion des déchets, les orientations du projet communal ne modifient en rien les dispositifs en place. Il est notamment envisagé à terme d'optimiser les conditions de circulation à l'échelle du village, ce qui pourra faciliter l'organisation du ramassage des déchets en particulier dans les secteurs où le passage du véhicule de collecte est délicat (ex : ruelle du Jeu d'Arc). Les secteurs à urbaniser proposés seront aménagés de telle sorte que le passage des véhicules d'enlèvement des déchets ménagers puisse s'effectuer sans difficulté (voie traversante ou placette de retournement)

Les choix urbains et réglementaires du projet communal visent à répondre au développement des énergies renouvelables. Aussi, les secteurs d'extension de l'urbanisation se situent en continuité directe de la trame bâtie déjà constituée afin de limiter l'atteinte aux espaces naturels et agricoles, et préserver une forme relativement compacte du village. La règle d'implantation du bâti autorisant les constructions accolées contribuera à une meilleure implantation des bâtiments, au moins sur la partie commune aux deux constructions. La réglementation d'urbanisme n'interdit pas l'installation d'appareillage (pompe à chaleur non visible depuis l'espace public), de matériaux ou de formes de construction qui répondent aux exigences des énergies renouvelables (panneaux solaires d'aspect tuile, ardoise ou panne du Nord, utilisation du bois, etc.) tout en veillant à une bonne insertion par rapport à l'architecture globale du village. C'est notamment le cas dans les zones à urbaniser du village qui constitueront à l'avenir les quartiers les plus contemporains, où il paraît particulièrement logique de ne pas interdire des formes urbaines et une architecture nouvelle utilisant les énergies renouvelables.

Le projet communal confirme la possibilité d'un développement éolien à l'extrémité nord-ouest aux lieux-dits « Le Fond de Gronde » et « La Haute Borne ». Il s'agit ainsi de satisfaire la diversité de la production énergétique à l'échelle nationale et local au regard du parc éolien développé sur les communes voisines de la Somme. Toutefois, un secteur Ae a été identifié au PLU afin de préciser la localisation possible de ces installations en tenant compte des autres enjeux environnementaux à prendre en compte (respect des sensibilités écologiques, distance d'au moins 600 mètres des premières habitations etc.).

La gestion des déplacements dans le cadre du développement durable

L'élaboration d'un projet communal d'aménagement et de développement est un moment privilégié pour aborder les questions relatives aux déplacements, en particulier à l'échelle de la commune. Les réflexions menées sur Amy ont visé cet objectif. Les orientations retenues en matière de déplacements et les choix effectués sur les sites d'extension urbaine du village cherchent à optimiser le fonctionnement du village.

• Mesures prévues au P.L.U. :

Le projet d'aménagement d'Amy vise à favoriser les déplacements de proximité en modes doux (vélo, piétons). Il prévoit à cette fin plusieurs actions : ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones proches du centre du village et du maillage viaire et piétonnier associés pour se rendre rapidement et de manière sécurisée aux équipements. Les principaux équipements attractifs seront développés sur site de manière à ne pas multiplier les déplacements. Pour se faire, un secteur central, UAp à destination exclusive d'équipements, d'installations et d'aménagements publics a été créé. Le traitement des espaces publics majeurs et la sécurisation des intersections dangereuses, traduits par l'inscription d'emplacements réservés devant permettre d'aménager ces carrefours, visent aussi à la sécurisation des déplacements non motorisés par réduction de la vitesse des véhicules terrestres à moteur. Ce choix va dans le sens de la politique de développement durable, en encourageant le recours à des déplacements pédestres ou à 2 roues plutôt que le recours systématique (même pour des déplacements de courtes distances) à l'automobile, ce qui participe directement à la réduction de gaz nocifs pour l'environnement provenant de l'usage accru de l'automobile.

L'organisation du maillage des voies douces nécessite également le maintien des sentes et chemins existants déjà.

La desserte en bus vers les villes attractives (Lassigny, Noyon,...) est assurée. La Communauté de Commune a récemment mis en place un service de transport individuel à la demande pour les personnes les moins mobiles.

CHAPITRE 3

JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES ET MISE EN ŒUVRE DU PLU

1. LA JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES D'ORDRE GENERAL

Les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune et définies dans le PADD, induisent des dispositions réglementaires particulières à justifier.

Pour chaque zone de PLU délimitée, quatorze articles précisent la nature de l'occupation et de l'utilisation du sol (articles 1 et 2), les conditions de l'occupation du sol (articles 3 à 13), et les possibilités maximales d'utilisation du sol (article 14).

1.1 CONCERNANT LA NATURE DE L'OCCUPATION ET L'UTILISATION DU SOL

- Ne rentrant pas dans le projet d'aménagement défini, sont interdits dans l'ensemble des zones : les parcs d'attraction, les terrains de camping, les caravanes isolées, les habitations légères de loisirs, les dépôts de matériaux (en dehors de ceux nécessaires aux activités autorisées). En outre, dans la zone urbaine ou à urbaniser délimitée, où il n'y a pas de bâtiments agricoles situés en dehors de l'unité foncière supportant l'exploitation, tous nouveaux bâtiments en dehors de l'unité foncière supportant l'exploitation sont interdits ainsi que les constructions à usage équestre, hippique ou d'élevage afin de ne pas engendrer de contraintes qui pourraient être liées à ces bâtiments et installations, sur les habitations, activités commerciales ou de services autorisées par ailleurs dans ces zones.
- Afin de ne pas voir une multiplication des étangs ou des retenues d'eau privés dans les secteurs humides, l'ouverture ou l'exploitation de carrière, les affouillements et les exhaussements de sol non liés à une opération de construction sont interdits dans l'ensemble des zones sauf ceux nécessaires à l'activité agricole en zone A ou à une activité autorisée en zone N et ceux visant à réguler les eaux de ruissellement et limiter les coulées de boue. Cette réglementation vise également à éviter une modification du tracé des cours d'eau, du débit de l'eau ou une remise en cause de l'équilibre naturel des écosystèmes des milieux humides d'autant plus que les abords de l'Avre présentent un intérêt écologique attesté par la présence d'une ZNIEFF de type I.
- De manière à ne pas porter atteinte à la qualité des paysages, les abris provisoires ou à caractère précaire (tôle, matériaux ou véhicules de récupération) sont interdits dans l'ensemble des zones. Dans la zone N, sont cependant autorisés les abris pour animaux, mais limités à 50 m² et à condition d'être fermés sur trois côtés maximum afin d'éviter que ce type de construction en milieu naturel spécifique et participant à la diversité des paysages ne puisse se transformer en lieu d'hébergement temporaire ou bâtiment d'élevage à vocation commerciale. En zone N, est également admise, par unité foncière, une construction ou une installation nécessaire à l'activité de jardinage, de maraîchage ou de culture fruitière limitée à 12 m² d'emprise au sol rendant possible la valorisation des terres à des fins de cultures de proximité et respectueuses de l'environnement. Les constructions et installations publiques si elles sont limitées à 50 m² d'emprise au sol dans la mesure où leur implantation tient compte de la fragilité des milieux naturels et leur traitement d'aspect extérieur respect les milieux environnant (bois plus particulièrement). L'aménagement de structures légères (hutte, signalétique, aire de pique-nique, etc.) afin de répondre aux besoins de valorisation à des fins pédagogiques, de loisirs, est également autorisée d'une emprise au sol limitée à 4 m² par installation et fermées sur trois côtés au maximum.

- Dans l'ensemble des zones, les constructions et installations liées ou nécessaires au fonctionnement des équipements d'infrastructure de voirie et de réseaux divers, et d'intérêt collectif (transformateur, pylône, réservoir d'eau potable, poste de détente de gaz, bassin de retenue, etc.) sont autorisées à condition d'être convenablement insérées au site. Les dispositions fixées aux articles 3 à 13 de chaque zone, sont allégées pour ces petits équipements aux caractéristiques techniques souvent particulières qui ne peuvent pas toujours respecter les règles d'implantation, de gabarit, d'emprise ou d'aspect d'extérieur. La même disposition est applicable aux immeubles existants avant la mise en vigueur du Plan Local d'Urbanisme qui peuvent être réparés, aménagés ou agrandis de façon limitée (20 m² d'emprise au sol) et pour la reconstruction en cas de sinistre à égalité de surface de plancher hors œuvre nette. Cette disposition vise à autoriser une adaptation de certains alinéas du règlement qui pourraient s'avérer trop contraignants en interdisant des aménagements mineurs sans conséquence pour la perception globale du bâtiment existant et éventuellement nécessaires à la mise aux normes d'hygiène et de sécurité.

2.2 CONCERNANT LES CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

- Dans la zone UA et dans le secteur 1AUh, en raison de l'absence d'assainissement collectif, l'article 5 (caractéristiques des terrains) est réglementé. Il est ainsi demandé une superficie minimale de 650 m² pour toute construction nouvelle (entendu comme superficie moyenne des lots créés en zone 1AUh sans qu'aucun des lots n'ait une surface inférieure à 450 m²), permettant d'envisager une emprise suffisante sur le terrain pour réaliser un dispositif d'assainissement autonome conforme à la législation en vigueur et adapté à la nature des sols. Il est utile de rappeler que le dispositif reposant sur la filière classique nécessite en règle générale une emprise d'au moins 250 m² libres de toute construction et installation pour une habitation à usage unifamilial.

En revanche, dans les zones A et N, il n'est pas fixé de superficie minimale de terrains, du fait de terrains généralement bien dimensionnés pour accueillir un système d'assainissement autonome. Dans les parties de la zone A et de la zone N non desservies par le réseau d'eau potable, il est rappelé qu'un forage ou puits particulier est toléré dans le respect des articles R.111-10 et R.111-11 du code de l'urbanisme, et dans la mesure où tout risque de pollution est considéré comme assuré. L'ARS (ex. DDASS) est le service compétent pour renseigner les propriétaires et veiller au respect de la réglementation relative à l'usage de l'eau.

- Conformément aux recommandations du gestionnaire du réseau, le raccordement au réseau électrique des constructions ou installations nouvelles se fera par un câblage souterrain depuis le réseau public. Dans les nouveaux secteurs ouverts à l'urbanisation et nécessitant la création de nouvelles voies, les réseaux sur les emprises publiques seront enfouis. Il en est de même pour les autres réseaux.

- Le nombre de véhicules par ménage est en augmentation régulière. Afin de garantir la fluidité et la sécurité des déplacements sur la commune en évitant un encombrement des voies, le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques. Les normes sont définies en fonction de la surface de plancher de la construction ou de l'installation qui subodore le nombre de personnes occupant le lieu et donc le nombre de véhicules concernés. Pour les nouvelles constructions, à usage de logement, en zone UA et en zone 1AUh, il est demandé au moins 2 places de stationnement par logement, anticipant ainsi sur les besoins en stationnement.

- Amy est une commune bien insérée dans son milieu naturel et s'inscrit dans un cadre paysager de transition entre le plateau agricole de champs ouverts et la partie plus boisée de la vallée de l'Avre.

La partie urbanisée de la commune s'insère aujourd'hui assez bien sur le plateau en raison de la présence de végétaux (arbres et haies) qui dominent la trame bâtie et participent à son intégration paysagère. Même dans les parties urbanisées, il convient de préserver cette disposition. Aussi, il est demandé de réaliser un traitement paysager des espaces libres après construction, soit de type jardin potager, soit de type jardin d'agrément. Il est fixé une surface minimale de terrain réservée aux espaces verts de pleine terre pour s'assurer d'un minimum de traitement végétal sur chaque unité foncière.

En outre, dans la zone 1AUh vouée à recevoir les extensions urbaines, les dépôts autorisés seront dissimulés par des haies ou des arbres de manière à limiter leur impact visuel. Les aires de stationnement qui seront réalisées dans les zones urbaines ou à urbaniser seront agrémentées d'au moins un arbre de haute tige par tranche de 6 places créées. Dans la zone agricole et les zones AU, les nouvelles constructions ou installations seront choisies de manière à préserver le plus grand nombre possible des plantations de qualité existantes et de s'insérer au mieux au site. Dans la zone agricole, les constructions de plus de 50 m² d'emprise au sol, implantées aux champs, devront faire l'objet d'un traitement paysager sous forme de haie ou de bouquet d'arbres de haute tige pour faciliter leur insertion au site. En effet, la zone agricole correspond à un vaste espace ouvert peu arboré, toute nouvelle construction ou installation sera largement visible en de nombreux points du territoire.

Pour toutes les plantations, des essences courantes seront utilisées. Le Conseil en Architecture, en Urbanisme et en Environnement (C.A.U.E.) de l'Oise a réalisé une plaquette "Plantons dans l'Oise" qui présente des méthodes de plantations et liste des essences recommandées. Cette plaquette, consultable en Mairie et est photocopiée pour être annexée au règlement du plan local d'urbanisme.

- Afin de préserver le lit de l'Avre et ses abords immédiats, aucune construction nouvelle, ni plantation d'arbre de haute tige, ne peut être implantée à moins de 6 mètres des berges, dans la zone naturelle. Ce retrait est porté à 35 mètres pour les bâtiments voués à des animaux soumis au règlement sanitaire départemental. Cette disposition permet également de conserver un espace suffisant pour l'entretien de ces cours d'eau conformément aux recommandations du service Eaux et Forêts de la DDT.

- Des éléments de paysage caractéristique sont repérés sur les plans de zonage au titre des dispositions de l'article L.123-1 7° du code de l'urbanisme. Les orientations du projet communal visent à leur préservation. Toutefois, il est précisé à l'article 13 des zones concernées (UA, A et N) que ces éléments sont à pérenniser sauf si un projet de valorisation paysagère ou environnementale, un projet d'équipement, un aménagement ou une installation présentant un caractère d'intérêt général, ou des problèmes de sécurité (chutes d'arbres ou de branches, etc.) nécessitent de modifier ou de réduire leur emprise. Dans ce cas, une autorisation devra être demandée à la commune avant toute intervention. Dès lors, il est admis un principe de modification maîtrisée de ces éléments paysagers sur lequel la collectivité publique pourra demander de replanter ou de remplacer par un traitement analogue, les parties transformées afin de préserver le caractère paysager du secteur.

- Les fonds de jardin donnant sur l'espace ouvert des terres de grandes cultures jouent un rôle important dans la transition paysagère entre le secteur bâti et l'espace agricole ainsi que de zone tampon entre les secteurs habités et ceux destinés aux activités économiques. Leur occupation est donc particulièrement sensible dans la lecture globale du village depuis l'extérieur et au regard des nuisances pouvant être occasionnées. C'est pourquoi les dispositions réglementaires ont identifiées une trame jardin à conserver (terrains cultivés à protéger en zone urbaine au titre de l'article L.123-1 9° du code de l'urbanisme) sur les fonds de parcelles donnant sur l'espace agricole et sur la zone UE.

Dans cette trame jardin, ne sont autorisées par unité foncière qu'une construction ou installation nécessaire à l'activité de jardinage, de maraîchage ou de culture fruitière sur une surface maximale de 12 m² et un abri par animaux fermé au maximum sur 3 côtés dans la limite de 40 m² d'emprise au sol, afin d'éviter la multiplication d'installations diverses qui, cumulées d'un terrain à l'autre, pourrait altérer la nature des franges du village aujourd'hui bien conservées. Pour éviter aussi, qu'une construction nouvelle sur ces secteurs ait à souffrir des nuisances issues des activités. Il est demandé à l'article 11 des zones concernées que ces constructions et installations légères sans usage d'habitation, ainsi admises, respectent par leur matériau et leur teinte les milieux environnants pour faciliter leur intégration.

- Les règles du PLU ont également pour objet d'autoriser un développement harmonieux des constructions et des installations en facilitant leur insertion au site et à la région. C'est pourquoi elles font référence à l'architecture locale en ce qui concerne l'aspect extérieur des bâtiments (matériaux, couleurs, pentes des toits, etc.). Les recommandations pour les constructions en pierres, en pierres et briques, ainsi que celles relatives à l'architecture plus contemporaine concernent plus particulièrement la commune. L'article 11 du règlement de chaque zone renvoie à plusieurs reprises vers la plaquette de recommandations architecturales pour les communes du Pays des Sources, réalisée par le Conseil en Architecture, en Urbanisme et en Environnement (C.A.U.E.) de l'Oise. Cette plaquette est annexée au règlement et disponible en Mairie dans sa version originale. Le C.A.U.E. de l'Oise se tient également à la disposition des élus, des particuliers et des entreprises pour apporter des conseils sur la réalisation de leur projet.

La forme et le traitement des clôtures sont, par ailleurs, importants parce qu'elles donnent l'aspect de la rue. Les règles du PLU visent ainsi à favoriser une cohérence des clôtures. Les clôtures anciennes, le plus souvent en murs pleins, participent à l'identité des parties anciennes du village, héritée d'un passé rural. Ils sont à conserver et à créer pour préserver le front bâti à l'alignement des rues. Les murs et murets, ainsi que les petites constructions de type pigeonnier sont identifiés au plan de zonage comme élément de patrimoine à préserver au titre de l'article L. 123-1-7° du code de l'urbanisme.

Dans les parties plus récentes, les clôtures sont souvent plus aérées et s'accompagnent de végétaux de formes changeantes avec les saisons. Là encore, ces types de clôtures participent pleinement au paysage urbain et à l'identité des quartiers. La réglementation sur les clôtures est rédigée de telle sorte que l'ambiance des rues soit préservée, en apportant une vigilance particulière aux clôtures, donnant sur l'espace public, qui sont les plus visibles.

Les garages, annexes, vérandas ou abris de piscine doivent rester peu visibles depuis la rue, car ils constituent des appendices au bâti principal pouvant adopter des formes et utiliser des matériaux plus hétéroclites venant en rupture avec l'ambiance générale de la rue. C'est pourquoi leur implantation se fera côté jardin, et en cas d'impossibilité ils seront autorisés côté rue en restant non visibles depuis l'espace public, ce qui implique la réalisation d'une clôture pleine minérale ou végétale. Les abris de jardins auront des couleurs (vert, brun, gris) rappelant les teintes des principales composantes du milieu naturel : végétation, terre, horizon.

Le règlement fixe également des dispositions pour limiter l'impact visuel des équipements de type antennes paraboliques, panneaux photovoltaïques, climatiseurs, chauffage solaire, citernes de gaz ou de mazout, etc. Ce type d'installations est en évolution constante. Elles peuvent notamment constituer un danger pour les passants lorsqu'elles donnent sur l'espace public. Toutefois, dans un souci de valorisation des énergies renouvelables pour répondre aux objectifs du développement durable, ces installations ne sont pas interdites.

1.3 CONCERNANT LES POSSIBILITES MAXIMALES D'UTILISATION DU SOL

Compte tenu de la disposition des tissus urbains et de la réglementation des articles 6 (implantation par rapport aux voies), 7 (implantation par rapport aux limites séparatives), 9 (emprise au sol), 10 (hauteur des constructions), il a été décidé de ne pas réglementer le coefficient d'occupation des sols pour les zones délimitées au P.L.U., à l'exception des zones 1AU et 2AU appelées à voir muter leur usage des sols.

2. LA JUSTIFICATION DU DECOUPAGE EN ZONES

Les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune et définies dans le PADD, présenté au chapitre précédent, trouvent leur traduction en termes de découpage en zones et de règlement.

Le Plan Local d'Urbanisme d'Amy divise le territoire de la commune en quatre types de zone selon les dispositions du code l'urbanisme :

- La zone urbaine (UA,UE) est équipée, les terrains sont viabilisés et pourvus de réseaux d'alimentation en eau potable et assainissement quand il existe. Elles sont déjà urbanisées en partie.
- La zone à urbaniser (AU) est insuffisamment dotée en voies publiques et en réseaux pour rendre immédiatement constructible l'ensemble des terrains qu'elles délimitent. L'ouverture à l'urbanisation est autorisée lors d'une opération d'aménagement d'ensemble ; l'aménageur pourra participer à la réalisation des équipements rendus nécessaires par l'opération autorisée.
- La zone agricole (A) est protégée en raison de la valeur agricole des terres et de la richesse du sol. Elle rassemble les terrains destinés à l'exploitation agricole, c'est-à-dire les terres de labours, les surfaces en herbes, en cultures maraîchères ou fruitières.
- La zone naturelle (N) n'est pas équipée. Il s'agit d'une zone qu'il convient de protéger en raison de la qualité des paysages et du boisement, et en raison de l'existence de risques ou de sensibilités environnementales à prendre en compte. Les constructions sont interdites (en dehors d'une extension limitée de l'existant et leurs annexes), sauf quelques exceptions liées au fonctionnement des réseaux d'infrastructures ou des installations légères liées aux activités autorisées, ou encore aux abris pour animaux.

2.1 LA ZONE URBAINE

Il s'agit pour la zone mixte (habitat, activités et équipements d'accompagnement) de la zone UA qui comprend un secteur UAp plus spécifiquement voué à recevoir des équipements et aménagements publics, venant conforter la centralité de la commune et pour la zone UE d'un secteur voué à l'activité.

2.1.1 La zone UA

La zone UA regroupe l'ensemble des constructions, le plus souvent anciennes, agglomérées pour former le village, à l'exception des bâtiments légers d'activités agricoles figurant en zone A.

Ces constructions constituent un ensemble bâti (implantation, gabarit, matériaux, aspect extérieur) à préserver du fait de sa cohérence architecturale. L'occupation est mixte entre habitations, activités artisanales et agricoles, commerces, équipements publics, services ou bureaux. Un secteur spécifique UAp est plus particulièrement affecté aux aménagements et équipements publics. Il permet de conforter et qualifier la centralité du village qui est une caractéristique importante de la commune d'Amy, que la municipalité souhaite préserver.

Le règlement vise à conforter cette mixité des occupations du sol en autorisant, outre l'habitat, le développement des services, des bureaux, des commerces, de l'activité artisanale dans la mesure où il n'en résulte pas pour le voisinage de dangers ou de nuisances (bruit, poussière, odeurs, etc.).

Les groupes de garage non liés à une opération d'habitation sont autorisés en zone UA parce qu'il n'est pas toujours possible d'accéder aux arrière-cours depuis la rue qui dessert l'habitation en raison de la configuration du bâti. En revanche, ils sont limités à 5 par unité foncière avec un seul accès sur la voie de desserte afin de ne pas constituer de batteries de garages en rupture avec les formes urbaines.

La particularité de cette zone repose sur la disposition urbaine du tissu bâti. La majorité des bâtiments est implantée à l'alignement des rues ou légèrement en retrait, avec un mur donnant sur la rue, le tout forme un front urbain à préserver. Les constructions plus récentes, implantées en retrait de l'alignement, se sont développées plus récemment aux extrémités nord (Grande rue et Rue de l'Eglise), sud (Rue des Vaches, Rue du bois) et Est (Grande Rue), ou par remplissage des terrains libres de construction. Toutefois, elles ne constituent pas des noyaux urbains suffisamment importants pour que cette forme urbaine s'inscrive en rupture du bâti ancien, ne remette en cause l'ambiance minérale du village.

Les dispositions réglementaires visent à conserver le front bâti sur les rues. Ainsi, les constructions seront nécessairement implantées à l'alignement sur les voies, lorsqu'elles viennent entre deux constructions déjà à l'alignement ou l'alignement du bâti sera assuré par une clôture minérale en pierres ou en moellons, en briques rouges ou en matériaux enduits de même teinte que la façade principale de la maison, d'une hauteur entre 1,60 mètres et de 2,20 mètres suivant les murs anciens du village, soit d'un soubassement d'au moins 0,80 mètres surmonté d'une grille en ferronnerie simple, d'une barrière ou d'une haie taillée.

Dans les autres cas, il est admis une implantation en retrait des voies d'au moins 6 mètres, permettant le stationnement, sans difficulté de fermeture du portail, d'un véhicule en long entre la rue et la construction principale.

De manière à éviter une urbanisation en drapeau (nouvelle construction principale s'implantant à l'arrière d'une construction existante à partir de l'aménagement d'un accès privé) sur les nombreuses parcelles profondes, le règlement définit un principe de recul maximal par rapport à la voie de desserte principale, qui est de 30 mètres au-delà duquel toute construction nouvelle à usage d'habitation est interdite. Ce principe marque ainsi la volonté de préserver la trame jardin à l'arrière des terrains. En effet, ce type de construction en drapeau ne correspond pas à l'urbanisme traditionnel du village issu, la plupart du temps, d'une logique agricole et s'adaptant à la configuration du site naturel : le bâti est proche de la voie et groupé sur la parcelle, le fond de parcelle étant le plus souvent occupé par un potager ou un verger, donnant sur des pâturages et l'espace agricole. Le maintien de surfaces non bâties sur l'arrière des propriétés crée des espaces de délasserment pour les riverains à l'abri des regards indiscrets, espace ainsi complémentaire aux parties construites (donc minérales) près de la rue.

Pour les constructions existantes à usage d'habitation, situées à plus de 30 mètres de l'alignement sur la rue, il est autorisé une extension dans la limite de 30 m² d'emprise au sol, ce qui laisse la possibilité d'agrandir significativement la construction sans pour autant admettre des surfaces trop importantes qui pourraient aboutir à créer des constructions multifamiliales avec les difficultés d'accès, de gestion des parties communes et de promiscuité engendrées.

De manière à maintenir en jardin d'agrément, les parties de terrains restés libres de construction et donnant sur la voie publique qui dessert la construction, les abris de jardin seront implantés au même niveau ou à l'arrière de la construction principale par rapport à la rue. Les annexes ont une emprise au sol cumulée de 50 m² au maximum afin d'éviter toute transformation à un usage autre qu'annexe, ce qui serait un moyen détourné d'aller à l'encontre des dispositions visant à éviter la construction en drapeau dès lors que l'annexe est implantée à l'arrière de la construction principale.

L'implantation par rapport aux limites séparatives veille à prolonger le caractère continu du front bâti en demandant, pour les constructions implantées à l'alignement, de venir sur au moins une des limites séparatives. Dès lors que la construction ne vient pas de limite à limite, un recul au moins égal à la moitié de la hauteur de la construction sans être inférieur à 3 mètres est demandé, ce qui garantit le maintien d'un accès aux véhicules à l'arrière du terrain depuis la rue qui le dessert. Pour éviter une trop forte densification de la trame urbaine par division parcellaire d'une même propriété pouvant altérer la trame interne du village, la règle d'implantation demande un recul au moins égal à la moitié de la hauteur des constructions sans pouvoir être inférieur à 3 mètres de chacune des limites séparatives. Enfin il est préférable que les annexes isolées soient situées à l'arrière de la construction principale au regard de leur gabarit et de leur aspect souvent hétéroclite pouvant nuire à la cohérence des rues. Leur implantation devant la construction principale reste admise si elles ne sont pas visibles depuis la rue ou si elles reprennent les éléments architecturaux de qualité existants.

De manière à éviter une trop forte densification de la trame urbaine au regard du caractère rural de la commune et de la sensibilité environnementale de certains espaces, les conditions de construction sur une même propriété sont encadrées en demandant une distance d'au moins 6 mètres entre bâtiments non accolés et faisant au moins 30 m² d'emprise au sol. En cas de terrain issu d'une division de moins de 10 ans, la distance entre deux constructions est portée à au moins 10 mètres et 15 mètres pour les constructions à usage d'habitation. En outre, l'emprise au sol est limitée à 40% de la surface totale du terrain avec une possibilité d'outrepasser cette règle pour les immeubles existants avant l'entrée en vigueur du P.L.U. qui peuvent être agrandis dans la limite de 20 m² d'emprise au sol pour ne pas pénaliser tout projet d'amélioration du bâti nécessaire à la sécurité, à l'hygiène ou au confort des occupants. Pour les constructions agricoles limitées à l'unité foncière qui supporte l'exploitation, l'emprise au sol est portée à 60% pour tenir compte des besoins de l'exploitation. Ce chiffre est porté à 70% pour les constructions publiques en secteur UAp.

Les hauteurs suivent en règle générale celles de l'habitat rural traditionnel. Elles sont donc fixées à 11 mètres au faîtage, avec un seul niveau dans les combles. La hauteur est limitée à 12 mètres pour les bâtiments publics du secteur UAp constituant des repères dans la trame urbaine. Ces hauteurs permettent de respecter le vélum actuel du secteur aggloméré dans sa partie centrale. Il est toléré un dépassement ponctuel afin d'adapter certaines installations ou spécificités architecturales. La hauteur maximale des bâtiments et installations agricoles est portée à 12 mètres au faîtage afin de prendre en considération les besoins de fonctionnement liés aux engins agricoles.

En revanche, la hauteur des annexes non accolées aux constructions principales est limitée à 5 mètres au faîtage et celle des abris de jardins est de 3 mètres, afin que la perception globale de ces constructions reste discrète par rapport au bâtiment principal.

L'aspect extérieur des constructions devra être particulièrement soigné en conservant au maximum les façades traditionnelles en briques caractérisant le secteur. L'utilisation du bois est autorisée en interdisant néanmoins la forme de rondins apparents ne correspondant pas à l'architecture locale. La forme des ouvertures et des toitures devra également suivre les aspects traditionnels de cet habitat ancien. Les ouvertures visibles des voies publiques respecteront des proportions rectangulaires. Les menuiseries auront au maximum 3 carreaux par vantail, ce qui laisse la possibilité de se doter de fenêtre avec un seul carreau.

Les couvertures seront réalisées en tuiles plates, en tuiles mécaniques, en ardoise naturelle, ou en panne du nord, ou tout autre matériau de substitution de même aspect. Ceci, sauf pour les bâtiments agricoles et d'activités en raison des surfaces importantes de couverture à réaliser et du surcoût que cela pourrait alors engendrer (bac acier de teinte sombre). La pente des toitures sera comprise entre 35° et 50° pour le corps principal de l'habitation, ce qui n'interdit pas des pentes plus faibles ou plus fortes pour des parties de toitures. Les bâtiments d'activités auront une pente minimum de 12° en zone UA, afin de tenir compte des gabarits et leur hauteur admise.

Les lucarnes respecteront les formes anciennes : à capucine, à bâtière ou pendante (passante) :



lucarne à deux pans
dite *jacbine*, en
bâtière ou à chevalet



lucarne à croupe
dite *capucine* ou
"à la capucine"



lucarne **pendante**, dite
meunière, ou *gerbière*

Les clôtures sur rue seront minérales en utilisant la pierre, le moellon et particulièrement la brique rouge qui compose aujourd'hui les murs existants. Le parpaing enduit du ton de la façade de l'habitation principale est également toléré afin de tenir compte du coût d'une clôture en pierres ou en briques. Elles pourront aussi correspondre à un mur de soubassement d'au moins 0,80 m surmonté d'une grille, d'une barrière ou d'une haie taillée, en mesure d'assurer une continuité du front bâti. Les clôtures sur rue ne participant pas à préserver l'alignement du bâti, pourront également se composer d'un soubassement entre 0,50 m et 1,00 m de hauteur surmonté d'une barrière, d'une grille ou d'un simple grillage de couleur sombre, doublé ou non d'une haie taillée, plus économique que les murs pleins en matériaux durs. Sur les limites séparatives, les clôtures pourront présenter les mêmes caractéristiques que celles donnant sur les voies publiques, avec également la possibilité d'utiliser en soubassement une plaque de béton teintée dans la masse (hors teinte béton gris). La clôture pleine est ainsi autorisée sur une profondeur maximale de 40 mètres depuis la rue, afin de permettre aux propriétés d'être dotées d'un espace privatif préservé des regards extérieurs. Au delà de la profondeur de 40 mètres, la clôture sera à dominante végétale afin de ne pas opacifier les vues de manière trop minérale sur les fonds de jardins et vers l'espace agricole ou naturel.

Une attention particulière est portée aux murs anciens qui seront à conserver, et à restaurer si besoin dans la mesure où ils participent à l'ambiance rurale du village. Ils ne pourront être que partiellement détruits afin de permettre la réalisation d'un accès motorisé et d'un accès piéton.

En zone UA sur les terrains d'au moins 650 m², il est demandé de réaliser, sur au moins 30% de l'emprise totale du terrain, un traitement paysager végétal de type espaces verts de pleine terre (plantations ou engazonnement) sur les parties de terrain restant libres de construction, de manière à conserver le caractère rural des lieux.

2.1.2 La zone UE

La zone UE accueille l'agrandissement et la relocalisation récente de l'entreprise en place sur le village, ainsi que l'entrée de village nord/ouest pour sa frange nord dans l'éventualité où une entreprise souhaitant s'implanter sur la commune rechercherait un effet vitrine en entrée de village. Il s'agit d'activités compatibles avec l'habitat mais pouvant générer des nuisances pour des constructions à usage d'habitation principale.

Afin de préserver les secteurs d'habitat environnants, si un nouveau bâtiment d'activités ou une installation induit un périmètre de protection, celui-ci devra être compris dans la superficie du terrain sur lequel est réalisé la construction ou l'installation.

Les nouveaux bâtiments (hors extension de l'existant), installations et dépôts, seront implantés avec un retrait d'au moins la moitié de la hauteur de la construction sans pouvoir être inférieur à 5 mètres par rapport aux limites séparatives qui correspondent ici à de l'espace naturel ou des fonds de jardins, ce qui autorise un espace tampon suffisant pour limiter les incidences sur l'environnement naturel de ce site d'activités. Les constructions plus légères (logements autorisés, poste de gardiennage, construction à usage de bureaux) pourront venir jusqu'à 3 mètres des limites séparatives.

Le site d'activités étant actuellement inséré dans une trame plantée, l'emprise au sol des constructions est limitée à 50% de la surface du terrain tenant compte aussi des besoins d'extension sur site des activités existantes. Au moins un arbre sera planté par tranche de 300m² de surface libre de construction, afin de ne pas densifier de façon exagérée le secteur et de conserver son caractère paysager.

La hauteur des constructions est limitée à 12 mètres faisant qu'elles ne dépasseront pas le faîtage des arbres de haute tige qui les bordent. L'aspect extérieur devra être soigné en utilisant des teintes discrètes et limitées à deux pour l'ensemble des façades d'un bâtiment, sauf sur la façade principale où 25% pourra avoir une autre teinte notamment pour identifier l'enseigne de la société. Ces mesures visent à limiter l'impact de ces constructions souvent de gabarit important en entrée de village. Seules les couleurs sombres dans les gammes de brun, vert, bleu et gris sont autorisées afin de rappeler les teintes déjà présentes dans la nature.

En zone UE, plus adaptée à l'implantation d'activités, aucune pente n'est imposée mais une couleur unique de la couverture est souhaitée afin de ne pas multiplier les teintes ce qui impacterait plus sur le paysage. Les puits de lumière et les dispositifs valorisant le recours aux énergies renouvelables sont autorisés.

Les clôtures en zone UE seront quant à elles, à dominante végétale, constituées d'une haie vive doublée ou non d'un grillage rigide. Afin de ne pas fermer les vues sur le village sur son entrée nord/ouest, les clôtures sont limitées à 2,50 mètres.

TABEAU DE SUPERFICIE DES ZONES URBAINES

ZONES OU SECTEURS	SUPERFICIES EN HECTARES P.L.U.
UA	34,2
<i>dont UAp</i>	<i>1,5</i>
UE	3,9
TOTAL DE LA ZONE URBAINE	38,1

La superficie des zones urbaines est de 38,1 hectares, soit 3% du territoire communal ce qui garantit l'équilibre entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles ou naturels.

2.2 LA ZONE A URBANISER

Il s'agit de la zone destinée à accueillir les extensions urbaines de la commune. Les réseaux et la desserte existent à la périphérie et permettent une urbanisation à court terme, ou à long terme lorsqu'il sont plus éloignés.

2.2.1 La zone 1AU

La zone 1AU compte deux secteurs : le secteur 1AUh qui est plus particulièrement destiné à recevoir de l'habitat et des équipements, des services, des bureaux et autres activités qui en sont le complément dès lors qu'ils n'engendrent pas de nuisances ou dangers éventuels pour les habitations et le secteur 1AUe voué à accueillir les extensions d'activités peu compatibles avec l'habitat. Elle correspond pour le secteur 1AUh, aux terrains situés au lieu-dit « le Château », en entrée de village est et pour le secteur 1AUe au lieu-dit le village sud, dans la continuité de la zone UE créée en frange de village nord. Il s'agit des secteurs d'extension retenus au P.A.D.D.

- la poche au sud/est du village inscrite en secteur 1AUh est plus spécifiquement vouée à recevoir des constructions à usage d'habitat (dont 20% minimum de locatif aidé de manière à diversifier l'offre) suivant l'article L.123-16 du code de l'urbanisme,
- les terrains en frange nord du secteur aggloméré, accueillant pour la zone UE, déjà des activités, inscrits en secteur 1AUe voué à accueillir de nouvelles constructions à usage d'activité.

Les dispositions réglementaires autorisent un tissu bâti venant en continuité de l'existant. D'ailleurs, l'urbanisation ne peut être autorisée qu'à partir d'un schéma portant sur l'ensemble du secteur et montrant comment les liens avec les quartiers existants seront traités. Une orientation particulière d'aménagement du secteur 1AUh prescrivant les grands principes de desserte et d'aménagement est jointe au dossier.

L'urbanisation du secteur est nécessairement soumise à une opération d'ensemble d'au moins 5 constructions afin d'éviter un trop grand nombre d'opérations qui ferait perdre de sa cohérence à l'aménagement d'ensemble.

Le secteur 1AUe compte un pourtour d'espace boisé à créer inscrit au plan de zonage pour ses franges avec d'autres zones (zones A, N et UA) que la zone UE à laquelle elle est associée.

Il est rappelé que les équipements publics autorisés ne devront pas remettre en cause la poursuite de l'urbanisation du secteur dans une logique de maîtrise de la consommation de l'espace et de manière à conserver une superficie minimale destinée à l'accueil de nouveaux ménages permettant de répondre aux objectifs démographiques retenus.

Les règles d'implantation du bâti préconisent une implantation à l'alignement (dans le cas d'une opération d'ensemble) ou en retrait de 6 mètres de l'alignement afin d'adapter au mieux le nouveau bâti au site et aux secteurs urbanisés voisins. Le recul maximal de 30 mètres par rapport à la voie publique où s'effectue la desserte du terrain est également applicable dans ce secteur pour les constructions usage d'habitation, afin de préserver des fonds de jardin peu densément occupés, ouverts sur l'espace agricole. L'implantation sur une des limites séparatives est autorisée lorsque la façade est inférieure à 20 mètres, laissant la possibilité de créer des blocs de 2 constructions visant à optimiser l'urbanisation. Le retrait par rapport à l'autre limite sera au moins égal à 3 mètres pour maintenir un accès suffisant à l'arrière la construction depuis la rue.

Les hauteurs maximales des constructions à usage d'activité est limitée à 10 mètres au faîtage tandis que celle des constructions à usage d'habitation est limitée à 11 mètres pour tenir compte de la situation de plateau relativement en point haut et en frange d'urbanisation de la zone 1AUe. Cette homogénéité des hauteurs vise à conserver le vélum global du village. En revanche, la hauteur des constructions annexes isolées est limitée à 5 mètres au faîtage et à l'arrière, afin de limiter l'impact visuel de ces constructions légères implantées en retrait de l'habitation principale, plus au contact des terres de culture présentant un paysage ouvert.

L'aspect extérieur des constructions veille au respect de l'architecture locale. Les dispositions réglementaires mises en place sont proche de celle de la zone urbaine du village afin de viser à une harmonie d'ensemble une fois ces terrains urbanisés, tout en admettant une architecture plus récente notamment faisant appel à des techniques relatives à la construction valorisant les énergies renouvelables (bardage bois autorisé sous conditions par exemple). Toutefois, les pompes à chaleur et dispositifs de climatisation ne seront pas visibles depuis la rue. Les clôtures seront ici à dominante végétale contribuant à l'insertion dans le paysage de ces nouvelles constructions et installations venant en frange de village.

En matière de stationnement, il est demandé au moins 2 places de stationnement par logement, en ajoutant une place supplémentaire par tranche de 5 logements réalisés dans le cadre d'une opération d'ensemble afin de prendre en compte les besoins des visiteurs. En zone UE, pour les constructions à usage de bureaux et de services une place sera créée par tranche de 25 m² de SHON et une pour 50 m² de SHON d'établissements artisanaux.

Pour le secteur 1AUh, au moins 40% de la surface totale des terrains créés seront aménagés en espace vert de pleine terre permettant un traitement végétal aux abords du bâti autorisé dans le but de respecter les spécificités du site naturel, en limite de périmètre urbanisé. Ce chiffre est de 20% en secteur 1AUe de manière à permettre une certaine densification des activités afin d'éviter leur étalement, consommateur de terrains agricoles et naturels. Dès lors, la plantation d'un arbre ou plus devient obligatoire par terrain créé (un arbre par tranche de 300 m² libre de construction). L'emprise au sol de l'ensemble des constructions est en secteur 1AUh limitée à 40% de la surface totale du terrain, portée à 50% dans le secteur 1AUe voué aux activités.

Dans cette zone, il est fixé un Coefficient d'Occupation des Sols (COS) de 0,50 pour les constructions à usage d'habitat ou d'activités autorisées, ce qui garantit une densité des constructions proche de l'existant respectant la transition avec les espaces agricoles ou naturels voisins.

2.2.2 La zone 2AU

Le secteur 1AUh s'accompagne d'une zone 2AUh destinée à une urbanisation à majeure destination d'habitat, à plus long terme en fonction de la réalisation des potentialités de transformation ou mutation dans le parc de logements existant au moment de l'entrée en vigueur du P.L.U. et de l'aménagement de tout ou partie du secteur 1AUh. La zone 2AUh correspond aux terrains situés en frange nord du village, actuellement accessibles depuis le Chemin du Tour de Ville et prochainement accessible depuis un piquage à créer sur la Grande Rue et/ou la Rue Verte. Ces terrains sont proches du centre du village qu'ils pourront venir renforcer.

L'ensemble de ces terrains est destiné à une extension à plus long terme du secteur aggloméré. Ils seront urbanisés sous forme d'opération d'aménagement avec schéma d'ensemble insistant sur le lien avec le reste du village et la frange de l'urbanisation vers le plateau agricole à traiter.

Ce secteur est plus particulièrement voué à recevoir des constructions à destination d'habitat. Son urbanisation sera soumise à une réflexion sur l'ensemble de son emprise, en cherchant à l'articuler avec les sites développés sur les secteurs voisins, et à une procédure opérationnelle adaptée (lotissement, ZAC, PAE, PUP, etc.).

Le COS étant nul, l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUh nécessitera une modification ou une révision du PLU qui permettra de compléter le règlement en fonction du type d'urbanisation voulue. Le COS ne s'applique pas aux constructions et installations liées ou nécessaires au fonctionnement des équipements d'infrastructure de voirie et de réseaux divers afin de rendre possible l'implantation de tels aménagements qui pourraient être nécessaire au bon fonctionnement du village.

TABLEAU DE SUPERFICIE DE LA ZONE A URBANISER

ZONES OU SECTEURS	SUPERFICIES EN HECTARES P.L.U.
1AU dont 1AUh et 1AUe	2,7 1,2 1,5
2AUh	2,8
TOTAL DE LA ZONE A URBANISER	5,5

La superficie des zones à urbaniser est de 5,5 hectares, soit 0,4% du territoire communal ce qui garantit l'équilibre entre les espaces à urbaniser et les espaces agricoles ou naturels.

2.3 LA ZONE AGRICOLE

Il s'agit d'une zone non équipée, constituée par les parties du territoire communal, protégées en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Elle couvre les terres agricoles dont la valeur agronomique est reconnue, et qui ne sont pas situées dans une zone de risques naturels ou qui ne présentent pas un intérêt environnemental particulier. Elle correspond à l'ensemble des terrains en cultures, situés pour l'essentiel sur le plateau, au nord du secteur bâti et en limite sud du territoire ainsi qu'une poche largement cultivée au centre du territoire communal.

Elle englobe également les bâtiments légers des corps de ferme en activité, situés en limite du secteur aggloméré du village.

Le règlement n'autorise que les constructions, extensions ou modifications liées et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles, y compris le changement d'affectation, une valorisation notamment touristique des bâtiments entrant dans le cadre de la diversification de l'exploitation agricole, ainsi que les constructions et installations liées au fonctionnement des équipements d'infrastructure de voirie et de réseaux divers (transformateur, pylône, réservoir d'eau potable, etc.).

Le paysage étant largement ouvert, les conditions d'occupation du sol (hauteur, aspect extérieur, traitement paysager, implantation) veille à limiter l'impact visuel des nouvelles constructions qui seront réalisées sur la zone. Aussi, l'implantation des nouveaux bâtiments se fera à au moins 20 mètres de l'axe des routes départementales afin de garantir de une sécurité routière optimale, et à au moins 10 mètres de l'axe des autres voies qui les dessert afin de préserver un paysage ouvert depuis l'espace public. L'implantation par rapport aux limites séparatives des constructions de plus de 50 m² observera un recul d'au moins 6 mètres pour assurer les conditions nécessaires à un bon entretien des bâtiments et la réalisation d'un traitement paysager adapté.

La hauteur des bâtiments d'activités est limitée à 12 mètres au faîtage. Elle peut être portée à 15 mètres pour les constructions et installations venant en continuité d'un corps de ferme pour tenir compte de l'évolution du matériel agricole utilisé tout en rattachant ce type de construction haute à des entités déjà bâties afin de limiter leur impact visuel sur le paysage.

Les bâtiments présentant une certaine qualité architecturale en zone agricole sont identifiés au plan de zonage en bâtiment agricole d'intérêt patrimonial au titre de l'article R123-12-2° du code de l'urbanisme de manière à ce que leur destination agricole puisse être changée de façon à pérenniser l'utilité du bâtiment.

Le secteur Ae permet l'implantation d'éolienne afin de favoriser la mise en place des énergies renouvelables sur le secteur, dans la continuité du champ éolien mis en place sur les territoires voisins des communes Beuvraignes et de Roye de part et d'autre de la D142 (Oise) et D221 (Somme). Cette zone comprend donc la pointe nord-ouest du territoire de la commune d'Amy.

2.4 LA ZONE NATURELLE ET FORESTIERE

Elle correspond à la zone naturelle à protéger au titre des sites, des paysages et des risques naturels. A ce titre, il convient de protéger l'occupation actuelle du sol contre toutes modifications qui porteraient atteinte au site ou pourraient mettre en danger les occupants ou les constructions.

Plus généralement, le zonage N ne remet pas en cause l'utilisation des sols à des fins agricoles (cultures ou pâturages) ou à des activités adaptées au milieu naturel. Il s'agit surtout de limiter les possibilités de construire pour préserver la qualité du paysage, prendre en compte la sensibilité environnementale des milieux naturels, se prémunir contre les risques ou respecter les servitudes existantes.

Elle correspond au fond de vallée de l'Avre accompagné de boisement reliant le Bois de Crapeaumesnil au Bois d'Avricourt. Cet espace au paysage semi fermé contrastant par rapport au plateau agricole présente une sensibilité paysagère certaine. Il s'agit de la partie du territoire inscrite en ZNIEFF et accueillant des corridors écologiques potentiels dont la sensibilité environnementale est manifeste. La zone N comprend également l'ensemble des terrains situés dans les périmètres de protection du point de captage de l'eau potable qui constitue une ressource à protéger. Elle comprend quelques pâtures en frange nord du secteur aggloméré et englobe une ferme isolée au centre/sud du territoire (Sébastopol) pour laquelle toute extension sera limitée.

Dans l'ensemble de la zone, les constructions et installations autorisées sont très peu nombreuses. Afin d'autoriser des mises aux normes d'hygiène ou de sécurité de ces bâtiments souvent anciens, il s'agit ainsi admis la réfection ou la réparation des constructions existantes ou l'extension limitée à 20 m² d'emprise au sol, si la destination de la construction n'engendre pas une modification de l'usage des bâtiments qui ne serait plus compatible avec la vocation de la zone, sans création de nouveau logement venant en plus de celui existant. Les constructions et installations publiques dans la limite de 50 m² d'emprise au sol et moyennant une bonne intégration paysagère et environnementale.

Sont également autorisés la création d'un équipement nécessaire à l'activité de jardinage, de maraîchage ou de culture fruitière, limité à 12 m² par unité foncière et les abris pour animaux limité à 50 m² d'emprise au sol et fermés sur trois côtés, ou encore les de structures légères de valorisation touristique limité à 4 m² par installation.

Les conditions d'occupation du sol visent à préserver les paysages et à prévenir les risques. Suivant le règlement sanitaire départemental, les bâtiments voués à des animaux et relevant de ce règlement seront implantés avec un retrait d'au moins 35 mètres des berges de l'Avre, afin de limiter les incidences négatives éventuelles sur la qualité des eaux. Pour permettre l'entretien de ces cours d'eau non domaniaux, il est rappelé que les constructions et plantations d'arbre de haute tige (laissant possible le maintien d'une ripisylve) seront à au moins 6 mètres des berges.

Le gabarit des constructions autorisées reste modeste pour ne pas altérer le paysage, la hauteur des constructions et installations est ainsi limitée à 5 mètres au faîtage, sauf pour les extensions de constructions existantes autres que les abris de jardins (limités à 3 mètres). L'emprise au sol est limitée à 5% de l'unité foncière (dans la limite des surfaces maximales autorisées à l'article 2) afin de préserver toute densification malvenue du bâti dans ces espaces naturels.

Par ailleurs, les règles architecturales et paysagères fixent des teintes, des matériaux à utiliser et des principes de traitement paysager favorisant l'insertion au site et rappelant les caractéristiques du paysage local.

TABLEAU DE SUPERFICIE DES ZONES AGRICOLE ET NATURELLE

ZONES OU SECTEURS	SUPERFICIES EN HECTARES P.L.U.
A	812,7
Ae	27,7
N	374
TOTAL DES DEUX ZONES	1214,4

La superficie totale des zones agricoles et naturelles délimitées au P.L.U. couvre 96,5% du territoire communal. La zone agricole occupe près des deux tiers du territoire, ce qui garantit la poursuite du bon fonctionnement de cette activité. La zone naturelle englobe la totalité des terrains figurant dans le périmètre de ZNIEFF du Massif forestier d'Avricourt/ Régat et Montagne de Lagny, ainsi que quelques terrains présentant un intérêt environnemental et paysager majeur. Elle correspond à 29,7% du territoire communal.

Cette répartition globale du découpage en zone du territoire traduisant le projet d'aménagement et de développement durable d'Amy respecte donc le principe d'équilibre entre les espaces urbanisés ou à urbaniser et les espaces agricoles ou naturels.

TABLEAU RECAPITULATIF

ZONES OU SECTEURS	SUPERFICIES EN HECTARES P.L.U.
Total des zones urbaines	38,1
Total des zones à urbaniser	5,5
Total de la zone agricole et de la zone naturelle	1214,4
TOTAL	1258
dont espace boisé classé	0 ha
dont éléments de paysage à préserver	217,4 ha

Les éléments de paysage à préserver au titre de l'article L.123-1 7° du code de l'urbanisme représentent 217,4 ha au P.L.U. soit 17,3% du territoire communal, pour l'essentiel situé en zone naturelle du P.L.U.

3. LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Le Plan Local d'Urbanisme constitue un outil essentiel à la réussite de la politique d'aménagement de la commune. Toutefois, ces documents réglementaires ne peuvent pas préciser tous les détails qui conduiront un développement harmonieux du territoire. La mise en œuvre du PLU nécessite une vigilance de tous les instants, notamment au niveau de la délivrance des autorisations de construire.

Par le PLU, la commune a les moyens de maîtriser l'aménagement du territoire communal. Pour atteindre les objectifs fixés, une politique d'action foncière est à prévoir en réservant au budget les crédits nécessaires aux acquisitions envisagées. La commune peut aussi solliciter toutes les aides auxquelles elle peut prétendre auprès des autres collectivités locales et auprès de l'Etat.

3.1 LA VOIRIE

L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux terrains est conditionnée par une desserte en voirie existante et suffisante. C'est le cas des terrains urbanisables restants. Toutefois, pour assurer une cohérence globale de la circulation à venir, la commune a tout intérêt à réserver les emplacements nécessaires au raccordement de voies nouvelles sur la voirie existante.

Il existe plusieurs modes de financements des voiries et réseaux divers dans le cadre des opérations d'aménagement (ZAC, Programme d'Aménagement d'Ensemble, Participation pour le financement des Voies et Réseaux, Association Foncière Urbaine, etc.). Une réflexion préalable à l'aménagement prévu entre la commune, le(s) propriétaire(s) et l'aménageur, permettra d'opter pour la solution la plus adaptée à l'opération projetée.

3.2 LES EMPLACEMENTS RESERVES

Des emplacements réservés sont inscrits au PLU (se reporter à la pièce 4d du dossier) pour améliorer les conditions de desserte des quartiers en développement ou pour aménager ou sécuriser les circulations actuelles et plus particulièrement les intersections de plusieurs voies.

ER n°1 : Création d'une voie de desserte de la zone 2AUh.

ER n°2 : Aménagement et sécurisation du carrefour du centre du village.

ER n°3 : Sécurisation du carrefour et aménagement du parvis de l'église.

3.3 LE DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU)

La commune s'est dotée d'un droit de préemption urbain portant sur l'ensemble des zones urbaines et des zones à urbaniser délimitées au plan. Par ce principe, la commune est avertie par le propriétaire des transactions foncières réalisées dans ces zones et peut se porter acquéreur des biens cédés. La commune dispose d'un délai de deux mois à compter de la proposition du propriétaire pour se prononcer sur l'acquisition au prix demandé. Le DPU entre en vigueur, une fois le PLU approuvé.

3.4 LA ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD)

La ZAD est un outil permettant à une collectivité publique de constituer des réserves foncières, notamment en dehors des terrains urbanisés ou à urbaniser délimités par un document d'urbanisme. La création d'une ZAD résulte d'un arrêté préfectoral pris sur le dossier présenté par la collectivité publique.

La collectivité publique est alors désignée comme titulaire d'un droit de préemption pour une durée de 14 ans. Sur les périmètres de ZAD, le Droit de Préemption Urbain ne s'applique plus.

3.5 LE PROGRAMME D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE) – LE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP)

Le PAE permet à la commune de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics réalisés pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le secteur. Le conseil municipal détermine le secteur d'aménagement, la nature, le coût et le délai prévus pour la réalisation du programme d'équipements publics.

Le PUP permet la prise en charge financière de tout ou partie des équipements liés à une opération d'aménagement, par le ou les propriétaires des terrains, le ou les aménageurs, le ou les constructeurs, dans le cadre d'une convention signée avec la commune. Cela n'est possible que dans les zones urbaines ou les zones à urbaniser délimitées au PLU.

3.6 LES TAXES ET PARTICIPATIONS POUR LE FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS PUBLICS

La commune a la possibilité d'instaurer un certain nombre de taxes ou de participations qui lui permet de dégager des ressources utiles aux financements de tout ou partie du renforcement ou de la création d'équipements publics (voirie, réseaux, écoles, équipements sportifs, culturels, de loisirs, etc.). Ces taxes et participations sont prélevées sur les opérations d'urbanisme réalisées ou sur les plus-values foncières résultant de l'élaboration d'un document d'urbanisme.

Il s'agit notamment de la TLE (Taxe Locale d'Equipement), la participation pour le raccordement à l'égout, la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains rendus constructibles du fait de leur classement par un PLU dans une zone urbaine ou à urbaniser ouverte à l'urbanisation, etc. Le plus souvent une simple délibération du conseil municipal permet d'instaurer ces taxes et participations.

3.7 LE PERMIS DE DEMOLIR

La commune a instauré un permis de démolir qui s'applique à l'ensemble des constructions, en étendant le permis de démolir déjà obligatoire dans le périmètre de protection des monuments historiques. Le permis de démolir est un moyen de veiller à la conservation du patrimoine bâti de qualité.